This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

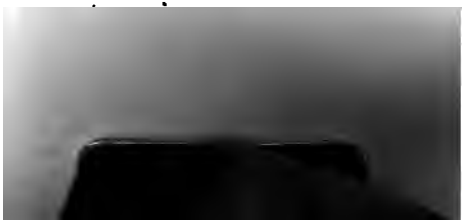
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

9

22053 f. 4
1814



ALMANACH
MINISTÉRIEL.

ALMANACH
MINISTÉRIEL.

ALMANACH

MINISTÉRIEL,

CONTENANT :

La Chronologie historique de tous les principaux dépositaire de l'autorité publique en France, tels que les Régens Ministres et Secrétaires d'État, Conseillers d'État, Prévôts et Lieutenans civils de Paris, Prévôts des Marchands Lieutenans-Généraux de Police, Préfets de Police, Maire de la ville de Paris, etc. etc. etc., depuis le commencement de la Monarchie jusqu'à ce jour, et indiquant le améliorations, les Établissemens utiles et les embellissemens dont la France est redevable à leur administration;

PAR M. DE S. A****

A PARIS,

Chez ROSA, libraire, cabinet littéraire, grande cour du Palais-Royal.

1814.

DES MINISTRES.

Les comptes détaillés de la dépense de chaqu ministre, signés et certifiés de lui, sont rendu publics.

Les ministres ont rang, séance et voix délibérative au conseil d'état.

Dans leurs voyages, ils jouissent, sauf quelques exceptions, des mêmes honneurs civils et militaires que les grands dignitaires de l'empire.

ALMANACH

MINISTÉRIEL.

qualité de lieutenant-général du roi. Il mourut vers 925.

4. Bouchard, comte de Melun, de Paris, de Vendôme et de Corbeil, fut premier ministre sous les rois Hugues Capet et Robert II son fils. Il commanda les armées en qualité de lieutenant-général du roi, contre Arnoul le jeune, comte de Flandres, qu'il obligea de se soumettre. Il quitta ensuite le monde, pour se faire religieux à l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés, vers l'an. 1000.

5. Eudes, comte de Chartres, de Tours et de Champagne, principal ministre sous le règne de Robert II, excita la jalousie de Foulques, comte d'Anjou, qui lui fit la guerre pour le punir de sa trop grande ambition et de sa soif des richesses. Eudes fut battu par son rival, à la journée de *Pont-le-Roi;* puis, ensuite, disgracié par Henri I, roi de France, contre lequel il prit les armes. Il fut tué dans une bataille. Il est le père de Thibaut, comte de Chartres, et d'Etienne, comte de Meaux et de Troyes, souches des anciens comtes de Champagne. 1033.

6. Geoffroy, dit Martel, comte d'Anjou, fut principal ministre sous Henri I. Il conduisit

avec succès la guerre que ce monarque avait à soutenir contre Eudes de Chartres et ses fils, qui s'étaient révoltés contre leur souverain légitime. Mais après que Geoffroy eut débarrassé le roi de ces ennemis, il oublia lui-même ses devoirs, jusqu'à lui faire la guerre personnellement. Rentré en grace quelque temps après, il se retira dans l'abbaye de Saint-Nicolas d'Angers, puis, dans celle de la Trinité de Vendôme, où il mourut 1061.

7. Guy de Montmorenci de Montlhéry, surnommé le Rouge, seigneur de Rochefort, sénéchal de France, et premier ministre d'état, sous Philippe I, devint assez puissant pour faire épouser sa fille Luciane à Louis-le-Gros, fils de ce monarque; mais ce mariage ayant été cassé dans la suite, pour cause de parenté, Guy s'en crut tellement outragé qu'il courut aux armes, et se déclara alors contre le roi, qui finit par le réduire à l'obéissance. Il mourut en 1108.

8. Anseau ou Anseau de Garlande, succéda à Guy de Montlhéry dans la dignité de sénéchal et de premier ministre. Il jouit de toutes les faveurs des rois Philippe I et Louis-le-Gros, et fut tué au siége du Puiset, 1118.

par le roi Louis VIII, de la place de chancelier, et mourut le 19 avril 1230.

16. Blanche de Castille, reine de France, mère de saint Louis, fut régente du royaume, pendant la minorité de son fils, depuis 1226 jusqu'en 1236, et ensuite pendant le voyage que ce prince fit Outremer, en 1248, jusqu'à l'époque de sa mort arrivée le 1 décembre 1252.

17. Pierre de Villebéon, chambellan de France, fut créé principal ministre, sous saint Louis, en 1226. Il rendit à ce prince les services les plus signalés, et le suivit dans ses expéditions d'Outremer, où il déploya des talens militaires consommés. Il fut un des exécuteurs testamentaires de ce saint monarque, et mourut lui-même à Tunis, en 1270.

18. Mathieu de Vendosme, abbé de Saint-Denis, fut régent du royaume pendant la deuxième croisade de saint Louis, en 1270; il devint ensuite principal ministre de Philippe-le-Hardi. Il gouverna avec une grande sagesse, et

---

avoir versé le sang chrétien dans divers combats, crut éluder de nouveaux reproches, en frappant les ennemis, comme un forcené, avec une énorme massue.

se fit admirer par la douceur de ses mœurs et de ses manières. Il mourut en septembre 1286.

19. Simon de Clermont, sire de Nesle, gouverna le royaume conjointement avec Mathieu de Vendôme, pendant l'absence de saint Louis, en 1270.

20. Pierre Delabrosse, d'une famille obscure, avait été barbier, quelques-uns disent chirurgien de saint Louis; il s'était tellement insinué dans les bonnes graces du roi Philippe-le-Hardi, fils de ce monarque, qu'il le fit son ministre, et lui accorda une confiance sans borne; Delabrosse en abusa en accusant la reine, qui était le seul personnage dans le royaume qui pût contre-balancer son crédit et son influence sur l'esprit du roi, mais il fut disgracié, puis condamné et pendu en 1276.

21. Enguerrand de Marigny, comte de Longueville, grand-chambellan et principal ministre de Philippe-le-Bel, en 1286, fut accusé d'avoir abusé des finances, altéré les monnaies, dégradé les forêts, et accablé le peuple d'impôts. Le comte de Valois, son ennemi déclaré, profita de la haine qu'on lui portait pour le faire con-

damner à mort; il fut pendu au gibet de Mont-Faucon, en 1315.

Sa mémoire fut depuis rétablie.

22. Gaucher de Chatillon, connétable de France et principal ministre d'état, se distingua à la bataille de Courtrai, en 1302, et contribua à la victoire de Mons-en-Puelle, en 1304. Il commanda à la bataille de Mont-Cassel en 1328, et mourut en 1329.

23. Charles de Valois, oncle de Louis X, roi de France, gouverna les affaires du royaume en qualité de principal ministre d'état. La haine qu'il avait pour Enguerrand de Marigny fut la principale cause de la chute et du supplice de ce ministre. Il mourut en 1325.

24. Philippe de France, comte de Poitiers, frère du roi, Louis X, dit le Hutin, fut déclaré *régent du royaume*, à la mort de ce monarque, et pendant la grossesse de la reine, le 5 juin 1316; mais le jeune roi n'ayant pas vécu, il monta lui-même sur le trône de France, le 19 novembre 1316, sous le nom de Philippe-le-Long. Il mourut le 2 janvier 1322.

25. Philippe de France, comte de Valois, fils de Charles de Valois, dont il vient d'être

question à l'article 23, fut régent du royaume depuis le 1 février 1328, jusqu'au premier avril suivant, que la reine étant accouchée d'une fille, il monta sur le trône sous le nom de Philippe VI, dit de Valois. Il m. le 22 août 1350.

MATHIEU ~~RENARD~~ DE TRIE, maréchal de France, fut ministre d'état sous Philippe de Valois. Il coopéra à la conquête de la Guienne en 1324, et commanda en Flandre en 1325. Il offrit au roi, au nom de la province de Normandie, 44,000 hommes pour faire la guerre aux Anglais. Il mourut en 1344.

PIERRE DE BEAUCOURT, fut aussi ministre d'état sous le règne de Philippe de Valois; il exerça vers l'an 1352.

26. CHARLES, DAUPHIN DE FRANCE, fut régent de royaume pendant que Jean II, dit le Bon, son père, resta prisonnier en Angleterre, depuis le 19 septembre 1356, jusqu'en juillet 1360; et depuis le mois de janvier 1364, jusqu'au 8 avril de la même année, que ce monarque mourut. Il monta alors sur le trône, sous le nom de Charles V, dit le Sage. Il mourut le 16 septembre 1380.

PHILIPPE DE MAIZIÈRE, fut ministre d'état sous le règne de Charles V, et exerça vers l'an 1366.

27. PIERRE, cardinal DE LA FOREST, chancelier de France, fut principal ministre, depuis le

26 septembre 1350, jusqu'à l'époque de
mort, arrivée le 27 juin 13

28. Jean de la Grange, cardinal d'
miens, fut principal ministre sous le règne
Charles V, depuis 1375 jusqu'au 16 septeml
1380. Il se retira à Avignon, et y mourut le
avril 14

29. Louis de France, duc d'Anjou, dep
roi de Naples, frère de Charles V, roi
France, fut régent du royaume, depuis le
septembre 1380 jusqu'au 4 novembre suiva
qu'il le fut conjointement avec le duc de Bo
gogne, son frère, dont l'article va suivre. Il
ministra jusqu'en 1382, qu'il partit pour l
ples. Il mourut le 20 septembre 13

30. Philippe de France, duc de Bourgog
frère du précédent, fut surnommé le Hardi.
eut la régence du royaume le 4 novembre 13
conjointement avec le duc d'Anjou; puis au
part de ce dernier, en 1382, il eut pour adjo
le duc de Berri, son autre frère, jusqu'à la r
jorité du roi, en 1383. A cette époque, ces de
princes restèrent encore chargés de l'admi
tration des affaires, jusqu'en 1388; et y fur
rappelés en 1392, jusqu'en 1401. L'union

duc de Bourgogne avec Isabeau de Bavière, reine de France, donna de la jalousie au duc d'Orléans, et fut la source de cette haine qui devint si fatale au royaume, en causant une guerre civile qui montra, sur une scène ensanglantée, les factions de Bourgogne et d'Orléans. Philippe mourut le 27 avril 1404.

31. Jean de France, duc de Berry, frère des précédens, était un prince faible, et peu capable de soutenir le poids de la régence. Il se démit en 1404, et mourut le 15 juin 1416.

32. Louis de France, duc d'Orléans, neveu des précédens, et frère de Charles VI, roi de France, fut déclaré lieutenant-général du royaume et du gouvernement de France pendant la démence du roi, le 8 avril 1402. Il fut dépossédé de ses fonctions par Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne, au mois de juin suivant; et mourut assassiné par ordre de Jean-Sans-Peur, fils de ce dernier, le 23 novembre 1407.

33. Isabeau de Bavière, reine de France, femme du roi Charles VI, se fit déclarer, en 1408, régente du royaume, avec le dauphin son fils, pendant la démence du roi; mais elle fit un emploi criminel et odieux de son autorité, en

éloignant le dauphin, et en appelant le duc de Bourgogne, Jean-sans-Peur, et les Anglais, à servir son ambition et à déchirer la France. Elle mourut le 30 septembre 1435.

34. Louis, dauphin de France, fils de la précédente, et du roi Charles VI, fut déclaré régent avec sa mère, en 1408; et seul, par lettres patentes du 22 septembre 1414. Mais il mourut le 18 décembre 1415.

35. Charles, dauphin de France, frère du précédent, fut créé lieutenant-général et régent du royaume, par lettres patentes de son père, le 6 novembre 1417 Il eut à lutter contre les factions intestines que la haine d'Isabeau de Bavière, sa propre mère, excita contre lui, et à reconquérir son royaume sur les Anglais, qu'elle avait appelés. Il monta sur le trône en 1429, et fut nommé Charles VII, dit le Victorieux. Il mourut le 23 juillet 1461.

36. Georges de la Trémouille, sire de Craon, fut principal ministre de Charles VII, depuis 1426 jusqu'en 1433. Il commanda les armées du roi en Bourgogne et en Franche-Comté; et fut disgracié sous Louis XI, à cause des exactions qu'il avait commises envers les peuples, et

et pour avoir levé honteusement le siége de Dôle. Il mourut le 6 mai 1446.

Le président Louvet fut ministre d'état sous Charles VII. Il prit une part très active aux factions qui déchiraient alors la France, et fut accusé d'avoir trempé dans le meurtre de Jean-sans-Peur, duc de Bourgogne, assassiné à Montereau par Tanneguy-Duchatel, en 1419. Charles VII fut obligé de sacrifier ce ministre à la haine que lui portait le connétable de Richemont, et il fut congédié en 1425.

Pierre de Giac, petit-fils de Pierre de Giac chancelier de France en 1383, fut ministre d'état sous Charles VII. Accusé d'avoir abusé de la confiance de son maître, et d'avoir commis plusieurs malversations dans les finances, le connétable de Richemont et Georges de la Trémouille se saisirent de lui à Yssoudun, et le firent noyer à Dun-le-Roi, après lui avoir fait faire son procès sur quelques crimes dont ils l'accusèrent. 1426.

37. Jean de la Balue, cardinal, fut principal ministre de Louis XI, et dirigea, sous ce prince, les affaires de l'église, de l'état et de la guerre, depuis 1463 jusqu'en 1469; mais ayant trahi son maître, et entamé des liaisons criminelles avec le duc de Bourgogne, il fut mis en prison à Loches où il demeura onze ans. Sa mémoire inspire autant de mépris à la postérité, que son

administration a causé d'indignation à ses c
temporains. Il m. au mois d'octobre 14

38. Philippe de Commines, chambellan
premier ministre du roi Louis XI, vivait si
milièrement avec ce prince, qu'ils couchai
souvent ensemble. Il avait beaucoup de faci
à traiter les affaires, et dictait ordinairemer
quatre secrétaires à la fois, des lettres sur
affaires d'état les plus importantes et les p
sé.ieuses. Il fut accusé de trahison sous le rè
de Charles VIII, et conduit à Loches, où
l'enferma huit mois dans une cage de fer. Il
cependant absous et élargi. Il mourut le
octobre 15

Olivier-le-Dain, d'abord barbier du roi L
XI, et ensuite son ministre d'état, attira sur
l'exécration publique par son insolence e
tyrannie. Il finit par être pendu sous le règn
Charles VIII en 1484.

39. Guillaume Briçonnet, cardinal,
chevêque de Reims et de Narbonne, fut p
cipal ministre de Charles VIII, depuis le
août 1483, jusqu'au 7 avril 1498. Il conseil
ce monarque d'entreprendre la conquête
royaume de Naples, et mourut avec la répu
tion d'un ministre dévoué au service de

prince, et au bien de sa patrie, le 14 décembre 1514.

40. Georges d'Amboise, cardinal, archevêque de Rouen, fut premier ministre sous le règne de Louis XII. Le titre de *père du peuple* qui lui fut décerné, ainsi qu'à son maître, prouve la sagesse et la douceur de son administration. Ce prélat ayant senti quelques attaques de goutte à Lyon, se retira dans le couvent des Célestins, et disait au frère infirmier qui le servait dans sa maladie : « *Frère Jean, que n'ai-je été toute ma vie Frère Jean.* » Il mourut le 25 mai 1510.

41. Louise de Savoie, duchesse d'Angoulême, mère de François I, fut déclarée régente et gouvernante du royaume pendant la première expédition du roi son fils en Italie, en juillet 1515. Elle eut encore l'administration des affaires de l'état pendant la deuxième expédition du roi, et pendant sa captivité, après la malheureuse bataille de Pavie, en 1525. Elle mourut le 22 septembre 1531.

« François Le Roi de Chavigny grand-aumônier du roi François I, fut mis au rang de ses ministres d'état. Il mourut le 18 octobre 1515.

42. François de Tournon, cardinal, arc
vêque de Lyon, fut principal ministre aprè
mort de la duchesse d'Angoulême, et gouve
jusqu'en 1547, époque où François I descer
dans la tombe. Ce cardinal eut la réputat
d'un ministre prudent, habile et éclairé
mourut le 21 avril 15

46 43. Anne de Montmorency, connétabl
France, fut principal ministre d'état sous
règnes de François I, d'Henri II, et de Cl
les IX. Il soutint avec les Guises le parti des
tholiques, et battit les huguenots à la jour
de Saint-Denis, où il laissa la vie, le 10
vembre 15

44. Henri, dauphin de France, fut fait li
tenant-général de tout le royaume, par let
patentes données à Saint-Maur-les-Fossés, l
juillet 1544. Il monta ensuite sur le trône
France, en 1547, sous le nom de Henri II. Il
tué d'un coup de lance, dans un tournoi, le
juillet 15

45. Catherine de Médicis, reine de Fra
épouse du précédent, fut déclarée régente
royaume pendant un voyage que fit Henr
en Lorraine, en 1552. Elle exerça encore

fonctions en 1560, pendant la minorité de Charles IX son fils; et en 1574, pendant la maladie de ce roi, et l'absence d'Henri III son frère, qui étoit en Pologne. Le gouvernement de cette princesse devint fatal aux huguenots ou protestans, contre lesquels elle suscita la journée et le massacre de la Saint-Barthélemy, en 1572. Elle mourut le 5 janvier 1589.

46. Claude d'Annebault, amiral de France, fut principal ministre sous le règne d'Henri II, qui le chargea de la régence du royaume, conjointement avec la reine Catherine de Médicis, pendant son expédition de Metz. Il laissa la réputation d'un ministre sage, probe et désintéressé. Il mourut le 2 novembre 1552.

47. François de Lorraine, duc de Guise, gouverna la France conjointement avec le cardinal de Lorraine son frère, sous les règnes d'Henri II, François II, et Charles IX. Il fut le chef du parti catholique, dissipa la conjuration d'Amboise, et fit déclarer les huguenots ennemis de l'Etat. Le gain des batailles de Renty et de Dreux, la belle défense de Metz, la prise de Calais, Thionville, Rouen et Bourges; son union avec le maréchal de Saint-André, et le

connétable de Montmorency, et le massacre d Vassy, sont les principales époques de la vi de ce prince, à qui le parlement de Paris donn le titre de *conservateur de la patrie.* Il fut lâch ment assassiné par Poltrot de Méré, genti homme huguenot, devant Orléans, le 18 ou 2 février 1563

48. Charles de Lorraine-Guise, connu sou le nom de *Cardinal de Lorraine*, frère du pr cédent, administra les affaires du royaume sou Henri II, François II, Charles IX, et Henri II Ce prélat est célèbre par le colloque de Poissy l'éloquence et le luxe qu'il déploya au concil de Trente, le traité de Cateau-Cambresis, so ministère des finances, et les potences qu'il f dresser dans l'avenue de Fontainebleau pou effrayer les solliciteurs qui voulaient aborder l roi. C'est le même que M. Chénier a mis en scèn dans sa tragédie de Charles IX; mais c'est u tort du poëte français, car lors du massacre d la Saint-Barthélemy, ce ministre était à Rome occupé à solliciter une dispense du pape pou le mariage de Marguerite de Valois avec Hen de Bourbon, depuis roi de France sous le nom d'Henri IV. Il mourut le 26 décembre 1574

49. Antoine de Bourbon, roi de Navarre, fut déclaré lieutenant-général du royaume, par pouvoir du 6 décembre 1560. Il exerça jusqu'à l'époque de sa mort, arrivée le 17 nov. 1562.

50. Alexandre-Edouard de France, duc d'Anjou, frère de Charles IX, fut fait lieutenant-général du royaume, le 12 novembre 1567. Il exerça jusqu'au 9 mai 1573, qu'il fut élu roi de Pologne. Il devint aussi roi de France, sous le nom d'Henri III, le 31 mai 1574. Il fut assassiné a Saint-Cloud le 1 août 1589.

51. Maximilien de Béthune, baron de Rosny, duc de Sülly, maréchal de France, et grand-maître de l'artillerie, fut principal ministre du bon roi Henri IV, et rendit son nom et celui de son maître chers aux Français par la sagesse et la pureté de son administration. Il mourut le 21 décembre 1641.

52. Marie de Médicis, reine de France, mère de Louis XIII, fut régente pendant la minorité de ce prince, depuis le 15 mai 1610, jusqu'au 2 octobre 1614, que le roi fut déclaré majeur; elle fut la cause de l'élévation du cardinal de Richelieu, qui la laissa mourir dans l'indigence et l'exil à Cologne, le 3 juillet 1642.

reine Anne d'Autriche, régente de France en 1643, pendant la minorité de Louis XIV. L'autorité avec laquelle il gouverna, excita la jalousie des grands, qui fomentèrent à son occasion des troubles dans le royaume; mais soutenu de la reine et ensuite de Louis XIV même, il triompha de ses ennemis et administra jusqu'à sa mort, arrivée le 9 mars 1661.

59. Marie-Thérèse d'Autriche-Espagne, reine de France, épouse de Louis XIV, fut nommée commandante dans le royaume, pendant l'absence du roi son époux, le 23 avril 1672. Elle mourut le 30 juillet 1683.

60. Philippe II, duc d'Orléans, fut déclaré régent du royaume, pendant la minorité de Louis XV, depuis le 2 septembre 1715 jusqu'au 22 février, que le roi atteignit sa majorité. La régence du duc d'Orléans fut célèbre à plus d'un titre, et surtout par la création et la chute des billets de banque, inventés par Law. (*L'article de ce prince reviendra.*)

61. Guillaume Dubois, cardinal, archevêque de Cambray, fut nommé premier ministre pendant la minorité de Louis XV, par le duc d'Orléans, régent, le 22 août 1722. Ce premier

ministre qui n'avait de respectable que les titres dont il était revêtu, n'administra pas long-tems en cette qualité, étant mort le 10 août 1723.

Philippe II, duc d'Orléans, ancien régent de France sous la minorité de Louis XV, accepta le titre et remplit les fontions de premier ministre à la mort du cardinal Dubois. Il n'exerça que quelques mois, la mort étant venue le surprendre le 2 décembre 1723.

62. Louis-Henri, duc de Bourbon-Condé, fut créé premier ministre sous Louis XV, après la mort du duc d'Orléans. Il se laissa gouverner par la marquise de Prie, et par Paris Duverney, son surintendant des finances, qui le portèrent à accabler le peuple de nouveaux impôts. Le cardinal de Fleury, qui avait un grand ascendant sur l'esprit du roi, le fit exiler, le 11 juin 1726, à Chantilli, où il mourut le 27 janvier 1740.

63. André-Hercule de Fleury, cardinal, évêque de Fréjus, précepteur de Louis XV, fut porté, à l'âge de soixante-dix ans, à l'emploi de principal ministre, par ce monarque. Il était d'une humeur sage et pacifique; et s'il consentit à la guerre de Hongrie, c'est qu'il y fut entraîné par les importunes sollitations de l'Espagne et

des principaux seigneurs de la cour de France. Il mourut dans sa quatre-vingt-dixième année, le 29 janvier 1743.

64. Etienne François, duc de Choiseul-Stainville, colonel-général des Suisses, administra les affaires de l'état, sous le règne de Louis XV, en qualité de principal ministre, sans cependant en avoir les provisions. Il fut ministre de la guerre, de la marine, et des affaires étrangères, et gouverna la France jusqu'en 1770, qu'il fut disgracié et exilé. Il m. le 8 mai 1785.

65. Jean-Frédéric Phelippeaux de Pontchartrain, comte de Maurepas, fils de Jérôme Phelippeaux, comte de Pontchartrain, ministre de la marine et de la maison du roi, avait également administré ces deux départemens, depuis 1718 et 1723, lorsqu'il fut nommé ministre d'état en 1738. Madame de Pompadour, contre laquelle il avait fait une chanson, le fit exiler en 1749. Mais, sous le règne suivant, en 1774, il fut rappelé et mis à la tête des affaires, comme principal ministre, quoiqu'il n'eût que le titre de ministre d'état. Il fut aussi chef du conseil des finances, et membre

e l'académie royale des sciences. Il mourut le
1 novembre 1781.

66. Etienne Charles de Loménie de Brienne,
ardinal, archevêque de Sens, fut nommé prin-
pal ministre en 1787. Après avoir contribué à
disgrace de M. de Calonne, et blâmé tous ses
lans, il les adopta lui-même et voulut les faire
xécuter. La résistance qu'il rencontra dans le
arlement, lui donna de l'humeur contre ce
orps, qu'il fit exiler à Troyes, en 1788. Mais
parlement ne tarda pas à être rappelé, et le
inistre disgracié et remercié. Il mourut le 16
évrier. 1794.

Il n'y a pas eu de principal ministre depuis M. de Brienne.

le cuvillier de Winignicourt. 3.

DES CHANCELIERS,

GARDES DES SCEAUX, MINISTRES DE LA JUSTICE ET GRANDS JUGES.

Le chef suprême de la justice portait le ti de grand référendaire sous la première race nos rois; et, sous la seconde et la troisième nastie, il fut appelé apocrisiaire, souver chancelier, archichancelier, grand-chancelie archinotaire, puis enfin chancelier.

Les chanceliers de France dressaient tous actes, édits, chartes, lettres de grace, ord nances et réglemens de justice, que les rois vaient signer, et les signaient avec eux.

Ils étaient en outre les gardiens du sceau roi (1), et présidaient à ses conseils et co souveraines.

Ils exposaient la volonté du souverain lo

(1) La garde des sceaux de l'état ayant été parfois traite de l'office de chancelier, par commission spéc de nos rois, celui qui en fut chargé prit le titre de *g des sceaux;* son article se trouvera mentionné au ous de celui du chancelier sous l'exercice duquel il a été nommé.

qu'il tenait son lit de justice au parlement, et précédaient le connétable de France dans ces séances, parce qu'ils y étaient considérés comme les interprètes de la volonté du roi.

Aujourd'hui, le chef suprême de la justice est appelé GRAND-JUGE MINISTRE DE LA JUSTICE. Il est chargé de l'organisation et de la surveillance de toutes les parties de l'ordre judiciaire. Il transmet aux cours de justice et aux tribunaux les ordres et les instructions pour l'exécution des lois, décrets impériaux, et autres réglemens. Il fait à l'Empereur les rapports de recours en grace, et en expédie les lettres.

Le grand-juge ministre de la justice a une place distinguée au sénat et au conseil d'état.

Il préside la cour de cassation, dans les cas déterminés par la loi, et quand l'Empereur le juge convenable.

Il a, sur les cours de justice, les tribunaux, et les justices de paix, le droit de les surveiller et de les reprendre.

Il remplit les fonctions du ministère public près le conseil de la famille de la maison impériale.

Il préside la commission des affaires contentieuses du conseil d'état.

Chronologie historique des Chanceliers de France, Gardes des sceaux, et Grands Juges Ministres de la Justice.

1. Aurélien est le premier qui soit qualifié de référendaire, chancelier ou garde des sceaux du roi Clovis, vers l'an 500.

2. Anachal exerça, sous le même monarque, vers 503.

3. Valentinien, référendaire de Childebert I, vers 556.

4. Baudin, évêque de Tours, référendaire de Clotaire I, en 563.

5. Charisigile, sous le même monarque, en 564.

6. Marc, référendaire du roi Chilpéric I, en 575.

7. Saint Ouen, évêque de Rouen, référendaire sous Dagobert I et Clovis II, vers 645.

8. Robert, père de saint Angadrisme, fut garde du sceau de Clotaire III, vers l'an 665.

9. Airard, sous le même monarque, en 668.

10. Einard, sous le roi Thierri I, en 685.

11. Grimaud, sous le roi Thierri II, en 730.

12. Fulrad, grand chancelier, vers 738.

13. Saint Bonifage, archevêque de Mayence, archichancelier du roi Pépin, vers l'an 752, fut tué en 755.

14. Francon exerçait sous le même roi, dès l'an 754.

15. Volfrad, vers l'an 761.

16. Bedilon, en 766.

17. Ithier, sous Pépin et Charlemagne, jusqu'en 768.

18. Luitbert, sous Charlemagne, en 769.

19. Radon, aussi en 769.

20. Barthélemy, aussi en 769.

21. Engelram, favori de l'empereur Charlemagne, fut évêque de Metz, et chancelier de ce monarque. Il mourut en 791.

22. Hildebold devint archevêque de Cologne, et avait été chancelier dès l'an 791.

23. Archembaud exerça en 801.

24. Eginard. Il a écrit la vie de Charlemagne son maître, et fut chancelier ou archinotaire, en 805.

25. Authpert succéda à Eginard, vers 806.

26. Helisachar, abbé de Saint-Maximin d Trèves, et de Saint-Riquier, exerça la digni de chancelier, sous Louis-le-Débonnaire vers 81

27. Louis, chancelier du même monarque en 81

28. Ragenfroi, archevêque de Vienne vers 81

29. Fridegise, Anglais de nation, et abb de Saint-Matin de Tours, fut chancelier d Louis-le-Débonnaire, en 82

30. Theudon, aussi abbé de Saint-Martin d Tours, fut chancelier du même monarque, e tué dans une bataille, vers l'an 83

31. Hugues lui succède, et signe des charte en 83

32. Hilduin I, abbé de Saint-Denis France, de Saint-Germain-des-Prés, et de Sai Médard de Soissons, se révolte contre Louis Débonnaire, qui le prive de sa charge d'ar chancelier. Il mourut en

33. Louis, abbé de Saint-Denis, et p fils naturel de Charlemagne, fut archicha lier, en

34. Agilmar, archevêque de Vienne, et de Saint-Claude, fut archichancelier en

35. Saint Remi, archevêque de Lyon, succède à Agilmar, dans la charge d'archichancelier de Lothaire I et de Charles-le-Chauve, en 844.

36. Hilduin II, abbé de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Martin de Tours, et de Saint-Bertin, exerce en 853.

37. Ratbod, archevêque de Trèves, fut grand chancelier de France et de Lorraine, en 885.

38. Gauzelin, évêque de Paris et chancelier de France, se rendit célèbre contre les Normands, pendant le siége de Paris. On le dit frère de Louis, dont il vient d'être question à l'article 33. Il mourut en 887.

39. Luitward, évêque de Verceil, fut grand chancelier en 886 et 887.

40. Anschéric, évêque de Paris. *Voyez* p. 5. Il mourut en 888.

41. Ebles, abbé de Saint-Hilaire de Poitiers, fut chancelier du roi Eudes. *Voyez* page 5. Il mourut en 893.

42. Adalgaire, chancelier du même roi, en 894.

43. Gaulthier, en 895.

44. Foulques, archevêque de Reims, assassiné en 900.

45. Hervé, archevêque de Reims, fut chancelier de Charles-le-Simple, vers

46. Roger, archevêque de Mayence, fut chancelier de Charles-le-Simple, en

47. Abbon, évêque de Soissons, fut chan du roi Raoul I, vers l'an

48. Ansuse ou Ansegise, évêque de T exerça vers

49. Eric, vers

50. Hugues de Vermandois, archevêc Reims, fut chancelier sous Louis d'Outr en

51. Arthaud, archevêque de Reims, et chancelier de France, mourut en

52 Odalric, archevêque de Reims, et chancelier, mourut en

53. Adalbéron, archevêque de Reim grand chancelier de France sous les rois Lot Louis V et Hugues Capet. Il mourut en

54. Renaud de Vendôme, évêque de fils de Bouchard de Melun, *voyez* pa exerça dès

55. Gerbert, pape sous le nom de Silves avait été précepteur du roi Robert I, et ch lier de France, en

56. Roger, évêque de Beauvais, grand chancelier de France, vers 995.

57. Frangon exerça en 1005.

58. Arnoul, archevêque de Reims, fut premier chancelier en 1018.

59. Baudouin I exerça jusqu'en 1059.

60. Gervais de Chateau du Loir, évêque du Mans, puis archevêque de Reims, exerça vers 1060.

61. Baudouin II, chancelier en 1060 jusqu'en 1065.

62. Pierre de Loiselèves, abbé de Saint-Germain-des-Prés, chancelier en 1067.

63. Guillaume exerce en 1073.

64. Roger, évêque de Beauvais, chancelier en 1074.

65. Godefroi de Boulogne, évêque de Paris, fut fait chancelier en 1074.

66. Ursion, évêque de Senlis, chancelier en 1090.

67. Hubert, chancelier de Philippe I, en 1091.

Ameaud, vice-chancelier, en 1095.

68. Etienne le Bouteiller, de Senlis, évêque de Paris, chancelier en 1106.

69. Etienne de Garlande, sénéchal de France, *voyez* page 8, fut fait chancelier, en 1117.

70. Simon I, chancelier en 1127.

71. Algrin, chanoine d'Etampes et chapelain du roi, fut fait chancelier en 1134.

72. Noel, abbé de Rebais en Brie, exerça en 1140.

73. Caduc, favori de Louis-le-Jeune, fut fait chancelier en 1141.

74. Barthelemy lui succéda en 1147.

75. Simon II, chancelier en 1150; 1152, et 1153.

76. Hugues de Champfleuri, évêque de Soissons, souscrivit des chartes, en qualité de chancelier, dès 1151. Il fut disgracié peu après, et mourut le 4 septembre 1175.

77. Aldéric, chancelier de Louis VII, vers l'an 1160.

78. Hugues de Puiseaux ou du Puiset, fils naturel de Hugues, évêque de Durham en Angleterre, fut chancelier de France en 1180. Il mourut en 1185

79. Hugues de Bethisi lui succéda en 1186

Guy d'Athies fut fait vice-chancelier en 1201.

80. GUÉRIN, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, évêque de Senlis, fut fait chancelier en 1223, par Louis VIII, après avoir été, sous Philippe-Auguste, principal ministre d'état. *Voyez* p. 9. m. le 19 avril 1230.

PHILIPPE D'ANTOGNY fut fait garde du scel du roi saint Louis.

JEAN D'AUBERGENVILLE est qualifié de *cancellarius Franciæ*, sous saint Louis, en 1256.

NICOLAS, doyen et archidiacre de Chartres, fut garde du scel de saint Louis, dans son voyage de la Terre-Sainte, où il mourut en 1250.

GILLES, natif de Saumur, archevêque de Tyr, porta le scel royal en 1253. Il mourut le 25 avril 1266.

RAOUL DE GROSPARMY, seigneur de Crenguerville, évêque d'Evreux, puis cardinal-légat Outremer, fut garde du scel en 1258. Il mourut en 1270.

SIMON DE BAIE fut garde du sceau en 1260. Il devint cardinal, et fut élevé à la papauté le 22 février 1281, sous le nom de Martin IV. Il mourut en 1285.

MATHIEU DE VENDÔME, abbé de Saint-Denis, et SIMON DE CLERMONT, sire de Nesle, furent munis d'un sceau particulier, pour en user dans l'expédition des lettres et chartes, qu'ils délivreraient pendant l'absence du roi Saint Louis, qui leur avait confié le gouvernement de son royaume, pendant son voyage à la Terre-Sainte, en 1270. *Voyez* pag. 10 et 11.

81. Pierre Barbet fut fait chancelier de France en 1271. Il devint archevêque de R... en 1273, et mourut en

82. Henri de Vezelay fut chancelier de Philippe-le-Hardi, en 1279. Il fut nomm... suite évêque de Bayeux; mais le pape n... d'approuver cette élection, parce que ce p... était borgne. Il mourut vers

83. Pierre Challon, doyen de Saint-M... de Tours, est qualifié de chancelier du roi... des chartes de 1282 et

84. Jean de Vassoigne, évêque de Tou... et chancelier de France, en 1292. m.

85. Guillaume de Crespy, doyen de S... Aignan d'Orléans, archidiacre de Paris, fut ... celier du roi Philippe-le-Bel en 1293. Il ren... sceaux en 1296, étant trop surchargé du n... ment des affaires, mais il resta chancelie... qu'en

86. Pierre Flotte, seigneur de Revel... employé, par Philippe-le-Bel, à l'administ... des affaires de l'état, puis nommé chancel... 1301. Il mourut les armes à la main, à la b... de Courtrai, le 11 juillet

87. Etienne de Suizy, dit l'archidiacre de Flandres, fut chancelier de France depuis 1302 jusqu'en 1304. Il devint cardinal en 1305, et mourut le 10 décembre 1311.

88. Pierre de Mornay, évêque d'Orléans, puis d'Auxerre, succède au précédent en 1304, et exerce jusqu'à sa mort 1306.

89. Pierre de Belleperche, évêque d'Auxerre, est fait chancelier en 1306. Il meurt le 17 janvier 1307.

90. Pierre de Corbeil-de-Gaez, chantre de l'église de Paris, fut chancelier de France jusqu'en septembre 1307.

91. Guillaume de Nogaret-de-Calvisson. Le roi Philippe-le-Bel, dans une charte de l'an 1308, l'appelle *son cher et fidèle chancelier*. Il mourut en 1313.

92. Giles Aycelin de Montagu, premier du nom, archevêque de Narbonne, puis de Rouen, eut la garde du scel royal en 1309. Il fonda le collége de Montagu, à Paris, en 1314, et mourut le 23 juin 1318.

93. Pierre de Latilly, évêque de Châlons, fut fait chancelier le 26 avril 1313. Il exerça jusqu'en 1314, et mourut le 15 mars 1327.

94. Etienne de Mornay, chanoine d et de Soissons, était chancelier de C France, comte de Valois, en 1313. I chancelier de France l'année d'ensuite, jusqu'en 1316. Il mourut le 31 août

95. Pierre d'Arrablay, archidiacr bonne, fut élevé à la dignité de chan France, en 1316. Il n'exerça qu'une an été élevé au cardinalat en

96. Pierre de Chappes, évêque d'Ar de Chartres, et enfin cardinal, avait ét lier de France en 1317. Il exerça jusqu' et mourut le 24 mars

97. Jean de Cherchemont fut chan roi Philippe-le-Long, en 1320, et p dignité en 1321, à la mort de ce princ cependant rétabli en 1323, par Charles- exerça jusqu'à sa mort, arrivée le 25 o l'an

98. Pierre Rodier, évêque de Carc fut fait chancelier en 1321, après la di Jean de Cherchemont; mais il donna sion en

Jean de Cherchemont est rétabli. V article plus haut.

99. Mathieu Ferrand, chanoine de Saint-Quentin, succéda au précédent, en 1328, et fut remercié le 20 avril 1329. Il fut rétabli le 6 juillet suivant, et tint les sceaux jusqu'au 7 septembre de la même année.

100. Jean de Marigny, évêque de Beauvais, puis archevêque de Rouen, frère du célèbre Enguerrand de Marigny, principal ministre de Philippe-le-Bel, *voyez* p. 11, fut fait chancelier de France, le 30 avril 1329, après la disgrace de Mathieu Ferrand. Il rendit les sceaux le 6 juillet de la même année, et les reprit de nouveau le 7 septembre jusqu'au 10 novembre 1329. Il mourut le 26 décembre 1351.

101. Guillaume de Sainte-Maure de Montgaugier, doyen de la cathédrale de Tours, fut promu en 1329, et exerça jusqu'à sa mort, arrivée en 1334.

102. Pierre Rogier de Beaufort-Turenne, archevêque de Sens, puis de Rouen, devint cardinal en 1337; et pape, sous le nom de Clément VI, en 1342. Il avait été chancelier de France, en 1334 Il n'exerça que quelques mois. Il mourut le 6 décembre 1352.

103. Gui Baudet, évêque, duc de Langres,

par Charles V, dit le Sage, le 20 no
1373 (1). Il s'en démit entre les mains d
les VI, en 1380, et mourut le 3 juin

112. Miles de Dormans, évêque d'A
puis de Bayonne et de Beauvais, était fils
laume de Dormans, dont il est question
cle 109, fut élu chancelier de France en 13
bon et légitime scrutin, et *délibération d*
conseil du roi. Il se démit au mois de juille

113. Pierre, seigneur de Giac, fut fai
celier de France, le 19 juillet 1383. Il s
mit en 1388. Il et l'aïeul de Pierre de Gia
xième du nom, ministre d'état sous Charl
(*Voyez aux ministres d'état*). Il m. en

114. Arnaud de Corbie, premier pr
au parlement de Paris, succède, en 1
Pierre de Giac; mais il fut destitué le
vembre 1398; puis rétabli en 1400. Dé
nouveau en 1405, il fut encore rétabli en

(1) Cette élection est remarquable, en ce q
fit, *par voie de scrutin*, en présence du roi, d
assemblée tenue au Louvre, sous le nom de gr
seil, où les princes, les barons, les seigneurs d
ment, les membres des cours des comptes et
jusqu'au nombre de 130, assistèrent en gran
monie.

La faction du duc de Bourgogne et de Simon Caboche, contre laquelle ce chancelier s'était prononcé, força Charles VI à le renvoyer, en 1412. Il mourut le 24 mars 1413.

115. Nicolas Dubois Dubosc, seigneur de Tendos, évêque de Bayeux, premier président de la chambre des comptes, fut fait chancelier en novembre 1398, se démit en 1400, et mourut le 20 septembre 1408.

116. Jean de Montagu (1), évêque de Chartres, puis archevêque de Sens, et premier président de la chambre des comptes, fut élevé à la dignité de chancelier en 1405. Il fut destitué en 1413; et fut tué à la bataille d'Azincourt, en 1415.

117. Eustache Delaistre, seigneur d'Escury, premier président de la chambre des comptes, et gendre du chancelier Arnaud de Corbie, fut fait chancelier de France le 14 juin 1413, et destitué le 8 août suivant. *Son article va se reproduire.*

118. Henri le Corgne de Marle, seigneur

(1) Sa famille n'avait aucune affinité avec les chanceliers Aycelin de Montagu, ses prédécesseurs. Il était frère de Jean de Montagu, surintendant des finances, qui eut la tête tranchée en 1409.

de Versigny, président au parlement
fut élevé à la dignité de chancelier de F
8 août 1413. Les troubles qui s'élev
France en 1418, à l'occasion des fac
Bourgogne et d'Orléans, le firent jete
dernier parti; mais le seigneur de l'Is
s'étant rendu maître de la ville de Pari
duc de Bourgogne, Henri de Marle f
prisonnier, mis à la grosse tour du P
cruellement massacré avec son fils par
pulace mutinée qui avait rompu les p
prisons, le 12 juin

Eustache de Laistre est rétabli,
mort cruelle du chancelier de Marle.
jusqu'en

119. Jean le Clerc de la Motte,
de Luzarches et de Ferrières, fut créé cl
de France, par la faveur d'Isabeau de
le 16 novembre 1420. Il se démit vo
ment le 7 février

120. Louis de Luxembourg, évêqu
rouenne, premier président de la c
comptes, fut créé chancelier de Franc
vrier 1423, par Henri VI, roi d'Anglet
était alors maître de la monarchie, et qu

lifait roi de France. Il exerça jusqu'en 1435; devint cardinal en 1439, et mourut le 18 septembre 1443.

121. Thomas Hoo de Hasting, Anglais de nation, et nommé par le roi d'Angleterre, exerça la charge de chancelier de France jusqu'au 1 octobre 1449.

122. Robert le Maçon, baron de Trèves en Anjou, fut institué par le dauphin, depuis Charles VII, chancelier de France, en 1418. La faction de Bourgogne le fit exclure quelque temps après; cependant il fut rétabli, et exerça jusqu'en 1421. Il mourut le 28 janvier 1442.

123. Martin Gouge de Charpaignes, évêque de Chartres, puis de Clermont, fut créé chancelier, par lettres patentes du 3 février 1421. Ses ennemis le firent destituer le 6 avril 1424; mais il fut rétabli le 6 août suivant, puis remercié définitivement le 8 novembre 1428. Il mourut le 25 novembre 1444.

124. Renaud de Chartres, seigneur d'Ons et de Chêne-d'Oré, archevêque de Reims, fut fait chancelier de France le 28 avril 1424, et donna sa démission le 6 août suivant, lors du rétablissement de Martin de Gouge; mais le 8

novembre 1428, il rentra en exercice. Ce fu qui sacra Charles VII, en présence de la Pu d'Orléans, en 1429. Il devint cardinal en 1 et mourut le 4 avril 1

125. Guillaume Jouvenel des Ursins baron de Traynel, fut institué chancelie France le 16 juin 1445. Louis XI le destitu 1461. *Son article reviendra.*

126. Pierre de Morvilliers, seigneu Clary et de Charenton, fut créé chancelier septembre 1461; il exerça jusqu'en 146 mourut le 15 novembre 1

Guillaume Jouvenel des Ursins est ré le 9 novembre 1465; il exerça jusqu'à sa m arrivée le 23 juin 1

127. Pierre d'Oriolle, seigneur de L succède au précédent, le 26 juin 1472; il fu mercié par Louis XI, le 11 mai 1483, quoi eût rendu d'importans services à ce prince. I

(1) Cette famille n'avait rien de commun avec des *Ursins* en Italie; elle s'appelait tout simple *Jouvenel*. Elle était originaire de Troyes en Cha gne, et ne prit le surnom des *Ursins*, que lorsq ville de Paris fit don à Jean Jouvenel, son prévô marchands, de l'hôtel des *Ursins*, en reconnais de ses bons services, vers l'an 1392.

vint premier président de la chambre des comptes en 1483; et mourut le 14 septembre 1485.

128. Guillaume de Rochefort fut porté à la dignité de chancelier le 12 mai 1483; il exerça jusqu'à sa mort, arrivée le 12 août 1492.

Adam Fumée, seigneur des Roches et de Saint-Quentin, médecin des rois Charles VII et Louis XI, et maître des requêtes, fut commis par ce dernier monarque à la garde des sceaux de France, après la mort de Guillaume de Rochefort. Il remplit cet office jusqu'à sa mort, arrivée en 1494.

129. Robert Briçonnet, seigneur de Varennes, archevêque de Reims, président aux enquêtes, fut créé garde des sceaux et chancelier de France, le 30 août 1495. Il mourut le 26 juin 1497.

130. Guy de Rochefort, frère puîné de Guillaume, dont il est question à l'article 128, fut institué chancelier, par lettres patentes du 9 juillet 1497. Il fit organiser le grand conseil, et exerça sa charge d'une manière qui rend sa mémoire immortelle, et lui assigne une place parmi les magistrats les plus recommandables et les plus illustres. Il mourut au mois de janv. 1507

131. Jean de Ganay de Savigny, seigneur

pendant cinq ans, en tel lieu qu'il plairait au ro
Il mourut en avril 154

François de Montholon, premier du nom, se gneur du Vivier et d'Aubervilliers, présider au parlement de Paris, où il avait été avoca général, fut commis à la garde des sceaux d France en 1542. Il meurt le 12 juin 1543.

François Errault, seigneur de Chemans, fut fa garde des sceaux le 12 juin 1543, et destitué e 1544. Il avait été président au parlement de Tu rin, après la conquête du Piémont. Quelqu tems après sa disgrace, il fut employé par l roi pour traiter de la paix avec l'empereur. I meurt le 3 septembre 1544.

Mathieu de Longuejoue, *voyez* page 55, re prend les sceaux en 1544, et les remet l'anné d'ensuite. Il meurt le 7 décembre 1558.

135. François Olivier, seigneur de Leu ville, président au parlement de Paris, fut cré chancelier de France le 18 avril 1545. Il se démi de l'exercice de ses fonctions en 155o

Son article reviendra.

Jean Bertrand, seigneur de Frazin et de Vide ville, premier président au parlement de Paris puis évêque de Comminges, archevêque d Sens, et cardinal, fut revêtu de la dignité d garde des sceaux, par le roi Henri II, qui érige cette charge en titre d'office de la couronne par édit du mois d'avril 1551. Il l'exerça ju qu'en 1559, et mourut le 4 décembre 1560.

François Olivier, seigneur de Leuville, est ppelé à la cour par le roi François II, et re- end l'exercice de ses fonctions, et les sceaux 1559. Il mourut le 30 mars 1560.

136. Michel de l'Hospital, premier préſi- nt de la chambre des comptes, fut élevé à la gnité de chancelier de France le 30 juin 1560. royaume étant déchiré par des sectes reli- uses pendant son exercice, il fit tous ses orts pour rappeler le gouvernement et les oyens à des sentimens de justice et de paix. ais la reine Catherine de Médicis, dont il ntrariait les desseins, l'ayant fait exclure conseil de guerre, le chancelier crut devoir retirer tout-à-fait des affaires, et donna sa mission en 1568. Ce fut lui qui dressa l'*Edit Romorentin*, pour empêcher l'établissement e l'inquisition en France. Il mourut dans sa traite de Vignay, le 13 mars 1573.

Jean de Morvillier, évêque d'Orléans, reçut les sceaux en 1568, après la démission du chancelier de l'Hospital, il les garda jusqu'à la fin de 1570, qu'il s'en démit. Il mourut le 23 octobre 1577.

137. René de Biragur, Italien de nation, aturalisé par le roi Charles IX en 1565, fut

Guillaume du Vair reprend les sceau avril 1617, et les garde jusqu'à sa mort le 3 août 1621. Il passa pour le plus in le plus éloquent magistrat de son temps le premier qui donna du lustre à la laug çaise.

Charles d'Albert, duc de Luynes, con et grand-fauconnier de France, fut cha sceaux le 3 août 1621. Il mourut le 15 dé suivant.

Méry de Vic, seigneur d'Ermenonville dent au parlement de Toulouse, fut cré Louis XIII, garde des sceaux de Franc décembre 1621. Il mourut le 22 septembr

Louis Le Fevre, seigneur de Caumartin dent honoraire au grand conseil, fut ho la charge de garde des sceaux le 23 sep 1622. Il eut beaucoup de part aux affai les règnes de Henri IV et de Louis XIII le 21 janvier 1623.

Nicolas Brulart, marquis de Siller gneur de Puisieux, chancelier de Franc prend les sceaux le 23 janvier 1623, e démet le 3 janvier 1624. Son fils devint tre de la guerre en 1606. Il mourut le tobre

141. Etienne d'Aligre, premier du comme chancelier de France, était présid parlement de Bretagne lorsqu'il fut choi Louis XIII pour garde des sceaux, en j

24; il fut ensuite honoré de la dignité de chan-
lier de France en octobre de la même année.
s intrigues de cour furent cause qu'il rendit
sceaux le premier juin 1626. Il mourut le 11
embre 1635.

MICHEL DE MARILLAC, surintendant des finances, fut garde des sceaux en 1626; il les rendit le 12 novembre 1630, le lendemain de la journée des *Dupes*, qui ruina son parti, contraire à celui du cardinal de Richelieu. Comme il était fort attaché à Marie de Médicis, mère du roi, le cardinal le fit arrêter et détenir à Châteaudun, où il mourut le 7 août 1632. Il avait dressé un code de lois, qui de son nom fut appelé *Code Marillac*, ou *Code Michaut*, mais il ne fut guère observé.

CHARLES DE L'AUBESPINE, marquis DE CHATEAUNEUF, comte de Sagonne, petit-fils de Claude de l'Aubespine, ancien ministre de la guerre, reçut les sceaux le 14 novembre 1630; étant devenu suspect au cardinal de Richelieu, il fut obligé de les rendre le 25 février 1633, et conduit prisonnier au château d'Angoulême, où il resta pendant dix ans. *Son article reviendra.*

2. PIERRE SEGUIER, duc DE VILLEMOR, prént à mortier, au parlement de Paris, fut si par Louis XIII pour garde des sceaux, en , et devint chancelier de France le 19 débre 1635. Il fut le protecteur des sciences et arts, et signala son administration par des

traits de justice et de savoir, qui honorèrent éternellement son nom. Les sceaux lui furent ôtés en 1650.

Son article reviendra.

CHARLES DE L'AUBESPINE, reprit les sceaux le mars 1650, et les rendit le 5 avril 1651, s'étant attiré la haine du cardinal Mazarin. Il meurt le 17 septembre 1653.

MATHIEU MOLÉ DE CHAMPLATREUX, premier président du parlement de Paris, fut fait garde des sceaux le 3 avril 1651. Il meurt le 3 janvier 1656. *Voy.* son art. aux PREMIERS PRÉSIDENS.

PIERRE SEGUIER, duc DE VILLEMOR, chancelier de France, reprend les sceaux en 1656, et les conserve jusqu'à sa mort, arrivée le 28 janvier 1672.

LOUIS XIV tint les sceaux depuis le 6 février 1672 jusqu'au 23 avril suivant.

143. ETIENNE D'ALIGRE, deuxième du nom, comme chancelier de France, était fils d'Etienne d'Aligre, dont il est question page 58. Il fut fait garde des sceaux par Louis XIV, le 24 avril 1672, puis chancelier de France en janvier 1674. Il mourut le 25 octobre 1677.

144. MICHEL LE TELLIER, secrétaire d'état au département de la guerre en 1643, fut fait chan-

celier et garde des sceaux de France le 29 octobre 1677. Il contribua beaucoup à la malheureuse révocation de l'édit de Nantes. Bossuet prononça son oraison funèbre, et le montra comme un juste et un grand homme; l'abbé de Saint-Pierre, dans ses Annales, le présente comme un lâche et dangereux courtisan, et comme un colomniateur adroit. Il m. le 30 octobre 1685.

145. Louis Boucherat, comte de Compans, fut créé chancelier et garde des sceaux le premier novembre 1685. Il exerça ces charges jusqu'à sa mort. 2 septembre 1699.

146. Louis Phelippeaux de Pontchartrain, ancien contrôleur-général des finances, et ancien ministre de la marine et de la maison du roi, fut créé chancelier et garde des sceaux en 1699. Il se retira en 1714 et mourut le 22 décembre 1727.

147. Daniel-François Voisin, seigneur de La Noraye, ministre-secrétaire d'état au département de la guerre en 1709, fut nommé chancelier et garde des sceaux le 2 juillet 1714. Il mourut le 2 février 1717.

148. Henri-François d'Aguesseau, seigneur de Fresne, procureur-général au parlement de

Paris, fut élevé à la dignité de chancelier février 1717. Les vertus de ce magistrat, qu peut offrir comme modèle à ses successeurs perpétueront dans le souvenir de la postér La résistance qu'il avait mise à adopter le tème de Law lui valut la disgrace du régent, lui fit demander les sceaux en 1718 et l'exila terre de Fresne. *Son article reviendra.*

Marc-René de Voyer-de-Paulmy, marquis d Argenson, membre de l'académie française, cien lieutenant général de police, obti charge de garde des sceaux en janvier 1 et fut fait ministre d'état en 1720. Il rend sceaux cette même année, et passa le rest sa vie dans la retraite, après avoir bien son prince et son pays. Il meurt le 8 mai 1

Henri-François d'Aguesseau, chancelie France, reprend les sceaux en 1720 : une n velle disgrace les lui fit ôter en 1722. *Son cle reviendra.*

Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armen ville, ministre-secrétaire d'état au dép ment de la marine, fut fait garde des scea 28 février 1722 ; il les rendit le 15 août 1 et mourut le 27 novembre 1728.

Germain-Louis de Chauvelin, avocat-gén puis président à mortier au parlement de P obtint l'office de garde des sceaux le 17 1727 ; il fut pourvu le 23 du même mois d

partement des affaires étrangères, *voyez* ce chapitre. Il garda les sceaux jusqu'en 1737, et mourut en 1762.

Henri-François d'Aguesseau, chancelier de France, est rappelé de son second exil au mois d'août 1727, par les soins et l'amitié du cardinal de Fleury, mais il ne reprit les sceaux qu'en 1737, après la disgrace de M. de Chauvelin ; il se démit de ses emplois en décembre 1750, et mourut le 9 février 1751.

149. Guillaume de Lamoignon-Malesherbes, seigneur de Blanc-Mesnil, premier président de la cour des aides, fut élevé à la dignité de chancelier de France le 9 décembre 1750. Il se démet en 1768, et meurt le 12 juillet 1772 (1).

Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville, contrôleur général des finances en 1745, ministre d'état en 1749, obtint la charge de garde des sceaux le 9 décembre 1750, il fut fait ministre de la marine le 24 juillet 1754 ; des intrigues de cour le firent exiler le 2 février 1757. Il mourut quelque tems après.

Louis XV tient lui-même les sceaux depuis le 14 mars 1757 jusqu'au 13 octobre 1761.

Nicolas-René Berryer, ministre de la marine,

(1) Voyez l'article de son vertueux fils, au chapitre des ministres de la maison du roi, page 103.

est fait garde des sceaux le 13 octobre 176
meurt le 15 août 1762.

PAUL ESPRIT FEYDEAU DE BROU, est nom
garde des sceaux le 1 octobre 1762; il se
met en octobre 1763, et meurt en 1767.

150. RENÉ-CHARLES DE MAUPEOU, prem
président du parlement de Paris, fut créé ga
des sceaux et vice-chancelier en 1763, puis ch
celier de France le 15 septembre 1768. Il do
sa démission le lendemain en faveur de :

151. RENÉ-NICOLAS-CHARLES-AUGUSTIN
MAUPEOU, premier président du parlement
Paris, en 1763, fut nommé chancelier et ga
des sceaux de France le 16 septembre 1768,
la démission de son père, dont l'article précè
Ce magistrat vit avec peine le parlement de P
résister aux volontés du roi, et entraver les
sures que le gouvernement prenait pour re
dier aux maux dont la France était menacée;
intentions furent mal interprétées et le pa
ment se déclara contre lui. Il fit supprimer,
1771, tous les parlemens, et les remplaça
des conseils; mais en 1774, sous le règne
vant, son système fut entièrement abando
et les parlemens furent rétablis et le chance
exilé. Il mourut en 17

Armand-Thomas Hue de Miromésnil, premier président du parlement de Rouen, fut créé garde des sceaux le 24 août 1774. Il exerça jusqu'en 1787.

Chrétien-François de Lamoignon de Basville, président à mortier au parlement de Paris, fut garde des sceaux en 1787. Il partagea le système du cardinal de Brienne, principal ministre, et fut enveloppé dans sa disgrace en 1788. On le trouva mort dans son parc en 1789, ayant un fusil près de lui.

Charles-Louis-François de Paule de Barentin, ancien avocat-général au parlement de Paris, puis premier président à la cour des aides, obtint la charge de garde des sceaux en 1788. Il se démit en 1789.

Jérôme-Marie Champion de Cicé, archevêque de Bordeaux, fut fait garde des sceaux et ministre d'état en 1789; il se démit en 1790.

Les titres de Chancelier et de Garde des sceaux, sont changés par une loi de 1791, en celui de Ministre de la Justice, Garde du sceau de l'état, et les fonctions de ces deux charges demeurent réunies.

152. Marguerite-Louis-François Dupor-[illegible]utertre, succéda à M. de Champion de Cicé, [illegible]ns la dignité de garde du sceau, le 21 novembre 1790. Il est continué en 1791, comme [illegible]inistre de la justice et garde du sceau de l'é[illegible]t. Il se démit le 22 mars 1792, et mourut vic-

time d'un jugement révolutionnaire, le 30
vembre 1

M. Roland, ministre de l'intérieur, remplit
terim jusqu'au 13 avril 1792.

153. Antoine Duranton, avocat au pa
ment de Bordeaux, est porté le 13 avril 1
au ministère de la justice. Il donne sa démis
le 3 juillet de la même année, et meurt vict
d'un jugement révolutionnaire, le 20 déc
bre 17

154. Etienne-Louis-Hector de Joly, r
place M. Duranton au ministère de la justice
3 juillet 1792; il se retire le 10 août suivant.

155. Georges Jacques Danton, est nom
le 10 août 1792; il se démet le 21 septembre
vant. L'ardeur de son génie, la fougue de
passions, l'entraînèrent beaucoup trop loin d
le parti populaire. Il mourut accusé et cond
né par ses propres sectaires, le 25 août 17

Louis-François de Neufchateau, comte
l'empire, sénateur, grand officier de la lég
d'honneur, fut porté au ministère de la just
en remplacement de M. Danton; mais il ref
d'accepter. *Voyez le chapitre des ministres
l'intérieur.*

156. Dominique-Joseph Garat, est nom

ministre de la justice le 21 septembre 1792; il passe au ministère de l'intérieur le 20 mars 1793. Il est aujourd'hui comte de l'empire, sénateur, et commandant de la légion d'honneur.

157. Louis-Jérôme Gohier, succède à M. Garat au département de la justice; il administre jusqu'à l'installation des commissions qui remplacent les ministères, le 20 avril 1794.

Une loi du 1 avril 1794 supprime tous les ministères et les remplace par des *commissions*, dont les chefs prirent le titre de *commissaires*. M. Herman (1), MM. Aumont et Mourre, furent commissaires pour les administrations civiles, police et tribunaux, et M. Lanne fut leur adjoint.

Le 3 novembre 1795 les ministères furent rétablis.

158. Philippe-Antoine Merlin, comte de l'empire, conseiller d'état à vie, membre de l'institut, grand officier de la légion d'honneur, fut porté au département de la justice, lors du rétablissement des ministères, le 3 novembre 1795; mais le 2 janvier 1796, le ministère de la police générale ayant été créé, M. Merlin

(1) *Voyez* son article au chapitre des ministres des relations extérieures, page 94.

y fut appelé, et quitta celui de la ju janvier

Son article reviendra.

159. Charles Henrissieu, remplace l au ministère de la justice le 5 janvie donne sa démission le 3 avril

Philippe-Antoine Merlin, quitte tement de la police pour rentrer au mi la justice, le 3 avril 1796. Il exerce ju septembre

160. Charles-Louis Lambrechts, l'empire, sénateur, commandant de d'honneur, fut nommé ministre de l le 24 septembre 1797. Il exerça jus juillet

161. S. A. S. le prince Jean-Jacques Ré bacérès, archichancelier de l'empire Parme, fut nommé ministre de la justi juillet 1799; il exerça jusqu'au 25 c suivant.

† 162. André-Joseph Abrial, comte pire, sénateur, grand officier de l d'honneur, succéda au prince Cambac

département de la justice, et l'administra jusau 14 septembre 1802.

Un sénatus-consulte organique de la constitution, crée un grand juge ministre de la justice, le 4 août 1802.

63. S. Exc. Monseigneur CLAUDE-AMBROISE REGNIER, duc DE MASSA, nommé grand juge ministre de la justice, le 14 septembre 1802. EST EN EXERCICE.

Il porte d'hermine, à la fasce de sable, chargée de trois alérions d'or. Chef de duc, qui est de gueules, semé d'étoiles d'argent.

DES SECRÉTAIRES D'ETAT.

Les secrétaires d'état furent d'abord appelés notaires, pronotaires, secrétaires du roi, clercs du secret, secrétaires des finances et du cabinet, puis enfin *secrétaires d'état* et *ministres*.

Le roi de France Henri II fixa par ses lettres patentes, du 14 septembre 1547, le nombre des secrétaires d'état à quatre, et les qualifia de *conseillers et secrétaires de ses commandemens et finances*, avec attribution d'expédier seuls, et à l'exclusion des secrétaires du roi, toutes les dépêches d'état. Le même prince érigea ces places en titre d'office de la couronne.

Dans le traité de Cateau-Cambresis, en 1559, M. de l'Aubespine fit insérer son titre de secrétaire d'état, et depuis ce tems les quatre secrétaires d'état eurent attention de se qualifier tels dans les provisions qu'ils se fesaient signer par le roi, lors de leur entrée en fonctions.

En 1560, sous Charles IX, ces fonctionnaires commencèrent à signer pour le roi, et ce fut M. de Villeroi qui eut le premier cet honneur.

offices de secrétaires d'état n'établissaient
our chacun d'eux un département fixe, il
idait du bon plaisir du souverain de leur
ier leurs attributions respectives, telles que
rre, la marine, les affaires étrangères, et la
n du roi. Mais outre ces départemens, ils
nt encore à administrer les affaires d'un cer-
nombre de provinces et de généralités, atta-
nommément à leur ministère.

s secrétaires d'état n'obtenaient la qualité
inistres d'état que quand ils étaient appelés
nseil d'état; alors le secrétaire d'état qui
le département de la guerre, prenait le titre
inistre de la guerre; celui qui avait le départ-
nt de la marine, prenait le titre de *ministre*
marine; et ainsi de suite. Ce sera dans cet
e de département respectif que je classerai
un des secrétaires d'état.

1718, les offices de secrétaires d'état fu-
portés à cinq, dont les deux derniers n'é-
t exercés que par commission.

ant l'an 1588, les secrétaires d'état prêtaient
ent entre les mains du chancelier ou du garde
ceaux, mais Henri III ordonna qu'ils le prê-
nt à l'avenir entre les mains du roi, ce qui
toujours observé depuis.

Les secrétaires d'état étaient des officiers de plume et d'épée ; ils entraient chez le roi et dans ses conseils, dans leurs habits ordinaires et l'épée au côté.

Leurs fonctions, qui étaient aussi honorables qu'importantes, les faisaient admettre nécessairement dans la confiance du souverain pour les affaires les plus secrettes ; ils dressaient les différens traités de paix, les déclarations de guerre, les traités d'alliance et de commerce, les négociations politiques et privées ; ils les signaient au nom du roi, les conservaient dans leurs archives et en délivraient les expéditions officielles ; ils dressaient et expédiaient les lettres de dons et brevets, les lettres patentes, celles de cachet, et les autres dépêches du roi.

Quant à ceux de ces fonctionnaires qui ont exercé avant l'organisation de 1588, avec le titre de secrétaires du roi, mais cependant en dressant les dépêches d'état, j'en donne ici la chronologie, parce qu'elle m'a paru utile sous plus d'un rapport.

L'empereur Napoléon a rétabli en 1799 la charge de secrétaire d'état, près de son auguste personne, avec titre, rang, et prérogatives de ministre.

Chronologie historique des secrétaires du roi, qui ont dressé, expédié les dépêches d'état, avant l'an 1588, et de ceux qui, depuis cette époque, ont exercé comme Secrétaires d'état.

1. ALGRIN est le premier qui soit qualifié de secrétaire du roi, sous Louis VI, dit le Gros, en 1116. *Voyez* son article aux chanceliers de France, dignité à laquelle il fut élevé en 1134.

2. RAOUL PERREAUX,
3. AMI D'ORLÉANS,
4. JEAN DE BELUT,
5. PHILIPPE DE MARIGNY, archevêque de Sens, et frère d'Enguerrand de Marigny,

} institués par un réglement de Philippe-le-Bel, en 1309.

6. GÉRARD DE MONTAIGU,
7. GONTHIER DE BAIGNAUX, archevêque de Sens,
8. NICOLAS DE VERRS, évêque de Mâcon,

} créés par Charles V, en 1365.

9. PIERRE BLANCHET signa en 1374, en qualité de secrétaire du roi, l'édit de Vincennes, qui fixe la majorité des rois à quatorze ans. Il mourut en Angleterre, où il avait été envoyé en ambassade, le 18 octobre 1400.

10. Ivès Daven, ou selon d'autres, d'Arian,
11. Jean Tabary, évêque de
12. Jean Blanchet,
13. Thibault Horié ou Hocié,
14. Jean de S.-Louis.
15. Hugues Blanchet, archevêque de Sens, c
16. Jacques Duval,
17. Macé Ferou, ou selon d'autres, Ferron,
18. Jean de Crespy,
19. Pierre Conthan, ou selon d'autres, Couchon,
20. Pierre Manhac, et selon d'autres, Manchac,
21. Louis Blanchet,
22. Jean de Montagu, archevêque de Sens,
23. Jean Hue, cr
24. Guillaume d'Aunoy,
25. Guillaume de la Font,
26. Etienne de la Charité,

27. Jean de Montreuil, prévôt de Saint-Pierre de l'Isle, avait été employé et comme secrétaire d'état, et comme négociateur en diverses ambassades; il fut assassiné par la faction des Bourguignons, à Paris, en 1418.

28. Gonthier Col, secrétaire du roi Charles VI, fut chargé d'aller à Rome, en 1395, pour traiter de la paix de l'église avec Boniface IX. Il fut également envoyé en Angleterre, pour y ménager la paix en 1399 et en 1401.

29. Jean de Béthisac, favori et premier conseiller de Jean I, duc de Berri, qui était oncle du roi Charles VI, et gouverneur du Languedoc, fut brûlé vif à Toulouse, pour avoir porté son maître à commettre des vexations et des déprédations qui avaient rendu son autorité odieuse aux peuples de cette province. 1389.

30. Jean le Picart, sieur de Plateville,
31. Guillaume Barrau,
32. Baude des Bordes,
33. Laurent Callot,
34. Georges d'Ostende,
35. Jean Seguinat,

} créés par Charles VI, en 1418.

36. Alain Chartier,
37. Robert de Trumery de Boississe,
38. Etienne Chevalier, fut aussi ambassadeur en Italie et en Angleterre,

} nommé dauph fut dep les VII, v

39. Jean Bourré du Plessis,
40. Pierre Parent, favori de Louis XI,
41. Jean Robineau de la Prymaudaye,

} nommés Loui

42. Robert Gédoin, secrétaire parti Louis XII, avant l'avénement de ce pr couronne, exerça les fonctions de s d'état, vers

43. Breton de Villandry exerça en

44. Gilbert Bayard de la Font ex fonctions de secrétaire d'état sous le r François I. Mais il fut disgracié et dét sonnier par Henri II, pour avoir fait c plaisanteries sur l'âge et la beauté de la c de Valentinois. Il avait commencé à en

45. Nicolas Berthereau signa en qu

secrétaire d'état la trève consentie entre l'empereur et le roi de France, près de Thérouenne, en 1537.

46. N*** Bourgeois, fils du premier médecin de François I, fut pourvu d'un office de secrétaire d'état, et l'exerça vers l'an 1540.

47. Guillaume Prudhomme mérita la confiance de François I, et fut fait secrétaire d'état en 1540

48. Florimond Robertet, seigneur de Fresnes, originaire de Montbrison, créature de Pierre de Beaujeu, duc de Bourbon, fut secrétaire d'état sous Charles VIII, Louis XII, et François I. Les services importans qu'il rendit à ces princes et le génie qu'il déploya dans son administration, donnèrent beaucoup de lustre et de crédit à son emploi. Tous les historiens s'accordent à dire que ce fut lui qui commença à donner à la charge de secrétaire d'état tout l'éclat et toute l'autorité qui y furent depuis attachés. Il est le premier de ces fonctionnaires à qui le titre de *monseigneur* ait été conféré. Il était gendre de Cosme Clausse, seigneur de Marchaumont. Il mourut en 1567.

49. Louis Potier, seigneur de Gesvres et de

Blanc-Mesnil, fut fait secrétaire d'état
Il exerça jusqu'en 1622, et servit utile
rois de France Henri III, Henri IV, et Lo
Il mourut le 25 mars

Antoine Potier, seigneur de Sceaux
avait obtenu sa survivance en 1606
mourut avant son père le 15 septen
Nicolas Potier d'Ocquerre, son c
main, fut pourvu du ministère des affa
gères. *Voyez* page 85.

5o. Pierre Forget, seigneur de F
du Fau, fut créé secrétaire d'état par H
en 1589, et prolongea son exercice s
ri IV. Il avait dans son département le
de la religion et de plusieurs province
lui qui dressa l'*édit de Nantes*. Il mourut

51. Paul Phelypeaux, seigneur
Chartrain, succéda à M. Forget de Fres
fait secrétaire d'état le 21 avril 1610,
de France Henri IV. Dans la régence q
la mort funeste de ce prince, il seconda
ment la reine Marie de Médicis, et ré
mouvemens des Huguenots, qui excit
troubles en France. Il accompagna Lo
au siége de Montauban, et mourut
Sarrasin, le 21 octobre

Louis Phelyppeaux, seigneur de Pontchartrain, fils du précédent, fut reçu, à la mort de son père, secrétaire d'état, quoiqu'il n'eût alors que huit ans, mais c'était sous la condition qu'il exercerait sous l'administration de son oncle, dont l'article suit, et en faveur duquel il donna sa démission. Il fut président de la chambre des comptes, et mourut le 30 avril 1685.

2. Nicolas le Camus, fut secrétaire d'état 1617, puis conseiller d'état en 1620. Il avait lu d'importans services à Louis XIII. Il mou- en 1648.

3. Raymond Phelyppeaux, seigneur d'Her- lt et de La Vrillière, frère de Paul Phelyp- ix de Pontchartrain, fut pourvu, le 5 no- bre 1621, de la charge de secrétaire d'état, le roi Louis XIII. Il devint ensuite ministre affaires étrangères. *Voyez* page 85. Il mou- à Suze en Piémont, le 2 mai 1629.

4. Louis Phelyppeaux, marquis de La Vril- ie et de Chateau-Neuf, deuxième fils du cédent, fut créé secrétaire d'état le 26 juin 9, par Louis XIII. Il contribua beaucoup à iser les troubles qui se manifestèrent en Nor- ndie, en 1639, et servit utilement son pays ndant soixante-deux ans qu'il exerça le minis-

tère. Il mourut âgé de plus de quatre-vingt-deux ans, le 25 mai 1681

Louis Phelyppeaux, baron d'Herve, son fils aîné avoit été reçu en survivance en 1654, mais il n'exerça pas, attendu qu'il eut l'esprit aliéné et laissa sa charge en 1669 à son frère puîné qui suit.

55. Baltazar Phelyppeaux, seigneur de La Vrillière, marquis de Chateau-Neuf et comte de Saint-Florentin, était second fils de Louis Phelyppeaux, dont il vient d'être question à l'article 54. Il fut pourvu de la survivance de la charge de secrétaire d'état, en 1669, et mourut le 27 avril 1700.

56. Louis Phelyppeaux, marquis de La Vrillière, comte de Saint-Florentin, succéda à Balthazar Phelyppeaux, son père, le 10 mai 1700, au département des affaires générales de la religion prétendue réformée. Il obtint, en 1715, le département de la maison du roi. *Voyez* son article, page 101. Il mourut le 7 septembre 1725, et s'était démis en 1723.

57. Louis Phelyppeaux, connu d'abord sous le nom de comte de Saint-Florentin, puis sous celui de duc de La Vrillière, était fils du précédent; il fut pourvu de la charge de secré-

d'état, sur la démission de son père, le 17 ier 1723. Il administra le département des res générales de la religion prétendue réfor- et la feuille des bénéfices; et passa en 1750 département de la maison du roi, auquel i des affaires générales de la religion préten- réformée fut réuni. (*Voyez* p. 102.) Il mou- le 27 février 1777.

8.S. Ex. M. Hugues-Bernard Maret, duc de sano, fut créé ministre secrétaire d'état, par pereur Napoléon-le-Grand, en 1799. Il quit- e ministère pour passer à celui des relations érieures (*Voyez* page 96.), le 17 avril 1811.

9.S. Ex. M. Pierre Daru, comte de l'empire, nd officier de la légion d'honneur, membre de stitut de France, succéda au duc de Bassano s le département de la secrétairerie d'état, 17 avril 1811. Il est en exercice.

Il porte écartelé, au premier de comte-ministre, qui est d'azur à la tête de lion arrachée d'or, au deuxième de conseiller d'état, qui est échiqueté d'or et d'azur; au troisième d'argent à un arbre de sinople, feuillé et terrassé de même; au quatrième, d'azur au chevron d'or, accompagné en chef de deux étoiles d'argent, et en pointe d'un ancre de même; sur le tout d'azur à une montagne d'argent, chargée en chef de trois étoiles d'or.

MINISTRES
DES AFFAIRES ETRANGERES,
OU
DES RELATIONS EXTÉRIEURES.

Le secrétaire d'état qui avait le départem des affaires étrangères était *ministre né*, attes que ses fonctions l'appelaient nécessairement conseil d'état, où il devait faire au roi son r port sur nos relations politiques et commerc les avec les autres puissances.

Le ministre des relations extérieures est ch gé de la correspondance politique et diploma que avec les puissances étrangères; des relatio avec les ambassadeurs français et étrangers; la confection des traités de paix et de commer et de la surveillance de leur exécution.

Chronologie historique des Ministres des faires étrangères, ou des relations ex rieures.

1. Guillaume Bochetel, seigneur de Sa et de Brouillamenon, secrétaire d'état, diri

es étrangères en ce qui concernait les
sd'Ecosse et d'Angleterre; il fut aussi
de la guerre, et mourut en 1558.

IER-CLAUSSE DE MARCHAUMONT, secré-
tat, dirigea les affaires de l'Espagne et
igal; il mourut en 1558.

N DU THIER DE BEAUREGARD, secrétaire
ut chargé des affaires du Piémont, de
le Venise et du Levant. Il m. en 1559.

RIMOND ROBERTET, baron d'Alluye,
de Florimond Robertet de Fresne, se-
d'état (*Voyez* page 77.), dirigea le
nent des affaires étrangères pour l'Ita-
émont et le Levant, jusqu'à sa m. 1569.

ON FIZES, baron de Sauves, secrétaire
avait les affaires du Danemarck, de la
: de la Pologne. Il mourut en 1579.

AUDE DE L'AUBESPINE, secrétaire d'état,
le Guillaume Bochetel, était chargé des
; avec l'Empereur, l'Espagne, le Por-
es Pays-Bas, l'Angleterre et l'Ecosse. Il
en 1567.

AUDE DE L'AUBESPINE, fils du précé-
:crétaire d'état, et seigneur de Haute-

rive, dirigeait les affaires de l'Allemagne et de la Suisse. Il mourut en 1570.

8. Nicolas de Neufville, seigneur de Villeroi, secrétaire d'état, et gendre de Claude de l'Aubespine, père, avait obtenu la survivance de son département, et exerça jusqu'à sa retraite ordonnée par le roi Henri III, en 1588.

9. Louis Revol, créature du duc d'Epernon, fut fait secrétaire d'état, et obtint toute la confiance du roi Henri III, qui réunit en sa personne tout le ministère des affaires étrangères, lequel avait été jusqu'à cette époque partagé entre plusieurs ministres. Il mourut le 17 septembre 1594.

Nicolas de Neufville-Villeroi, est rappelé au ministère par Henri IV, après la mort de M. Revol. Il administra les affaires de ce département jusqu'à sa mort arrivée en 1617.

10. Pierre Brulart, vicomte de Puisieux, exerça après la mort de M. de Villeroi; il fut disgracié avec le chancelier de Sillery, son père, et congédié le 4 fév. 1624. Mourut le 22 avr. 1640.

Après la retraite de M. de Puysieux, le ministère des affaires étrangères subit encore une nouvelle répartition entre les autres secrétaires d'état.

11. Raimond Phelyppeaux d'Herbaut, seigneur de La Vrillière : Louis XIII, en reconnaissance des services de Paul Phelyppeaux de Pontchartrain, son frère, *Voyez* page 79, le créa secrétaire d'état, au siége de Montauban, en 1621. Il eut d'abord le département de l'Espagne, de l'Italie, de la Suisse et des Grisons, puis, en 1626, le cardinal de Richelieu, qui gouvernait en premier ministre, fit réunir toutes les parties du département des affaires étrangères dans les mains de Raymond-Phelyppeaux d'Herbaut, qui les administra jusqu'à sa mort, arrivée le 2 mai 1629.

12. Nicolas Potier d'Ocquerre, neveu de Louis Potier de Gesvres, secrétaire d'état, *Voy.* page 77, fut chargé des affaires de l'Allemagne, de la Pologne, des Provinces-Unies et de la Flandre. Il mourut au siége de La Rochelle, en 1628.

13. Henri-Auguste de Loménie-Brienne, seigneur de La Ville-aux-Clercs, secrétaire d'état, eut pour son département l'Angleterre, la Turquie et tout le Levant. Il était fils d'Antoine

istre de la maison du roi. *Voyez*

iendra.

UTHILLIER, seigneur de Pont
secrétaire d'état, succéda, en
yppeaux d'Herbaut, dans le
affaires étrangères, où il fut
fils, ayant obtenu la survivan-
, en 1632. Il mourut en 1651.

THILLIER (1), comte de Cha-
çois, secrétaire d'état, fils du
e des créatures du cardinal de
fit obtenir en 1632 la survi-
ment de son père; mais le
rent disgraciés en 1643, par
'Autriche. Ce dernier mourut
1651.

---

plusieurs écrivains disent, *Le Bou-*
oc, dans son histoire des secré-
ement *Bouthillier*, et j'ai vu, à la
le un exemplaire de cet ouvrage,
d'Hozier a fait quantité de notes et
sans rien changer au nom de *Bou-*

Henri-Auguste de Loménie-Brienne, seigneur de La Ville-aux-Clercs, dont il a déja été question, succède au comte de Chavigny en 1643; il exerce les affaires de ce département jusqu'au 3 avril 1663, qu'il demanda à se retirer. Il mourut le 5 novembre 1666.

16. Henri-Louis de Loménie-Brienne, fils du précédent, avait été reçu ministre des affaires étrangères en survivance de son père, le 24 août 1651, et avait administré conjointement avec lui jusqu'au 3 avril 1663, qu'il fut obligé de se retirer, à cause d'une aliénation d'esprit qui lui venait d'avoir perdu Henriette Bouthillier de Chavigny, son épouse. Il mourut en 1698.

17. Hugues de Lionne, marquis de Fresne, seigneur de Berny, administra le département des affaires étrangères, depuis 1663 jusqu'à sa mort, arrivée le 1 septembre 1671.

Ce fut lui qui ménagea si adroitement le traité par lequel le duc de Lorraine céda ses états à la France. Il fut cause aussi que le roi fit l'acquisition de Dunkerque sur les Anglais.

Louis-Hugues de Lionne, son fils, avait obtenu sa survivance, mais sa conduite l'ayant rendu

indigne des bontés du roi, il fut obligé de se démettre en faveur de M. de Pomponne

18. Simon Arnauld, marquis de Pomponne, entre au ministère en 1671; il fut disgracié par Louis XIV, en novembre 1679, et mourut le 20 septembre 1699.

19. Charles Colbert, marquis de Croissy, second frère du grand Colbert, fut pourvu du ministère en 1679; il l'occupa jusqu'à sa mort, arrivée le 28 juillet 1696.

20. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy et de Sablé, fils du précédent, avait été reçu en survivance de son père, en 1689; il administra avec succès et sagesse les affaires étrangères jusqu'en 1716, qu'il fut placé par le duc d'Orléans régent, au conseil de régence; il y resta jusqu'en 1718, et mourut en 1746.

Le maréchal d'Uxelles présida le conseil des affaires étrangères pendant l'établissement des conseils sous la régence, c'est-à-dire depuis 1716 jusqu'en septembre 1718. Il avait sous lui les abbés d'Estrées et Dubois, MM. de Canillac, de Chiverny, de Torcy et de Pecquet.

21. Guillaume Dubois, avant d'avoir été promu au cardinalat, à l'archevêché de Cambray, et à l'emploi de principal et premier mi-

nistre d'état, avait été nommé par le régent, ministre des affaires étrangères, le 24 septembre 1718. *V.* p. 26. Il mourut le 10 août 1723.

22. Charles-Jean-Baptiste de Fleuriau d'Armenonville, comte de Morville, fils du garde des sceaux, succède, en 1723, au cardinal Dubois, dans le département des affaires étrangères; il donna sa démission le 19 août 1727.

23. Germain-Louis de Chauvelin, président au parlement de Paris et garde des sceaux, fut pourvu, en 1727, du département des affaires étrangères : le cardinal de Fleury, envers lequel il donna les preuves de la plus grande ingratitude, le fit disgracier et congédier en 1737. Il mourut en 1762.

24. Jean-Jacques Amelot de Chaillou, l'un des quarante de l'académie française, succéda, le 22 février 1737, à M. de Chauvelin, et fut disgracié par Louis XV, qui lui donna sa démission le 26 avril 1744. Il mourut le 7 mai 1749.

Le Roi administra lui-même les affaires étrangères, qu'il se faisait présenter par messieurs De Noailles, du Theil et d'Argenson. Ce dernier cependant fut institué ministre le 18 novembre 1744. Son article suit.

25. René-Louis de Voyer de Paulmy,

marquis d'Argenson, fils du garde et frère du ministre de la guerre, par Louis XV au département des al gères, qu'il administra jusqu'au 3 j époque de sa démission. Il mour vier

26. Louis-Philogène Bruslart marquis de Puysieux, succède à M. dans le département des affaires étr 1747, et donne sa démission le 11 1751. Il mourut en décembre

27. François-Dominique Barber Contest, fut porté au ministère étrangères par le crédit de madam dour; il l'exerça jusqu'à sa mort, juillet

28. Antoine-Louis de Rouillé Jouy, ministre de la marine, obti feuille des affaires étrangères en 17 sa démission le 25 juin 1757, et septembre

29. François-Joachim de Pierr Bernis, membre de l'académie fran depuis sous le nom de cardinal de céda à M. de Rouillé en 1757, par

madame de Pompadour, qui lui accordait sa protection. Ce prélat obtint toute la confiance du roi, et exerça la plus grande influence sur les autres ministères ; mais la favorite qui l'avait élevé, le fit congédier en 1758, parce qu'il penchait pour la paix, devenue alors si nécessaire à la France, mais qu'il n'entrait pas dans les vues et dans la politique de la favorite de faire conclure. Aussi écrivait-il de son exil à M. Paris de Verney : « On m'a fait danser sur « un grand théâtre, avec des fers aux pieds et « aux mains. » En 1764, il fut rappelé, et nommé archevêque d'Albi ; puis envoyé à Rome en 1769, pour y travailler à l'extinction des jésuites en France. Il mourut dans cette ville le 1 novembre 1794.

3o. Etienne-François, duc de Choiseul-Stainville, obtint toute la confiance de Louis XV, et administra les départemens des affaires étrangères, de la guerre, et partie de celui de la marine. *Voyez* pag. 28. Il donna sa démission volontaire du premier département en 1761

31. César-Gabriel de Choiseul, duc de Praslin, succède au duc de Choiseul, son cousin, en 1761. Il se retire de ce ministère en

avril 1766, pour passer à celui de la ma
mourut en

Le duc DE CHOISEUL reprend le ministèr
faires étrangères en 1761 jusqu'au 24 d
1770, époque de sa disgrace et de so

32. LOUIS PHELYPPEAUX, comte DE FLORENTIN, duc DE LA VRILLIÈRE, mini
la maison du roi, *V.* pag. 102, adminis
interim le département des affaires étra
depuis le 24 décembre 1770, jusqu'au 1
juin

33. EMMANUEL-ARMAND DE VIGNER PLESSIS-RICHELIEU, duc D'AIGUILLON, 1
nistre des affaires étrangères le 6 juin
puis ministre de la guerre le 28 janvier 1
donna sa démission volontaire cette d
année, et mourut en

34. CHARLES GRAVIER DE VERGENNE bassadeur extraordinaire en Suède, fut 1
ministre des affaires étrangères *M. l*
ministre d'état, gouverna le porte-feuille j
son arrivée, après la retraite de M. le du
guillon. Il administra ce département j
sa mort, arrivée le 13 février

35. Armand-Marc, comte de Montmorin-St-Hérem, succéda à M. de Vergennes en 87. Abreuvé de désagrémens, il donna sa démission en novembre 1791, et devint une des emières victimes des massacres des 2 et 3 septembre 1792.

36. Claude Valdec de Lessart, contrôleur néral des finances, avait déjà été ministre de maison du roi, ministre des contributions bliques, et ministre de l'intérieur, lorsqu'il céda à M. de Montmorin au département des aires étrangères. Il fut décrété d'accusation le mars 1792, et mourut victime du massacre Versailles, avec les autres prisonniers qu'on ait fait venir d'Orléans, le 9 septembre 1792.

37. Charles-François Dumouriez administra 17 mars 1792, le département des affaires rangeres, qu'il quitta pour celui de la guerre, 17 juin 1792.

M. de Naillac, ministre de France près la cour de Deux-Ponts, avait été nommé pour remplacer M. Dumouriez, mais les changemens survenus dans l'intervalle de sa nomination l'empêchèrent de prendre possession.

38. Scipion-Louis-Joseph de la Garde, marquis de Chambonas, baron de Saint-Félix et des

S. Ex. M. Charles-Maurice de T
Périgord, aujourd'hui prince de Béné
grand-électeur de l'empire, est rappelé
tère des relations extérieures le 22 no
administra ce département jusqu'au 8

Le 18 juin 1801, un arrêté du gouvern
gea, par *interim*, M. Caillard, du
des relations extérieures; mais son
fut que momentané.

Le prince de Bénévent porte, parti a
gueules, aux trois lions rampans
couronnés d'or au deuxième d'or,
passant de sable chargé sur le dos d
d'argent. Chef d'azur à l'aigle d'or, l
dues, empiétant un foudre de mêm

46. Jean-Baptiste Nompère, comte
pagny, duc de Cadore, aujourd'hu
d'état, intendant-général de la maiso
pereur, et grand-chancelier de l'ordr
de la Réunion, succède au prince de
le 8 août 1807, dans le département
tions extérieures; il exerça jusqu'au 16

Il porte d'azur aux trois chevrons bri
et superposés d'or, chef de duc qui
les, semé d'étoiles d'argent, broc
franc-quartier de comte-ministre q
à la de lion arrachée d'or.

47 S. Exc. Monseigneur Hugues

Maret, duc de Bassano, grand-aigle de la légion d'honneur, ancien ministre secrétaire d'état, quitte ce département le 17 avril 1811, pour administrer celui des relations extérieures. Il est en exercice.

Il porte tiercé en pal d'or, de gueules et d'argent, coupé de gueules à la main ailée d'or, écrivant avec une épée d'argent, sur le tout d'argent, à la colonne de granit, sommée d'une couronne civique de chêne au naturel et accompagnée de deux lions, la queue fourchée, affrontés et contre-rampans de gueules; chef de duc qui est de gueules, semé d'étoiles d'argent, brochant sur le franc-quartier de comte-ministre, qui est d'azur à la tête de lion arrachée d'or.

Et maintenant 26 fév. 1814 c'est m.r le duc de Vicence. en personne Caulincourt

MINISTRES

DE LA MAISON DU RO

Les secrétaires d'état chargés de ce
ment administraient toutes les affai
maison du roi et celles concernant le cl
feuille des bénéfices. La ville de Pari
sieurs autres provinces dépendaient a
département, auquel on réunit, en 17
des affaires générales de la religion p
réformée; mais en 1791, le ministère d
son du roi fut réuni lui-même au dép
de l'intérieur.

Chronologie historique des Secrétaire
ministres de la maison du roi

1. Martin Ruzé, seigneur de Beaul
Lonjumeau, avait suivi le duc d'Anjou
gne, lorsque ce prince en fut élu roi.
en France avec le même monarque, et f
en 1589, à l'emploi de secrétaire d'état
du département de la maison du roi. I

ulut en outre qu'il eût son entrée dans tous
conseils (1). Il mourut le 6 nov. 1613.

2. Antoine de Loménie, seigneur de la
lle-aux-Clercs, était fils de Martine de Lo-
énie, seigneur de Versailles, enveloppé dans
orrible massacre de la Saint-Barthélemy, à
ise de son dévouement à la personne et au
rti d'Henri IV. Lorsque ce monarque monta
r le trône de France, il reconnut et récom-
sa les services et la fidélité du père, dans la
rsonne du fils, qu'il créa secrétaire d'état,
à qui il confia le département de sa maison.
ntoine de Loménie fut digne de la protection
un aussi grand prince, et fut constamment
ppelé *l'homme de bien* pendant soixante ans
u'il exerça. Il mourut âgé de 82 ans, le 7
nvier 1638.

Il est la souche des seigneurs de Loménie-Brienne, qui ont fourni plusieurs ministres à la France.

3. Henri-Auguste de Loménie-Brienne,

(1) Ce ministre, n'ayant pas d'enfant, institua son
ritier, Antoine Coeffier, seigneur *d'Effiat*, maréchal
France et surintendant des finances, qui était son
tit-neveu, à la charge par lui et ses descendans de
rter le nom et les armes de Ruzé.

seigneur de la Ville-aux-Clercs, fils du préc
lui succède et passe ensuite au départeme
affaires étrangères. *V.* pag. 85. Il m. en

4. Henri de Guénégaud, seigneur du
et de Planey, comte de Montbrison, fu
secrétaire d'état en 1643. Il rendit d'imp
services pendant les troubles du royaume,
élevé à la dignité de chancelier de tous les
du roi, en 1656. Il donna sa démission en
et mourut le 16 mars

5. Jean-Baptiste Colbert, dit Le G
succéda à M. de Guénégaud, en 1668, i
contrôleur-général des finances, et devi
nistre de la marine. On lui doit l'étal
ment de l'académie des inscriptions en
de l'académie des sciences en 1666, et d
d'architecture en 1671. Il mourut le 6 se
bre

6. Jean-Baptiste Colbert, marquis d
GNELAY, fils aîné du précédent, obtint sa
vance en 1675, et passa au département
marine. *Voyez ce chapitre.* Il mourut le
vembre

7. Louis Phelippeaux de Pontchart
premier du nom, succéda au marquis d

gnelay le 5 novembre 1690, dans l'office de secrétaire d'état au département de la maison du roi et de la marine. Il était contrôleur général des finances en 1689, et devint chancelier en 1699. *Voy.* pag. 61. Il m. le 22 décembre 1727.

8. JÉROME PHELYPPEAUX DE PONTCHARTRAIN, fils du précédent, obtint, en 1693, la survivance de son père. Il administra le département de la maison du roi jusqu'en 1690, qu'il passa à celui de la marine. *Voyez ce chapitre.* Il mourut en 1747, et s'était démis dès 1715.

9. LOUIS PHELYPPEAUX, deuxième du nom, marquis DE LA VRILLIÈRE, comte DE SAINT-FLORENTIN, était fils de Balthazar Phelyppeaux, marquis de Châteauneuf, secrétaire d'état, ayant le département des affaires générales de la religion prétendue réformée. *Voyez pag.* 80. Il succéda à son frère dans ce dernier département, le 10 mai 1700; et fut ensuite pourvu, en 1715, du département de la maison du roi. Le duc d'Orléans, régent, qui avait renvoyé tous les autres ministres en prenant les rênes de l'administration, conserva le comte de Saint-Florentin, qui exerça sous le titre de secrétaire-général de la régence. C'est, dit-on, le ministre qui a le plus

signé d'expéditions. Il se démit du dépa
de la maison du roi en 1718, et mou
septembre

10. Jean-Frédéric Phelippeaux, cc
Maurepas et de Pontchartrain, était fil
rôme Phelippeaux, dont il est question
sus, art. 8. Il fut pourvu de la place d
taire d'état au département de la maison
en 1718. Il devint ensuite ministre de
rine, en 1723; puis principal ministre e
Voyez pag. 28. Il mourut le 14 novembr
et avait quitté le département de la mai
roi en

11. Louis Phelippeaux, troisième d
connu d'abord sous le nom de comte de
Florentin, et ensuite sous celui de duc
Vrillière, était fils de Louis Phelippeau
quis de La Vrillière, dont il est questi
haut, article 9. Il avait succédé à ce
dans le département des affaires général
religion prétendue réformée, en 1723.
pages 80 et 81. Il réunit, en 1759, ce
ministère avec celui de la maison du roi.
à ce ministre qu'on fait le reproche
signé une quantité prodigieuse de lettres

et.) Ayant eu le malheur de perdre une main a chasse, Louis XV lui écrivit : « *Tu n'as erdu qu'une main, et tu en trouveras toujours leux en moi pour ton service.* » Craignant un ir d'être remercié, le même roi le rassura, lui disant : « Il ne faut pas que vous me quitiez ; vous avez trop besoin de moi, et moi le vous. » Sous le règne suivant, il fut ligé de se démettre de tous ses emplois (1775). avait été reçu membre honoraire de l'acanie des belles-lettres en 1757. Il mourut le février. 1777.

2. CHRÉTIEN-GUILLAUME DE LAMOIGNON-LESHERBES, fils de Guillaume de Lamoignon, ncelier de France, fut fait ministre d'état, nt le département de la maison du roi et des ires de l'intérieur, en 1775. Ce vertueux mitre n'exerça pas assez long-temps pour le heur de la France ; le renvoi de M. Turgot, ami intime, lui fit donner sa démission en 76. Sa mémoire sera long-temps chère à la térité, parce qu'il donna à son souverain et contemporains l'exemple du dévouement le rare et des vertus les plus solides et les plus ses. Pourquoi faut-il que l'écrivain soit obligé

homme si grand, si généreux
hafaud ; ce sont les tristes et i
ne révolution ; 22 avril 179

-JEAN AMELOT DE CHAILLOU
mmoignon en 1776 ; il se reti
1783.

UGUSTE LETONNELIER DE B
deur de France en Russie, fu
istère de la maison du roi e
de Paris lui est redevable de pl
emens. Il se démit en 1788, e
180

ARLES-LAURENT DE VILLEDEUI
ur général des finances, prit
lité de secrétaire d'état au dé
a maison du roi, le 27 juille
acement de M. de Breteuil. Il
1789.

EMMANUEL GUIGNARD DE SAIN
ambassadeur en Suède, en D
nstantinople, succède, en 1789,
uil, au département de la mai
retire le 26 janvier 1791.

ALDEC DE LESSART,

al des finances, est nommé ministre de la
n du roi, le 26 janvier 1791. Cette charge
pprimée en avril de là même année. M. de
rt fut nommé ministre des contributions
ques, ministre de l'intérieur, et ministre
ffaires étrangères. *Voyez* pag. 93.

MINISTRES

DE L'INTÉRIEUR.

Une loi du 27 avril 1791, institue le de l'intérieur, et en règle toutes le tions.

Ces attributions consistent dans le des lois relatives aux assemblées cant électorales; la correspondance avec le la surveillance administrative; le pers nominations, suspensions et révocatio fets, sous-préfets et maires; la compt départemens et des communes; l'or des gardes nationales; les prisons, ma rêt, de justice et de réclusion; les hô vils, les dépôts de mendicité, les étal destinés aux sourds et muets et aux les secours publics; les établissemen faisance; la confection et l'entretien d ports marchands, ponts, canaux et a vaux publics; les phares des ports de cc les mines, minières et carrières; la navi térieure, le flottage; le halage; l'agricu

)ôts d'étalons, pépinières et bergeries, nemens et défrichemens; les primes et mens; les mesures sanitaires; l'in- publique; les musées; les fêtes publi- itorisation et la surveillance des théâ- poids et mesures; la formation des ta- e population, d'économie politique et ique, des produits territoriaux; les avantes, les dépôts littéraires et les

logie historique des Ministres de l'intérieur.

DE VALDEC DE LESSART, ancien contrô- ral des finances, et ancien ministre de du roi, est nommé ministre de l'inté- 26 janvier 1791. *Voyez* son article, p. . Il se retire le 27 novembre 1791.

OIT CAHIER DE GERVILLE, succède à ssart, et administre jusqu'à l'époque de e, arrivée le 23 mars 1792.

N-MARIE ROLAND DE LA PLATIÈRE, est i ministère de l'intérieur le 23 mars

1792, et remercié par le roi le 12 juin suivant. *Son article reviendra.*

4. J. A. Mourgues, succède à M. Rolland, et n'exerce que quelques jours, ayant donné sa démission le 17 juin . 1792.

5. M. Terrier de Monciel, est nommé ministre de l'intérieur à la place de M. Mourgues, mais il n'exerce que jusqu'au 9 juillet 1792.

6. M. Champion de Villeneuve, entre au ministère le 20 juillet 1792, et se retire le 10 août suivant.

Jean-Marie Rolland de la Platière, reprend le porte-feuille du ministère de l'intérieur, le 10 août 1792, et donne sa démission le 23 janvier 1793. Ses ennemis exercèrent contre lui des persécutions inouies, dont les suites lui firent craindre de périr sur l'échafaud; il préféra se donner la mort le 15 novembre 1793.

7. Dominique-Joseph Garat, ministre de la justice, administre *par intérim* le département de l'intérieur, qu'il accepte définitivement le 20 mars 1793, en quittant celui de la justice. *V.* pag. 66. Il exerça jusqu'au 19 août 1793.

8. Jules Paré, succède à M. Garat, au dépar-

tement de l'intérieur, le 20 août 1793; il se retire le 7 avril 1794.

J.-N.-C.-A. Goujon, est porté au ministère de l'intérieur, en remplacement de M. Paré; mais il renonce à ces fonctions, pour entrer à l'assemblée en qualité de député du département de Seine et Oise. Il fut compliqué dans l'affaire du 20 mai 1795, et condamné à mort. Il prévint son exécution en se suicidant. Il avait aussi été nommé ministre des relations extérieures.

9. Armand-Joseph-Martial Herman, est nommé, le 8 avril 1794, pour remplir provisoirement les fonctions des ministres de l'intérieur et des relations extérieures, en attendant l'installation des commissions qui remplaçaient les ministères. *Voyez son article du chapitre des ministres des relations extérieures*, page 94.

Une loi du 1 avril 1794 supprime tous les ministères et les remplace par des *commissions*, dont les chefs prirent le titre de *commissaires*. Les attributions du département de l'intérieur furent divisées en plusieurs commissions.

1° Celle de l'instruction publique, qui eut messieurs Payan, Garat et Ginguené pour commissaires, et messieurs Julien et Clément de Ris pour adjoints;

2° Celle d'agriculture et des arts, qui eut mes-

saires, et M. Potonnier pour adj

4e Celle des travaux publics, qui
Le Camus, Fleuriot et Rondel
missaires, et M. Dupin pour adj

5e Celle des secours publics, qui
Le Rebours, Daillet, Martiqu
pour commissaires, et M. Rolan

Mais le 3 novembre 1795, tous les m
rétablis.

10. M. Bénezech est nommé au
de l'intérieur, au rétablissement
ministères; il exerce jusqu'au 17 j
il fut depuis conseiller d'état, et pr
à Saint-Domingue, où il mourut en

11. Louis François de Neufchat
de l'empire, membre du sénat co
succède au précédent. et administr

l'intérieur, en remplacement de M. François de Neufchâteau; il exerce jusqu'au 21 juillet 1798.

Louis François de Neufchateau, rentre au ministère, et exerce jusqu'au 22 juin 1799.

13. M. Quinette remplace M. François de Neufchâteau au ministère de l'intérieur, et administre jusqu'au 11 novembre 1799.

14. Pierre-Simon La Place, membre de l'institut de France, et depuis chancelier du sénat conservateur, est nommé ministre de l'intérieur, le 11 novembre 1799; mais il se retire presque aussitôt.

15. S. Ex. le sénateur Lucien, est nommé ministre de l'intérieur, le 25 décembre 1799; il administre ce département jusqu'au 6 nov. 1800.

16. Jean-Antoine Chaptal, comte de Chanloup, membre de l'institut de France, et depuis trésorier du sénat conservateur, est chargé *ad interim* du porte-feuille de l'intérieur, le 6 novembre 1800; il est nommé définitivement le 21 janvier 1801, et exerce jusqu'en 1804.

17. Jean-Baptiste Nompère, comte de Champagny, duc de Cadore, est appelé au ministère de l'intérieur, en remplacement de M. Chaptal;

il administre ce département jusqu'au 1
où il passe à celui des relations ext
(*Voyez* page 96), le 8 août

18. EMMANUEL CRETET, comte de
mol, ancien conseiller d'état, directeur
des ponts et chaussées, est porté au m
de l'intérieur, le 11 août 1807; il n'ad
ce département que quelques mois, et
ministre d'état en 1809. Il mourut le
vembre de la même année.

19. S. Ex. Mgr. JEAN-PIERRE BACHASSO
DE MONTALIVET, grand officier de la légio
neur, fut nommé ministre de l'intéri
octobre 1809. IL EST EN EXERCICE.

Il porte d'azur, au griffon ailé grimpant d
quartier de comte ministre, qui est d
tête de lion arrachée d'or.

SURINTENDANS,

CONTROLEURS GÉNÉRAUX

ET MINISTRES DES FINANCES.

L'INSTITUTION de la charge de surintendant
s finances remonte au commencement du qua-
zième siècle. Elle fut supprimée en 1661,
ns la personne de M. Foucquet; et depuis ce
ns jusqu'en 1791, le contrôleur général, qui
paravant était subordonné au surintendant,
rint le seul chef et ordonnateur des finances
l'état. Il était aidé dans ses fonctions par des
endans, qui furent confirmés dans leurs char-
, par édit du mois de février 1690. Le nom-
de ces intendans ne fut pas limité : en 1650,
en comptait jusqu'à douze; en 1658, ils fu-

rent réduits à quatre ; et en 1755, ils étaient à nombre de six.

On trouve également des directeurs des finances, établis au nombre de deux, en 1660 ; mais ces charges furent supprimées en 1708.

Avant que le titre de surintendant des finances ne fût établi, on appelait les fonctionnaires qui étaient chargés de cette administration, *généraux des finances* ; ils furent ensuite appelés contrôleurs généraux, directeurs généraux et premiers ministres des finances.

Mais tous ces titres se trouvèrent supprimés par une loi du 27 avril 1791, qui créa un ministère des contributions et revenus publics. Alors l'administration du *trésor* fut entièrement séparée du ministère, et confiée à six commissaires nommés par le roi. L'empereur Napoléon a institué depuis, pour l'administration du trésor impérial, un ministère spécial, qui se trouvera mentionné dans un chapitre suivant.

Le ministère des contributions et revenus publics fut supprimé le 1 avril 1794, puis rétabli le 3 novembre 1795, sous son ancienne dénomination de *ministère des finances*.

Ce département comprend dans ses attributions :

La proposition et l'exécution des lois et décrets impériaux sur l'assiette, la répartition et le recouvrement des contributions directes et sur la perception des contributions indirectes; la proposition aux places de receveurs généraux et particuliers; le réglement des soumissions des receveurs généraux des contributions directes; le cadastre; l'administration de la caisse d'amortissement et de garantie; des douanes, des postes aux lettres et aux chevaux, de la loterie impériale, des monnaies, des forêts, de l'enregistrement, des domaines publics, soit pour la conservation, soit pour la vente; la régie des droits réunis, les octrois; la régie des sels et tabacs dans les départemens au-delà des Alpes; les salines de l'Est; les établissemens, baux, régies et entreprises qui donnent un produit au trésor impérial; l'expédition des ordonnances pour le paiement de la dette publique et des pensions civiles et ecclésiastiques; la formation du budjet général des recettes et dépenses de chaque année; l'exécution des lois sur les banques; les relations avec la cour des comptes.

Chronologie historique des Surin
Contrôleurs généraux, Ministres
tributions et revenus publics, et
des finances.

1. Enguerrand de Marigny, com
gueville, grand chambellan et princ
tre de Philippe-le-Bel, dirigea et admi
ticulièrement les finances de ce mon
cusé de concussions et d'exactions,
damné à mort, et pendu au gibet de
con, en

Sa mémoire fut depuis rétablie.

2. Gérard de La Guette, avait ob
le règne de Philippe-le-Long, l'ent
ment des finances du royaume. Il e
audacieusement, que Charles-le-Bel,
monarque, le fit arrêter et instruire s
Il mourut dans les tourmens de la
qu'on lui fit subir, et fut pendu mor
de Paris, en

3. Pierre Remi, sire de Montigni
des finances du même roi Charles-le-B
point intimidé de la mort tragique d

seurs. Il acquit, aux dépens du trésor pu-
une fortune de vingt millions de nos jours,
it condamné, sous le règne de Philippe de
is, par arrêt du parlement de Paris, à être
lu le 25 avril 1328.

Perrin Macé de Machis, trésorier-changeur du roi, fut aussi pendu en 1358. Mais son crime était de s'être montré l'un des plus zélés partisans du fameux Marcel, prévôt des marchands, pendant les troubles qui déchiraient alors le royaume, et d'avoir massacré Jean Baillet trésorier de France. Pour éviter son jugement, il s'était réfugié dans l'église de Saint-Jacques de la Boucherie, d'où le prevôt de Paris le fit tirer pour le mener au gibet.

René de Siran, subit le même sort que ses prédécesseurs.

. Jean de La Grange, cardinal, évêque
miens, connu dans l'histoire sous le nom de
rdinal d'Amiens, administra les finances du
aume, sous Charles V dit le Sage. Il fut dur,
bitieux, fort intéressé, et acquit des posses-
ns considérables. Il mourut en *Avril* 1402.
. Louis, duc d'Orléans, frère du roi de
nce Charles VI, obtint l'administration gé-
rale des finances, par lettres-patentes du 8
ril 1402. Il fut assassiné à Paris, par ordre du
c de Bourgogne, en 1407.

6. Philippe de France, duc de B
dit le Hardi, oncle du précédent,
en opposition et en guerre avec lui
troubles qui déchirèrent la France
de Charles VI, se fit investir de l
tion des finances, par des lettres-pa
juin 1402; il y fut confirmé le 19
s'en démit quelque tems après, et m

7. Jean de France, duc de Ber
prit faible et peu capable, fut mis
gouvernement des finances, conjoin
Philippe, duc de Bourgogne, son
l'article précède, le 19 mai 1403. I
quelque tems après, et mourut en

8. Thiébaud de Rougemont, an
de Mâcon, puis archevêque de Vien
sançon, président à la chambre des a
bli général des finances, lors de la
ducs de Bourgogne et de Berry. Il r
peu de tems, et mourut le 16 septer

Thibault de Mézeray, Jean des I
Capelet, administrèrent les fin
même époque.

9. Jean de Montagu, seigneur d
ris, grand maître de la maison du ro

de Jean de Montagu, chancelier de France, il est parlé page 47. Il obtint toute la con- e du roi Charles VI, qui le combla de fa- s, et lui confia le maniement de ses finances. la mauvaise administration qu'il en fit, et ine que le duc de Bourgogne et le roi de re lui portèrent, le firent condamner par commissaires du parlement de Paris, à avoir te tranchée aux halles: ce qui fut exécuté le ctobre 1409.

Sa mémoire fut réhabilitée quelque temps après.

). Pierre des Essarts, prévôt de Paris, id bouteiller et grand fauconnier de France, des partisans les plus zélés du duc de Bour- ne, fut pourvu de l'administration des fi- ces, après le supplice de Jean de Montagu, il avait arrêté lui-même. Son aveuglement s la prospérité, et sa soif de l'or, lui firent lier et le sort de son prédécesseur et ses liai- s avec le duc de Bourgogne, pour s'attacher parti du dauphin, duc de Guienne. Ayant été été, il fut condamné à être décapité le 1 juil- 1413.

Sa veuve fit rétablir sa mémoire.

11. Louis de France, duc de Guienne et

DAUPHIN DU VIENNOIS, troisieme fils du roi Charles VI, fut établi surintendant des finances, par lettres-patentes du 22 septembre 1414. Il mourut le 18 décembre 141[illegible]

12. JACQUES CŒUR, négociant célèbre, prêta deux cent mille écus d'or à Charles VII, pour entreprendre la conquête de la Normandie. Il fut nommé trésorier de l'épargne, puis chargé de l'administration et du gouvernement général des finances, en 1415. Il eut des ennemis qui l'accusèrent de concussion et d'exaction, et qui le firent condamner, par arrêt du 19 mai 1453, à faire amende honorable, et à payer cent mille écus à l'état. Ses biens furent confisqués. Le roi lui fit grâce de la vie. Il se retira à Rome, auprès de Calixte III, qui lui donna le commandement d'une partie de la flotte qu'il envoyait contre les Turcs; mais il mourut en arrivant à l'isle de Chio, sur la fin de l'année 1455.

Le parlement, par un arrêt subséquent, le rétablit *en sa renommée et en ses biens.*

ETIENNE CHEVALIER fut contrôleur des finances sous Charles VII.

JEAN BURDELOT, général des finances, fut reçu le 13 décembre 1498, procureur général au parlement de Paris. Il m. 1507.

3. Jacques de Beaune, baron de Samblan-
r, conseiller-chambellan ordinaire du roi, fut
t général des finances, en 1497, puis surin-
ıdant le 27 janvier 1517, sous François I. Re-
Gentil (1), son propre commis, ayant remis
a reine-mère, des reçus qu'elle avait délivrés
ambłançay, pour les fonds qu'elle avait exi-
s de lui, et qui étaient destinés pour l'armée
Italie, aux ordres de Lautrec, ce surintendant
t accusé de péculat, et pendu au gibet de
ontfaucon, le 12 août 1527.

Sa mémoire fut rétablie.

Jacques Le Roi, fut contrôleur général des finances en 1506.

Jacques Hurault, seigneur de Cheverny, fut général des finances du roi Louis XII.

14. Philibert Babou, seigneur de Givray et
e la Bourdaisière, trésorier de France et de
épargne, en 1523, fut pourvu de la surinten-
ance des finances, en 1524, par Louise de Sa-
oie, mère de François I, régente du royaume
endant les campagnes du roi en Italie. Il fut
onfirmé dans cette dignité, en 1531; devint
aître-d'hôtel du roi, en 1544, et m. en 1557.

(1) Il fut pendu en 1532.

André Blondet, fut créé contrôleur général d finances par édit du mois d'octobre 1554.

15. Jean du Thier, seigneur de Beauregard fut chargé pendant quelque tems de l'administration des finances, sous le titre de contrôleur après la mort de Philibert Babou; il devint e suite secrétaire d'état au département de guerre, et mourut en 155

16. Claude d'Annebaut, maréchal et amir de France, fut nommé surintendant des finances, en 1546. Il mourut le 2 novembre 155

17. Jean d'Avançon, confident des Guise avait obtenu, sous le roi Henri III, la surintendance des finances; il en fut dépossédé en 15

18. Charles de Lorraine-Guise, connu sc le nom de *Cardinal de Lorraine*, fut prem ministre d'état sous le roi François II (*Voy* page 22), et eut en outre la surintendance finances, en 1559. La dette de l'état se mont alors à quarante-deux millions, somme consi rable pour ce tems; il en éteignit une partie, parvint à faire diminuer les impôts. Il mou le 26 décembre 15

19. Artus de Cossé-Brissac, seigneur

Connor, grand pannetier de France, fut surintendant des finances en 1567; il devint maréchal de France cette même année, et mourut en 1582.

Guillaume de Marillac, seigneur de Ferrières, général des monnaies, devient contrôleur général des finances en 1568. Il meurt en 1573.

20. Pompone de Bellièvre, président au parlement de Paris, et ancien ambassadeur en Suisse et en Angleterre, fut fait surintendant des finances vers les dernières années du règne de Charles IX; il devint chancelier de France en 1599, et mourut le 9 septembre 1607.

Claude Marcel, prevôt des marchands en 1570, fut contrôleur général des finances en 1574, conjointement avec Jean Le Camus, Benoît Milon et Olivier-Lefevre-d'Ormesson, qui portèrent chacun le titre d'intendant-contrôleur-général des finances.

Robert Miron, seigneur de Chenailles, conseiller d'état, fut contrôleur général en 1581.

Le sieur Betremol lui succéda dans cette charge en 1588.

21. François d'O, marquis de Maillebois, gouverneur de Paris, et favori du roi Henri III, fut fait surintendant des finances en 1577. Il mourut en octobre 1594.

Le roi HENRI IV supprima la charge d
tendant à la mort de François d'O, et
huit offices d'*intendants contrôleurs ge*
des finances, auxquels emplois furent n

CLAUDE MARCEL, dont il a déjà été ques
CHARLES DE SARCES,
JACQUES VALLÉE,
LOUIS GUIBERT,
OCTAVIEN-LOUIS D'ATIGNY,
LOUIS PICOT,
JEAN DEVIENNE, originaire de Troyes, e
président en la chambre des comptes;
PIERRE PIRÉQUE,
Et en 1595,
MICHEL SUBLET, seigneur d'Heudicourt,
en 1599;
N... PEROT.

Mais en 1596, ces intendans contrôleurs g
furent supprimés, et la charge de surin
rétablie, avec un seul *contrôleur géné*
exerçait par commission.

22. MAXIMILIEN DE BÉTHUNE, marq
ROSNY, duc DE SULLY, ministre fidèle e
dévoué du bon Henri IV, fut créé surint
des finances en 1596; il exerça jusqu'en
et mourut en

M. DE SALDAGNE, contrôleur général en
JEAN DE VIENNE, dont il a déjà été q
succède au précédent en 1599.
N. DURET, contrôleur général en 1603.
PIERRE JEANNIN, contrôleur général e
devient surintendant, *voyez* page suiv

Claude Barbin, seigneur de Broye, contrôleur général en 1616.

Gilles de Maupeou, comte d'Ableiges, en 1618.

Pierre de Castille, seigneur de Blanc-Buisson, en 1619. Ce fut lui qui créa les billets de l'épargne. Il mourut en 1629.

23. Nicolas du Harlay, seigneur de Sancy, ron de Maule, colonel général des Suisses, surintendant des finances et des bâtimens ndant la minorité de Louis XIII. Il est consi- é dans l'histoire comme un magistrat éclairé, ministre probe, un négociateur habile et un néral expérimenté. Il mourut le 17 oct. 1629.

24. Pierre Jeannin, baron de Montjeu, mier président du parlement de Bourgogne, déjà contrôleur général des finances, fut urvu de la surintendance en 1611. Il mourut 1 octobre 1622.

Il eut pour adjoints le président de Thou et le marquis de Châteauneuf.

25. Henri de Schomberg, comte de Nanuil, fut fait surintendant des finances en 1619; devint maréchal de France en 1625, et mou- ut en 1632.

Charles Duret, seigneur de Chevry, conseiller d'état, contrôleur général vers 1620.

JEAN BOCHART, seigneur de Champign
leur général des finances, devient sur
Son article se répète.

26. JEAN BOCHART, seigneur de Cha
premier président du parlement de Pa
déjà contrôleur général des finances,
fut porté à la surintendance en 1620. Ce
ministre, après avoir servi l'état penda
années, dans les premières charges, se
au jour de sa mort, n'avoir pas plus de
son père lui en avait laissé. Il m. le 27 a

27. CHARLES, duc DE LA VIEUVILLE
fauconnier de France, fut surintendar
nances en 1623. Il fut disgracié l'année d
puis rappelé à la cour par le cardinal
et rétabli dans la surintendance, après l
de M. René de Longueil. Il m. le 2 jan

28. MICHEL DE MARILLAC fut pou
surintendance des finances, en 1624,
garde des sceaux en 1626 (*Voyez* pag
mourut le 7 août

29. FRANÇOIS SUBLET, seigneur DES
baron d'Angu, fut créé surintendant
ces avec M. de Marillac, en 1624. Il d
nistre secrétaire d'état au départem

erre, en 1636; il était neveu du surintendant an Bochart, et mourut en 1645.

30. Antoine Coeffier-Ruzé, marquis d'Effiat, devint surintendant des finances en 1626, uis maréchal de France en 1631. Il mourut le 7 juillet 1632.

Simon Marion, président au grand-conseil, fut contrôleur général en 1626.

Mais en 1629, MM. de Castille, Duret de Chevry, Sublet d'Hendicourt, Malier et Duhoussay, furent chargés alternativement, pendant une partie de l'année, du contrôle général.

En 1633, M. Duret de Chevry exerça seul, et en 1636, M. de Corbinelly lui succéda.

31. Claude de Bullion, seigneur de Bonelles, fut chargé de la surintendance des finances n 1632. C'est lui qui fit frapper en 1640, les remiers *louis* qui aient paru en France. Pour élébrer cette époque, il invita à dîner cinq rands personnages qui lui faisaient ordinairement la cour, et fit servir au dessert trois bassins pleins de ces nouvelles pièces, avec invitation aux convives d'en prendre tant qu'ils oudraient. Chacun d'eux se jeta avidement sur es bassins, remplit ses poches, et sortit avec ne précipitation si grande, que les carosses qui

attendaient à la porte, s'en retournèrent à
Il mourut le 29 décembre

32. Claude Bouthillier, ministre sec
d'état au département des affaires étra
fut fait surintendant en 1632, conjoin
avec M. de Bullion, à la mort duquel il
l'administration. Il mourut en

En 1637, quatre intendans contrôleurs g
furent nommés ; ce furent MM. Ma
Houssay, Cornuel et d'Hémery.

Ce dernier exerça seul en 1638 ; et l'ann
suite, M. Duret lui succéda.

Jacques Tubœuf, fut nommé intendant
leur général, le 25 février 1641.

33. Claude de Mesmes, comte d'Ava
nistre d'état, et plénipotentiaire de Fra
traité de Westphalie, conclu à Munster
nabruck, en 1648, fut créé surintenda
finances, le 10 juin 1643. Il fut appelé
des pauvres et le consolateur des malhe
et mourut le 9 novembre

La charge de contrôleur général des finan
rétablie en titre d'office, au mois de no
1643.

Michel Particelli, seigneur d'Emery
pourvu ; il devint, dans la suite, sur-int
voyez page suivante.

4. Nicolas Bailleul, baron de Château-atier, président à Mortier, au parlement de is, ministre d'état, fut fait surintendant, jointement avec le comte d'Avaux. Il mou-en . 1651.

5. Michel Particelli, seigneur d'Emery, ien de nation, et créature du cardinal Maza-, fut fait surintendant des finances le 18 juil-1647. Les moyens qu'il employa pour s'enri-r et pour faire arriver des fonds au trésor al, ont justement excité contre lui la haine es contemporains et le mépris de la postérité. créa des charges de *contrôleurs de fagots*, de *és vendeurs de foin*, de *conseillers crieurs de* , etc. etc. Il se démit en 1648, et mourut le mai 1654.

6. Charles de la Porte, duc de la Meil-laye, grand maître de l'artillerie et maréchal France, fut fait surintendant des finances en 48. Il se démit en 1649, et mourut le 8 rier 1664.

Antoine Le Camus, seigneur d'Hemery et de Courcerin, premier président aux enquêtes, puis contrôleur général des finances vers 1648, m. 25 janvier 1687.

Claude Menardeau, seigneur de Champré, con-

seiller au parlement de Paris, puis c
d'état, fut directeur et contrôleur gé
finances. Il se démit en 1657.

Jacques Le Tillier, seigneur de La C
en-Brie, intendant des finances, fut fait
leur général à la place de MM. Lecamu
nardeau, en 1657; il se démit la même

37. René de Longueil, marquis de M
président à mortier au parlement de Pa
créé surintendant des finances le 25 ma
En faisant démolir son hôtel à Paris, il
dans un petit caveau quarante mille pièc
frappées au coin de Charles IX. C'est av
somme considérable qu'il fit construire
teau de Maisons, alors l'un des plus be
l'Europe. Il mourut le 1 septembre

38. Abel Servien, marquis de Sablé,
négociateur du traité de Westphalie en 1
ministre secrétaire d'état au départeme
guerre en 1630, est créé surintendant de
ces, le 8 février 1653. Il mourut en

Barthelemy Hervart, originaire d'Au
intendant des finances, fut nommé co
général en novembre 1657. Il devint c
d'état; et m. en octobre 1676.

Louis Le Tonnelier, de Breteuil, inte
Paris, conseiller d'Etat, contrôleur gé

nances en 1657, conjointement avec M. Hervart, il mourut le 18 janvier 1685.

Jean-Baptiste Colbert, aussi contrôleur général, devint chef de l'administration générale des finances, en 1666, *voyez* page suivante.

Séraphin de Mauroy, contrôleur général des finances, en 1659, fut conseillier d'état en 1662, et mourut en 1668.

9. Nicolas Foucquet, marquis de Belle-, maître des requêtes, fut créé surintendant finances le 8 février 1653. Les finances déjà isées par la prodigalité et l'ambition du car- al Mazarin, ne purent se rétablir sous le mi- tère de M. Foucquet, qui éveilla par des penses inconsidérées et trop fastueuses, la ja- ie des courtisans et l'attention de Louis XIV. fut arrêté en 1661, et condamné, par des com- saires, à un bannissement perpétuel. Cette mière peine fut commuée en une prison per- tuelle, qu'il subit dans la citadelle de Pignerol. mourut le 23 mars (1) 1680.

En 1660, on avait établi deux places de directeurs des finances, qui furent supprimées en 1708.

1. Etienne d'Aligre II, fut directeur des finances

(1) Il fut l'aïeul du maréchal de Belle Isle, célèbre par belle retraite de Prague en 1742, et par plusieurs is militaires et diplomatiques qui ont rempli le règne Louis XV.

en 1660 ; il devint chancelier de 1674. *Voyez* page 60.

2. ANTOINE BARRILLON DE MORANG recteur des finances en 1660, con avec M. d'Aligre.

Après l'arrestation de M. Foucquet, de surintendant demeura. supprim contrôleurs généraux devinrent les s nistrateurs en chef des finances ; c'e je les fais entrer en ligne et en ordre avec les surintendans, dont ils fure cseseurs.

40. JEAN-BAPTISTE COLBERT, dit le fut chargé seul de l'administration des sous le titre de *contrôleur général*, en devint ministre et secrétaire d'état, cl départemens de la marine et de la m roi. *Voyez* ces chapitres. Il m. 6 sept.

3. CLAUDE MENARDEAU, directeur d vers 1672. *Voyez* son article, page

41. CLAUDE LE PELLETIER, seigneur FONTAINE et de Montmélian, président au parlement de Paris, et prévôt des m de la même ville, fut fait contrôleur gé finances en 1683, et ministre d'état en bre 1695 ; il avait eu la surintendance d en 1691. Il se démit de la surintend

ices en septembre 1689, et de tous ses au-
emplois en 1697. Il m. 10 avril (1) 1711.
. Louis Phelippeaux, premier du nom,
te de Pontchartrain, fut créé contrôleur
iral des finances par brevet du 20 septem-
1689. Il devint ministre secrétaire d'état aux
rtemens de la maison du roi et de la ma-
, puis chancelier de France en 1699. (*Voyez
fférens articles.*) Il m. 22 décembre 1727.
). Michel de Chamillart fut pourvu de la
ge de contrôleur-général des finances le 5
embre 1699. Il fut ministre secrétaire d'état
épartement de la guerre. Il se démit le 14
ier 1708, et mourut en 1721.

4. Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenonville, directeur des finances avant 1702, devint ministre secrétaire d'état au département de la marine en 1718, puis garde des sceaux en 1722. *Voyez* page 62.

5. Hilaire Rouillé du Coudray, procureur général en la chambre des comptes, fut directeur des finances avant 1702.

6. Nicolas Desmarets, marquis de Maillebois, directeur des finances avant 1704, devient contrôleur général. *Son article va se répéter.*

Il est la souche des Le Pelletier de Rosambo, Le
tier des Forts et Le Pell[illegible]er de Saint-Fargeau.

Les deux charges de directeurs d supprimées en 1708.

44. NICOLAS DES MARETS, marqu
nois, directeur des finances en 170
contrôleur-général par brevet, d
1708. Il devint ministre d'état, et e
la fin de septembre 1715. Il était ne
Colbert, et fut père du maréchal d
il mourut en

En 1715, après la mort de Lou
D'ORLÉANS, régent, établit de
chaque partie de l'administratio
conseil des finances était compo
duc de Villeroi, du duc de No
quis d'Effiat, de MM. Amelot, L
Forts, Rouillé-Ducoudray, de
d'Ormesson-d'Amboile, Fago
de-Baudry, Gaumont, Gilbert d
vard de Fourqueux, du duc de
M. d'Argenson, garde des sceau
dent Dodun.

Les fonctions de contrôleur-généra
resta vacante, furent exercées pa
Joseph Perrotin de Barmont, Pie
et Jacques Perrotin de Barmont.

En 1718, les conseils furent suppri
crétaires d'état rétablis.

45. MARC-RENÉ DE VOYER DE P
quis D'ARGENSON, [illegible]en lieutenan

police de la ville de Paris, membre de l'académie française, et garde des sceaux de France, fut mis à la tête de l'administration des finances en janvier 1718. Il fut fait ministre d'état en 1720 et se retira la même année. *Voyez* pag. 62. Il mourut le 8 mai 1721.

† 46. Jean Law, originaire d'Ecosse, célèbre par son système sur les finances et l'invention de son papier-monnaie, fut créé contrôleur général des finances le 4 janvier 1720. Il devint ensuite ministre d'état, mais son administration ne dura qu'un moment. Il se retira en décembre 1720, et mourut à Venise le 21 mars 1729.

47. Félix Le Pelletier de la Houssaye, maître des requêtes, conseiller d'état, et intendant des finances, fut fait contrôleur général le 10 décembre 1720. Il donna sa démission le 10 avril 1722, et mourut le 10 septembre 1723.

48. Charles-Gaspard Dodun, seigneur d'Herbaud, président au parlement de Paris, succède à M. Le Pelletier de la Houssaye, en avril 1722. Il se retire le 12 juin 1726, et m. 15 juin 1736.

† 49. Michel-Robert Le Pelletier des Forts, comte de Saint-Fargeau, intendant des finances,

fut créé contrôleur général le 14 juin
ministre d'état le 30 décembre 1729. Il
le 19 mars 1730, et mourut le 11 juillet

50. Philibert Orry, comte de Vign
seillet d'état, ministre d'état, ancien i
de Lille, fut créé contrôleur général des
le 20 mars 1730; il les administra jusqu'
cembre 1745. Il fut aussi directeur gé
bâtimens du roi, arts et manufactures d
Il mourut le 9 novembre

51. Jean-Baptiste de Machault d
ville, intendant du Hainault, fut fait
leur général des finances le 6 décembre
se démit de cette charge le 29 juillet 17
passer au ministère de la marine. Il ét
des sceaux dès 1750. *Voyez* pag. 63. I
gues de cour le firent exiler le 2 février

52. Jean Moreau, seigneur de Se
maître des requêtes, intendant de Fl
conseiller d'état, fut nommé contrôleu
des finances le 29 juillet 1754. Il se dé
août 1756, et mourut le 31 décembre

53. François-Marie Peirenc de
conseiller d'état, intendant des finan

té au contrôle général le 25 août 1756; il se nit en 1757 et devint ministre de la marine. nourut le 3 mai 1771.

54. Jean-Nicolas de Boullongne, conseiller parlement de Metz, intendant des finances, cède à M. de Moras, en 1757. Il se retira le mars 1759; il mourut en 1769.

55. Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bertin, mte de Bourdeille, premier baron de Pérird, ancien lieutenant-général de police de la lle de Paris, fut fait contrôleur général des nces en 1759, puis ministre d'état en 1762. se démit en 1763.

56. Clément-Charles-François de l'Averdy, rquis de Gambais, conseiller d'honneur au rlement de Paris, ministre d'état, membre noraire de l'académie des inscriptions et lles-lettres, fut pourvu du contrôle général s finances en 1763. Il se retira en 1768, et ourut victime d'un jugement révolutionnaire, é de plus de 70 ans, en 1794.

57. Etienne Maynon d'Invault, maître des quêtes, président au grand conseil, intendant Amiens, conseiller d'état, fut nommé con-

l'abbé Terray, fut pourvu du contrôl
des finances au mois de décembre 17
vint ministre d'état en 1770, et directeu
des bâtimens du roi, arts et manufac
1773. Il se démit le 24 août 1774, et
18 février

5°. Anne-Robert-Jacques Turgot f
contrôleur général des finances en aoû
devint ministre d'état et ministre de
Il se démit du contrôle général dès
1776 et mourut le 18 mars

6°. Jean-Etienne-Benigne de Clu
tre des requêtes, intendant général
rine, fut nommé contrôleur général de
après la retraite de M. Turgot. Il n'e

it, fut nommé contrôleur général des
en octobre 1776. Il donna sa demission
let 1777.

ACQUES NECKER, baron de Copet, ad-
M. Taboureau, lui succéda dans l'ad-
ıtion des finances, sous le titre de di-
général le 10 juillet 1777. Il donna sa
on le 25 mai 1781.
rticle reviendra.

EAN-FRANÇOIS JOLY DE FLEURY, troi-
ls du célèbre avocat général au parlement
is, fut conseiller au parlement, maître
uêtes, président au grand conseil, inten-
Bourgogne, conseiller d'état, puis enfin
e d'état et des finances en mai 1781; il se
n 1783, et m. 13 décembre 1802.

[ENRI-FRANÇOIS-DE-PAULE LEFEVRE D'OR-
, conseiller au parlement, maître des
s, intendant des finances, neveu de l'il-
premier président du parlement de Paris,
ommé contrôleur général des finances
3, lors de la démission de M. Joly de
; mais il se démit lui-même de cette charge
bre de la même année. Il m. en 1807.

65. Charles-Alexandre de Calonn
reur général au parlement de Douay, r
requêtes, intendant de Metz, puis de
succéda à M. Necker, au contrôleur g
finances en mai 1781; il devint minist
et fut remercié en 1787. Il mourut en

66. Michel Bouvard de Fourqueu
procureur-général en la chambre des
conseiller d'état, fut nommé contrôleu
des finances, après la retraite de M. de
il devint ministre d'état, et se démit du
général, la même année

67. Pierre-Charles Laurent d
deuil, succède à M. Bouvard de Fou
dans la charge de contrôleur général, et
que quelques instans. Il se démit en

68. Claude-Guillaume Lambert,
au parlement de Paris, maître des
conseiller d'état, fut nommé contrôleu
des finances en 1787. Il exerça ens
M. Necker, qui prit le titre de *premier*
des finances lors de son rappel, et con
core d'administrer les finances, lors de
retraite de ce ministre. *Son article revie*

Jacques Necker, rentre au mini

nances en 1788, et exerce sous le titre de *premier* ministre des finances. Il se rendit trop célèbre par ses innovations; ce fut lui qui proposa, le 27 décembre de la même année, la formation des états-généraux. Il fut remercié par le roi le 11 juillet 1789, puis rappelé presque aussitôt, et enfin il donna sa démission définitive le 4 septembre 1790. Il se retira dans sa baronnie de Crespet, et mourut à Genève le 9 avril 1804.

CLAUDE-GUILLAUME DE LAMBERT, dont il vient d'être question à l'article 68, resta chargé de l'administration des finances jusqu'au 30 novembre 1790, qu'il fut remplacé par M. de Lessart. Il fut arrêté, et mourut en 1793.

69. CLAUDE VALDEC DE LESSART, maître des requêtes, est nommé contrôleur général des finances le 30 novembre 1790.

Une loi du 27 avril 1791 établit un *Ministère des Contributions et Revenus publics*, en supprimant le contrôle général des Finances.

M. DE LESSART est pourvu de ce nouveau département, sous le titre de *ministre des contributions et revenus publics*. Il l'exerce jusqu'à l'époque de sa démission, donnée en février 1791. Il fut ministre de la maison du roi, ministre de

l'intérieur, et ministre des affaires étr
(*Voyez* ces différens chapitres.) Il mou
time de l'horrible massacre de Versaill
septembre

70. M. Tarbé, succéda à M. de Lessar
vrier 1791, au ministère des contributio
venus publics. Il fut remplacé en déc.

71. Etienne Clavières, Genévois d'
et plébéien inquiet, déja célèbre par l
bles et les révolutions de sa patrie, trc
moyens d'acquérir une influence dans
faires publiques de France en 1791, e
porter par le roi au ministère des contri
publiques en remplacement de M. Tarbé
remercié le 12 juin 1792, et rentra au m
quelques mois après. *Son article reviend*

M. Duranton, ministre de la justice, e
par *interim*, du porte-feuille des cont
publiques.

72. M. de Beaulieu, commissaire de l
tabilité, est nommé ministre des contri
publiques, le 18 juin 1792. Il se reti
juillet suivant.

73. M. Le Roux de La Ville succède

aulieu, dans le département des contribu-ns publiques, et se retire le 10 août 1792.

Etienne Clavières, rentre au ministère après retraite de M. Le Roux de La Ville; mais il put s'y maintenir long-temps : dénoncé, dé-été d'accusation et mis en arrestation le 2 juin 93, il se suicida le 8 decembre suivant.

74. Louis Deschamps Destournelles, est mmé ministre des contributions publiques, 13 juin 1793. Il se retire le 1 avril 1794.

Une loi du 1 avril 1794 supprime tous les ministères, et les remplace par des *commissions*, dont les chefs prirent le titre de *commmissaires*. MM. Laumont et Chardon-Vanieville furent les commissaires ayant le département des contributions publiques et des revenus nationaux; M. Bochet fut leur adjoint.

Mais le 2 novembre 1795, les ministères furent rétablis, et celui des contributions et revenus publics reprit son ancienne dénomination de *Ministère des Finances*.

S. Ex. M. le duc de Gaëte, ministre actuel des finances, fut nommé à ce département le 2 novembre 1795, mais il le refusa.

75. M. Faypoult, fut nommé ministre des nances, le 8 novembre 1795; il n'exerça que qu'au 13 février 1796.

76. Denis-Vincent Ramel-Nogare à M. Faypoult au ministère des finan remplacé le 20 juillet

77. Jean-Baptiste Robert-Lindet mé ministre des finances, le 20 juille fut remplacé le 10 novembre

78. S. Ex. M. Martin-Michel-Cha din, duc de Gaète, grand-aigle de d'honneur, grand-croix de l'ordre du Brésil, est appelé au ministère des fi 10 novembre 1799. Il est en exerci

Il porte d'or, au pal d'azur chevronn dure d'azur semée de Besans d'or alternatifs. Chef de duc, qui est de mé d'étoiles d'argent, brochant sur le tier de comte-ministre, qui est d'a de lion arrachée d'or.

MINISTRES

DU TRÉSOR IMPÉRIAL.

inistère du trésor impérial, a été institué empereur Napoléon, le 27 septembre 1801. dans ses attributions, l'exécution des lois rêts impériaux, qui ont pour objet d'as- les recettes du trésor, et de régler les dé- s publiques; la distribution des fonds à e à la disposition des divers ministres, et risation de paiement de leurs ordonnances; ection du grand livre de la dette publique registre des pensions; les instructions qui nt la comptabilité des receveurs généraux rticuliers; des payeurs des départemens, ons, ports, armées et colonies; la surveil- et le contrôle du versement des fonds et us publics de toute nature, dans la caisse ésor impérial; la surveillance des recettes nuales; et le mouvement des fonds, com- avec les dépenses de l'état.

Chronologie historique des ministr
impérial.

1. S. Exc. Monseigneur Barb
grand-aigle de la légion d'honne
d'hui, premier président de la co
tes, fut nommé ministre du trés
lors de la création de ce départeme
tembre 1801. Il administra jusqu
janvier

2. S. Exc. Monseigneur le com
grand officier de la légion d'honn
croix de l'ordre impérial de la R
cède à M. Barbé-Marbois, le 27 j

Il est en exercice.

Il porte d'azur à la gerbe d'or, sou
tier de comte ministre, qui est
de lion arrachée d'or; à senes
vrons d'or alaisés et superposés
trois étoiles de même posées en

ISTRES DE LA GUERRE.

A l'époque du 15 septembre 1588, les
:crétaires d'état avaient administré, les
ec les autres, les affaires étrangères,
la guerre, des finances et de l'intérieur,
certain nombre de provinces qui étaient
s à leurs départemens; mais alors le roi
II jugea à propos de déterminer d'une
fixe les attributions de chaque ministre,
ırtager leur service en quatre départe-
éciaux : 1° l'un pour la guerre; 2° l'au-
r les affaires étrangeres, le commerce et
ıe; 3° la maison du roi; et 4° les affaires
:rieur du royaume.

ıinistre de la guerre représente la per-
u souverain, dans les ordres qu'il trans-
: militaires de tout grade pour le bien du
et le maintien de la discipline.

dans ses attributions, la levée, l'organi-
l'inspection, la surveillance, la disci-
la police et le mouvement des armées de
le personnel et le matériel de l'artillerie

question à l'article 2, fut promu à la charge de secrétaire d'état, en exercice en 1567. Il avait été ambassadeur extraordinaire auprès de Philippe II, roi d'Espagne. Il mourut le 11 septembre . . . . . 1570.

9. Simon de Fises, baron de Sauves, créature du cardinal de Lorraine, qu'il avait suivi au concile de Trente, fut créé secrétaire d'état le 22 octobre 1567. Il eut seul le secret de la journée de la Saint-Barthélemy, en 1572. Il mourut le 27 novembre . . . . . 1579.

10. Nicolas de Neufville de Villeroi, fut pourvu de la charge de secrétaire d'état par provision du 25 octobre 1567; mais il fut remercié en 1588; puis rappelé en . . . . 1594.

Son article reviendra.

11. Pierre de Brulart, seigneur de Crône et de Genlis, fut créé secrétaire d'état par le roi Charles IX, le 8 juin 1569, en récompense des services qu'il avait rendus à ce monarque, et à la régente Marie de Médicis. Il fut néanmoins remercié en 1588, et mourut le 12 avril 1608.

12. Claude Pinard de Comblisy, créature du maréchal de Saint-André, fut fait secrétaire

par le roi Charles IX, le 13 septembre
Il fut ambassadeur en Suède en 1574, et
ié le 8 septembre 1588. Il mourut le 14
bre 1605.

ILLES DE BRULART DE GENLIS, eut la survivance de Pierre de Brulart, son père, dont il vient d'être parlé à l'article 11. Ses provisions étaient datées du 14 juin 1586. Il fut remercié avec son père le 8 septembre 1588.

LAUDE PINARD DE CHAMAILLES, avait également eu, par provisions du 14 juin 1586, la survivance de son père, dont il est question à l'article 12; mais il fut remercié avec lui le 8 septembre 1588.

LAUDE DE L'AUBESPINE, seigneur de VERDERONNE, président en la chambre des comptes de Paris, eut la survivance de Nicolas de Neufville Villeroy, en 1587; il fut remercié le 8 septembre 1588.

nri III avait renvoyé ces fonctionnaires, pour réer, le 15 septembre 1588, quatre offices de crétaires d'état, et partager le royaume en atre départemens; 1° un pour la guerre; l'autre pour les affaires étrangères, le commerce et la marine; le troisième pour la maison roi, et le quatrième pour l'intérieur.

IS DE RÉVOL, intendant de l'armée de sous le duc d'Epernon, en 1586, fut aire d'état ayant le département de la 15 septembre 1588. Il eut beaucoup

18. Michel Letellier, favori du c
Mazarin, fut élevé au ministère de la gu
13 avril 1643, et fait chancelier et gar
sceaux en 1677; il contribua beaucoup à
heureuse révocation de l'édit de Nantes. I
prononça son oraison funèbre, et le
comme un juste et un grand homme. L'
Saint-Pierre, dans ses Annales, le p
comme un lâche et dangereux courti
comme un calomniateur adroit. Il mour
octobre

19. François-Michel Letellier, m
de Louvois, fils du précédent, fut pou
ministère de la guerre, en survivance
père, dès 1662. C'est un des principaux
tres qui illustrèrent le siècle de Louis
rendit son ministère célèbre par l'ordre
rangement qu'il mit dans les troupes,
discipline qu'il y rétablit, par les ordo
qu'il fit rendre, et qui ont servi de base
tes celles qu'on a rendues depuis. On
l'établissement de l'hôtel royal des Inva
mourut le 16 juillet

20. Louis-François-Marie Letellie
quis de Barbesieux, fils du précédent,

ent avec son père, le ministère de la
s le 5 décembre 1681. Il mourut le 5
1701.

HEL DE CHAMILLART; son adresse à
lard lui valut les faveurs de Louis XIV,
ère de la guerre et des finances; mais
s étaient au-dessus de ses moyens: il
ui-même son incapacité, et se démit
l mourut en 1721.

L DE CHAMILLART, marquis de CANY, fils
précédent, fut fait secrétaire d'état en sur-
nde de son père, par provisions du 3 jan-
1707. Il se démit le 9 juin 1709. Il fut fait
nel du régiment de la marine.

EL-FRANÇOIS VOISIN, secrétaire d'état
re en 1709, chancelier et garde des
France en 1714, fut un ministre sage,
: d'un caractère inébranlable. Il mou-
7, après s'être démis en 1715.

ne le duc d'Orléans prit la régence, il éta-
un Conseil de la Guerre en septembre 1715,
pprima, par édit du mois de janvier 1716,
harge de ministre de la guerre.

CLAUDE-HECTOR DE VILLARS, maréchal de
ce, *président du conseil de la guerre*, si-
les lettres et expéditions en faveur des offi-
s des différentes armes, le 26 nov. 1715.

PHELYPPEAUX, marquis, puis duc de LA

Vrillière, connu auparavant sous le comte de Saint-Florentin, signa les sions depuis le 14 octobre 1715, comm du Conseil de la Guerre.

Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau, marqu Mennonville, signa les commissions à d février 1716 jusqu'au 24 septembre 17

Le Conseil de Guerre était en outre com duc d'Orléans, régent; du prince de C duc du Maine, du comte d'Evreux, d Guiche, des marquis de Puységur, de ville, de Biron, de Lévi, de Reinhold, d Hilaire, d'Asfeld; et de MM. Leblan Saint-Contest.

La charge de secrétaire d'état est rétal 1718.

23. Claude Le Blanc, est nommé sec d'état de la guerre le 24 septembre 171 de la suppression du conseil. Il se démit e

24. François-Victor Le Tonnelier quis de Breteuil, intendant de Limoges, s à M. Le Blanc; il se retire le 16 juin

Claude Le Blanc, rentre au ministèr la démission de M. de Breteuil. Il mourt mai

25. Nicolas-Prosper Bauyn d'Ang lières, intendant de Paris, succède à Blanc en 1726, et exerce jusqu'à sa mor vée le 15 février

François-Victor Le Tonnelier de Breteuil, rentre au ministère le 20 février 1740, le remplit jusqu'à sa mort, arrivée le 7 janvier 1743.

26. Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, comte d'Argenson, ancien lieutenant-général de police, ministre d'état en 1742, fut pourvu du ministère de la guerre à la mort du marquis de Breteuil. Il s'en démit le 1 février 1757.

27. Antoine-René de Voyer d'Argenson, marquis de Paulmy, neveu du précédent, avait obtenu sa survivance en 1751; il lui succéda en 1757, et se démit le 25 février 1758.

28. Louis-Charles-Auguste Fouquet, duc et maréchal de Belle-Isle, déploya son habileté dans l'administration, comme il avait signalé son courage à la guerre. Il mourut en 1761.

29. Louis-Hyacinthe Boyer de Crémilles, nommé pour concourir, avec le maréchal de Belle-Isle, aux affaires du département de la guerre. Il signa et contresigna les brevets, lettres et commissions, jusqu'en 1761.

Etienne-François, duc de Choiseul-Stainville, eut l'entière confiance de Louis XV, et fut au ministère de la guerre celui des affaires

étrangères, et partie de celui de la mai
page 28. On lui doit la paix de 1763. I
1765, après avoir été disgracié en décemb

31. Louis-François, marquis de Mont
fut créé ministre de la guerre le 4 janvi
Il se démit le 28 janvier

32. Emmanuel-Armand de Wigne
Plessis-Richelieu, duc d'Aiguillon, 1
des affaires étrangères en 1771, et de l
le 28 janvier 1774. Il mourut en 1788
s'être retiré en juin

33. Louis-Nicolas-Victor de Félix
chal du Muy, entre en fonctions en
mourut en

34. Louis-Robert, comte de Saint-G
fut créé ministre de la guerre en 1775 : i
son administration par des réformes
firent beaucoup d'ennemis; mais cela n'e
pas de rendre hommage à sa probité, à
sintéressement et à son aptitude pour les
Il quitta le ministère en

35. Alexandre-Eléonore-Marie de
Mauris, prince de Mont-Barrey, travai
jointement avec M. de Saint-Germain, e
et lui succéda en 1777. Il se démit en

6. Philippe-Henri de Ségur, maréchal de nce, ministre de la guerre en 1780, se démet 1787.

7. Louis-Marie-Athanase de Loménie-de-ienne, frère du principal ministre, le cardinal Brienne, fut fait ministre de la guerre en 87; il se démit en 1788, et mourut, victime n jugement révolutionnaire, en 1793.

8. Pierre-Louis de Chastenet, comte de ur, nommé le 30 novembre 1788, se met le 12 juillet 1789.

9. Victor-François, duc de Broglie, maal de France, est nommé le 12 juillet 1789; is il n'exerça que quatre jours.

0. Jean-Frédéric, comte de la Tour du , porté au ministère en 1789, s'en démit 1790. Il mourut, victime d'un jugement réionnaire, en 1794.

1. Antoine-Jean-Louis Du Portail, entre xercice le 16 novembre 1790, et se retire le cembre 1791.

1. Louis-Victor-Théau-Raphael-Simon,

comte de Narbonne-Lara, succède au
dent, le 8 déc. 1791; il se retire le 9 mar
43. Pierre, comte de Grave, fut p
ministère, le 9 mars 1792, et se retire l
de la même année.
44. Joseph Servan, fut nommé mini
la guerre, le 9 mai 1792; il se démit le
de la même année, et fut depuis nomm
ral en chef de l'armée des Pyrénées-O
tales, où il obtint divers succès, qui ne l
tirent pas des dénonciations de ses enne
Son article reviendra.
45. Claude-François Dumouriez, c
nistre des affaires étrangères, est porté
nistère de la guerre, le 12 juin 1792;
n'administra ce dernier département que
jours, ayant été nommé général en chef
mée française en Belgique. Il gagna sur
de Saxe-Teschen, commandant l'armé
chienne, la célèbre bataille de Jemmap
novembre 1792; mais il perdit, le 17 n
vant, celle de Nerwinde, contre les mêm
pes, commandées par le prince de Cob
général Dumouriez s'est déshonoré à jar
trahissant sa patrie et en passant à l'

après avoir livré plusieurs places que les Français avaient conquises au prix de leur sang.

> M. Mourgues fut nommé pour remplacer M. Dumouriez, mais il n'entra pas en exercice.

46. Antoine-Martin de Lajard, fut porté au ministère, le 16 juin 1792; il se retira le 17 juillet de la même année, et conserva le porte-feuille jusqu'au 24 dudit mois.

47. M. Franqueville d'Abancourt, neveu de M. de Calonne, succéda au précédent, le 24 juillet 1792, et se retira le 10 août suivant. Il fut décrété d'accusation, et massacré à Versailles, dans l'affreuse journée du 9 septemb. 1792.

> M. Clavières, ministre des contributions publiques, eut par *interim* le porte-feuille de la guerre du 10 au 21 août 1792.

Joseph Servan, est nommé de nouveau ministre de la guerre, le 10 août 1792; il prend possession le 21 du même mois, et exerce jusqu'au 6 octobre 1792.

> M. Le Brun, ministre des relations extérieures, administra par *interim* depuis le 7 jusqu'au 18 octobre 1792.

48. M. Pache, Suisse d'origine, est porté au

à l'ancien rég. du mestre-de-camp-général de cav[alerie]
commandant. le sieur de [illegible] (théodore), il a
servi avec M. de Lessart, et les princes [illegible]

ministère, le 18 octobre 1792, et remercié le
février 179

49. Pierre Riel, comte de Beurnonville général des armées françaises, déjà célèbre p la prise de Mons, de Merzicq et de Freder bourg, fut nommé ministre de la guerre, le février 1793; il exerça jusqu'au 11 mars suiva puis rappelé le 14 du même mois, il n'admini tra que jusqu'au 30. Il fut depuis général chef des armées de la Moselle et de Sambre Meuse; il est aujourd'hui sénateur et grand ficier de la légion d'honneur.

M. Le Brun, ministre des affaires étrangè administre par *interim* le porte-feuille de guerre, depuis le 30 mars jusqu'au 3 avril 17

50. Jean-Baptiste-Noel Bouchotte, en au ministère, le 4 avril 1793, et en sortit le avril 17

Alexandre-François-Marie, vicomte de Beauharnais, général des armées françaises et cien député de la noblesse aux États-Généra est nommé ministre de la guerre, mais il re cet emploi. Il meurt victime d'un juge révolutionnaire, le 25 juillet 1794.

Des commissions exécutives sont substituées ministères, le 1 avril 1794.

ANTOINE PILLE fut alors nommé commis-
e de l'organisation et des mouvemens des
ées de terre, mais il n'administra que jus-
u 6 novembre 1795, que les ministères fu-
rétablis.

E-BAPTISTE-ANNIBAL AUBERT-DU-
icien général en chef de l'armée des
herbourg, fut nommé ministre de la
e du rétablissement des ministères; il
qu'au 6 février suivant, qu'il alla en
à Constantinople. Il mourut le 15 dé-
1797.

UDE PETIET, ancien subdélégué de
ce de Bretagne, et commissaire or-
, remplaça M. Aubert-Dubayet au
le la guerre, le 8 février 1796; il ad-
s affaires de ce département avec une
t une capacité qui impriment à sa mé-
respect sans borne. Il se démit le 25
7. Il fut intendant général de la grande-
ais membre du sénat conservateur et
cier de la légion d'honneur. Il mourut
1806.

LAZARE HOCHE, général en chef des ar-
es des côtes de Brest et de Cherbourg, et de

Sambre et Meuse, fut nommé ministre
guerre, en remplacement de M. Petiet: i
il refusa d'accepter cet emploi. Il mo
Wetzlaer, en septembre 1797.

53. Barthélemy-Louis-Joseph Schéré
cien général en chef de l'armée d'Italie, est
au ministère de la guerre, le 25 juillet 17
quitta ce département le 26 février 1799,
reprendre le commandement de l'armée d'I
où il n'essuya que des revers.

54. Louis-Marie-Antoine Milet-Mur
général des armées françaises, fut nomm
nistre de la guerre, le 26 février 1799. Il s
tira le 2 juillet de la même année.

55. Charles-Jean-Jules, prince de Po
Corvo, aujourd'hui prince royal de Su
succède au précédent au département
guerre, le 2 juillet 1799. Il se retire le 15
tembre suivant.

Le général Milet-Mureau, dont il a été qu
à l'article 54, est chargé par *interim* du
feuille de la guerre, du 16 au 24 septembr

56. Edmond-Louis-Alexis Dubois de C
cé, est nommé ministre de la guerre, le 2
tembre 1799; il entre en exercice le 25 du

et administre ce département jusqu'au 10
ıbre 1799.

S. A. S. Monseigneur Louis-Alexandre
ıier, prince de Neufchatel et de Wa-
, est porté au ministère de la guerre, le
ıvembre 1799; il quitte ce ministère le 2
suivant, pour prendre le commandement
ırmée de réserve.

n article reviendra.

. Lazare-Nicolas-Marguerite Carnot,
ıommé au ministère de la guerre, le 3 avril
). Il administra ce département jusqu'à l'é-
ue de sa retraite, arrivée le 8 octobre de la
ne année.

S. Exc. Monseigneur Lacuée, comte de Cessac, fut chargé par *interim* des fonctions de ministre de la guerre, le 6 mai 1809, jusqu'au 22 du même mois.

. A. S. Monseigneur Louis-Alexandre Ber-
ıer, prince de Neufchatel et de Wagram,
ıommé de rechef ministre de la guerre, le 8
ıbre 1800; il administra ce département
u'au 9 août 1807.

S. Exc. Monseigneur Lacuée, comte de Cessac, fut de nouveau chargé de l'*interim* le 8 octobre 1800 jusqu'au 13 novembre suivant.

ministère, le 18 octobre 1792, et
février.

49. Pierre Riel, comte de Bu
général des armées françaises, déj
la prise de Mons, de Merzicq et
bourg, fut nommé ministre de la
février 1793; il exerça jusqu'au 11
puis rappelé le 14 du même mois,
tra que jusqu'au 30. Il fut depui
chef des armées de la Moselle et d
Meuse; il est aujourd'hui sénateur
ficier de la légion d'honneur.

M. Le Brun, ministre des affair
administre par *interim* le port
guerre, depuis le 30 mars jusqu'a

50. Jean-Baptiste-Noel Bouch
au ministère, le 4 avril 1793, et e
avril.

Alexandre-François-Marie, vic
harnais, général des armées fr
cien député de la noblesse aux E
est nommé ministre de la guerre
cet emploi. Il meurt victime
révolutionnaire, le 25 juillet 17

Des commissions exécutives sont s
ministères, le 1 avril 1794.

Louis-Antoine Pille fut alors nommé commissaire de l'organisation et des mouvemens des armées de terre, mais il n'administra que jusqu'au 6 novembre 1795, que les ministères furent rétablis.

1. Jean-Baptiste-Annibal Aubert-Dubayet, ancien général en chef de l'armée des es de Cherbourg, fut nommé ministre de la rre lors du rétablissement des ministères; il ça jusqu'au 6 février suivant, qu'il alla en assade à Constantinople. Il mourut le 15 débre 1797.

2. Claude Petiet, ancien subdélégué de endance de Bretagne, et commissaire ornateur, remplaça M. Aubert-Dubayet au istère de la guerre, le 8 février 1796; il adistra les affaires de ce département avec une grité et une capacité qui impriment à sa mére un respect sans borne. Il se démit le 25 let 1797. Il fut intendant général de la grandeée, puis membre du sénat conservateur et id-officier de la légion d'honneur. Il mourut 5 mai 1806.

Louis-Lazare Hoche, général en chef des armées des côtes de Brest et de Cherbourg, et de

nistre-directeur de l'administration de
le 8 mars 1800. Il exerça jusqu'au 3 ja

Il porte d'argent, au griffon essorant
au comble d'azur, chargé à senestr
étoiles et d'un croissant d'or, et à
franc quartier de tout ministre.

2. S. Exc. Monseigneur le comte L
Cessac, grand aigle de l'ordre impérial d
d'honneur, ministre d'état, général de
ministre-directeur de l'administrati
guerre, en exercice depuis le 3 janvie

Il porte de gueules, à l'autruche d'
queue panachée de même, la patte d
par un lacet d'or, et la tête tournée
effleurant le franc quartier de comte
qui est d'azur à la tête de lion arrach

26. fév. m^r le comte d

ISTRES DE LA MARINE.

ne française doit son premier établisse-
'empereur Charlemagne. Ce grand mo-
rant, par ses conquêtes, considérable-
gmenté ses états, créa une marine for-
pour veiller à la sûreté de ses frontiè-
se trouvaient bornées par l'une et l'au-
Ses vaisseaux croisèrent constamment à
hure des rivières, sur les côtes de Fran-
emagne, de Provence et de toute l'Ita-
attirent partout les barbares qui vou-
enter des descentes, ou s'opposent à ses

iccesseurs de ce grand prince négligè-
marine, jusqu'à l'époque où les croisa-
s Philippe I, Louis VII, Philippe-Au-
saint Louis, obligèrent ces monarques à
nstruire des vaisseaux et à former des

erre que Charles V eut à soutenir contre
ais, le porta à établir sa marine sur un

Sous les regnes suivans, la marine et
merce tombèrent dans un oubli total, e
Henri IV méditait de relever l'un et
lorsque le fer assassin vint trancher ses j
sage Sully, son ministre fidele et chér
plus d'une fois répété, *que dans l'établ*
d'une marine formidable, était le principe
de la grandeur nationale, et que les rois de
aidés du peuple guerrier et courageux q
avait commis sous leur domination, devai
difficulté devenir les seuls arbitres de la ch
et donner absolument la loi à leurs voisi

Le cardinal de Richelieu immortalisa
nistère par l'exécution du projet que Su
conçu; et la marine française, sortie p
néant, compta bientôt une flotte de s
quinze voiles, qui soumirent les Calvi
La Rochelle, et rendirent enfin Louis

Espagne et l'Italie, et qui préparèrent si efficacement le règne brillant de Louis XIV.

Mais il était réservé à l'illustre Colbert, d'élever la marine française et le commerce au plus haut degré de splendeur et de prospérité. *Voyez* son article, page 172.

Le ministre de la marine et des colonies a dans son département : la levée, la surveillance, la discipline et le mouvement des armées navales, les avancemens, les récompenses et les secours à accorder aux officiers et matelots; l'administration des ports, arsenaux, approvisionnemens et magasins de la marine; la construction, la réparation, l'entretien et l'armement des vaisseaux, navires et bâtimens de mer; les grandes flèches de la marine; les hôpitaux de la marine; la correspondance avec les consuls et vice-consuls, pour tout ce qui est relatif à son département; le service, le régime et l'administration de toutes les colonies.

Chronologie historique des ministres secrétaires d'état ayant le département de la marine.

1. Hugues de Lionne, marquis de Fresne et

seigneur de Berni, était ministre
commission de la marine, sous l'a
du cardinal Mazarin; il vendit c
M. de Colbert, après la mort du
nistre; il administra aussi le dépa
affaires étrangères, en 1663. *Voy*
Il mourut le 1 septembre

2. JEAN-BAPTISTE COLBERT, dit le
trôleur général des finances, et min
maison du roi, fut pourvu par Louis
partement de la marine, après la
M. de Lionne. Dévoué à la gloire de
et à celle de sa patrie, ce ministre sa
et généreux, donna tous ses soins à la
d'une marine, qui pût faire respecter
français dans les vastes mers que nos
parcouraient, soit pour protéger et f
pérer le commerce, soit pour résister
ques de nos ennemis. En cinq ans d
augmenta la marine de cinquante va
guerre, huit galères et vingt brulots;
qu'en 1672 la France comptait soix
seaux de ligne et quarante frégates;
prospérité s'accrut encore en 1681,
puissance possédait cent quatre-ving

bâtimens de guerre, et cent soixante-six mille hommes de toutes les classes pour les monter. Louis XIV et la France seront donc à jamais redevables à ce ministre de l'éclat et de la splendeur qu'il a portés dans la marine, le commerce et les arts. *Voyez* page 132 aux contrôleurs généraux. Il mourut le 6 septembre 1683.

3. Jean-Baptiste Colbert, marquis de Seignelay, fils aîné du précédent, suivit les traces de son père, et acheva d'élever la marine et le commerce de France au plus haut degré de splendeur et de prospérité. Il dirigea lui-même, en 1684, l'expédition que Louis XIV ordonna contre les Gênois, et força ces fiers républicains à envoyer leur doge et quatre sénateurs, faire leurs soumissions au roi. Il avait obtenu, dès 1675, la survivance de son père, et fut ministre de la maison du roi, avant que d'arriver au département de la marine. Il mourut le 3 novembre 1690.

4. Louis Phelypeaux de Pontchartrain, contrôleur général des finances, fut pourvu, en 1690, du département de la marine, à la mort de M. de Seignelay. Il administra aussi le département de la maison du roi, et devint chan-

celier de France, en 1699. Il mourut le cembre

5. JÉRÔME PHELYPEAUX DE PONTCHAI fils du précédent, avait obtenu, dès 1(survivance de son père, dans la charge d taire d'état; il administra le départeme marine, jusqu'à l'époque de sa démissio née en 1715. Il fut aussi ministre de la du roi. *Voyez* page 101. Il mourut en

* Le duc d'Orléans, régent, établit des pour chaque partie de l'administratio que en 1715, et dès lors les secrétair se trouvèrent sans fonctions.

Le conseil de la marine fut composé du r d'Etrées, du maréchal de Tessé, de Vauvray, Ferrand, de Bonrepos, de Co de Champigny, de Renau, d'Asfeld; d lier d'Orléans, grand prieur de France des galères; de Bidé de la Grand'v Court.

En 1718, les conseils furent supprimés crétaires d'état rétablis.

6. JOSEPH-JEAN-BAPTISTE FLEURIAU MENONVILLE, fut fait secrétaire d'état, vrier 1716, et obtint le département de rine, en octob. 1718; il devint garde des le 28 février

Charles-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenville, comte de Morville, succède à son , dans le département de la marine, le 9 l 1722 ; il fut porté au ministère des affaires ngères, après la mort du cardinal Dubois, 1723.

. Jean-Frédéric Phelypeaux de Pontchartrain, comte de Maurepas, fils de Jérôme lypeaux de Pontchartrain, dont il est ques- à l'article 5, fut pourvu du ministère de la ine, en 1723. Il avait exercé celui de la mai- du roi, en 1718. Il fut principal ministre 1774. *Voyez* page 28. Il mourut le 21 nov. l, après avoir quitté la marine en 1749.

. Antoine-Louis de Rouillé, comte de y, succéda au département de la marine, ès la disgrace de M. de Maurepas, et passa, 1754, au département des affaires étrangères. *yez* page 90. Il mourut le 20 sept. 1761.

0. Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville, contrôleur général des finances et garde sceaux, obtint le département de la marine, 4 juillet 1754 ; il l'exerça jusqu'à l'époque a disgrace, arrivée le 2 février 1757.

11. François-Marie Peirei
contrôleur général des finances,
vrier 1757, et se démit le 1 juin 1
le 3 mai

12. Claude-Louis, marquis
lieutenant général des armées na
à M. de Moras, et se démit cinq
mourut le 15 août

13. Nicolas-René Berryer,
néral de police, est porté au mini
rine, le 1 novembre 1758, et d
sion pour devenir garde des sceau
mourut le 15 août

14. Etienne-François, duc
Stainville, colonel général de
ministre de la marine, en 1761.
ticle page 28, aux principaux r
démit de ce département en

15. César-Gabriel de Choi
Praslin, cousin du précédent,
département de la marine, au mo
il se retire en 1771, et meurt en

16. Pierre-Etienne-François

is, exerce le 9 avril 1771, se démet en
et meurt en 1783.

Anne-Robert-Jacques Turgot, contrô-
énéral des finances, fut porté au ministère
marine, en 1774; mais il s'en démit en
C'était un homme d'une ame forte, que
ne pouvait écarter de la justice, même à la
et dans les premières places; il n'avait que
passions, celle des sciences et celle du
public. Un jour, en sortant du conseil,
dit : *il n'y a que M. Turgot et moi qui ai-*
le peuple. Il était l'intime ami du ver-
ministre d'état, M. de Lamoigon de Mal-
es; c'est assez dire qu'il était homme de
Il mourut le 18 mars 1781.

Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Ga-
de Sartines, succède à M. Turgot, en
, et fait les plus grands efforts pour mettre
marine sur un pied respectable. Il se re-
en 1780.

Charles-Eugène-Gabriel de La Croix,
chal de Castries, exerce en 1780, et se dé-
n 1787.

César-Henri de La Luzerne, succède

au maréchal de Castrie, en 178
en

21. Charles-Pierre Claret
conseiller d'état à vie, sénateur
de la légion d'honneur, gouver
des Tuileries, fut nommé minist
le 25 octobre 1790; il se démit le
et mourut en

22. Antoine-Guillaume-Mar
entre au ministère, le 16 mai 17
le 17 septembre suivant.

23. Antoine-François-Bertr
ville, exerce après la retraite de
et se retire le 10 mars

24. Jean de La Coste, exer
1792, et se retire le 9 juillet de l

25. François-Joseph Gratet
entre au ministère, le 21 juillet
tire le 10 août suivant.

26. Gaspard Monge, comte d
bre de l'institut de France, sén
officier de la légion d'honneur, e
10 août 1792 jusqu'au 10 avril

27. JEAN D'ALBARADE, exerce le 10 avril 1793, en qualité de ministre de la marine et des colonies.

Une loi du 1 avril 1794, ayant supprimé tous les ministères, les remplaça par des *commissions*, dont les chefs prirent le titre de *commissaires*. M. d'Albarade fut continué en cette qualité jusqu'au 6 juillet 1795, qu'il fut remplacé par M. Jean-Claude Redon de Beaupréau. M. David fut adjoint de la commission de la marine et des colonies.

Le 5 novembre 1795, les ministères furent rétablis.

28. LAURENT-JEAN-FRANÇOIS TRUGUFT, fut appelé au ministère de la marine, lors du rétablissement des divers départemens ministériels (5 novembre 1795). Il se retira le 16 juillet 1797.

Il est aujourd'hui grand officier de la légion d'honneur, vice-amiral, et préfet maritime à Anvers.

29. GEORGES-RENÉ PLÉVILLE-LE-PELLEY, succède à M. Truguet au département de la marine; il donne sa démission le 3 mai 1798. Il devint sénateur et grand-officier de la légion d'honneur. Il mourut le 1 octobre 1805.

30. EUSTACHE BRUIX, est nommé ministre de

la marine et des colonies, en rempla
M. Pléville-le-Pelley. Il se retire le 12 j
Il devint conseiller d'état et grand of
légion d'honneur, sous le règne de l
Napoléon. Il mourut le 18 mars

31. Marc-Antoine Bouvardon, cc
de la marine à Anvers, est porté au
en remplacement de M. Bruix, et r
23 novembre

32. Pierre-Alexandre-Laurent
est nommé ministre de la marine, le
bre 1799; il donne sa démission le 1 o

33. S. Excell. Monseigneur Den
Decrès, vice-amiral, grand officier de
grand aigle de la légion d'honneur, g
de l'ordre royal d'Espagne, inspecte
des côtes de la Méditerranée, ministr
rine en exercice, depuis le 3 oct.

Il porte d'azur, aux trois croissans d'
sés deux et un, une ancre d'or ave
brochant sur le croissant de poin
de comte-ministre qui est d'azur
lion arrachée d'or, brochant sur le

MINISTRES

DE LA POLICE GÉNÉRALE.

département de la police générale a été
tué par une loi du 2 janvier 1796. Il a dans
ttributions l'exécution des lois relatives à la
ce générale, à la sûreté, et a la tranquillité
rieure de l'empire; la police des prisons,
sons d'arrêt, de justice et de réclusion, la ré-
sion de la mendicité et du vagabondage, le
ntien de l'ordre public et les affaires concer-
t la haute-police de l'état.
e 15 septembre 1802, ce ministère avait été
primé, et toutes ses attributions réunies au
artement du grand juge ministre de la jus-
; mais il fut rétabli le 10 juillet 1804, par un
ret spécial de l'empereur Napoléon.

hronologie historique des Ministres de la Police générale.

. Armand Gaston Camus, membre de l'a-
émie des inscriptions et belles-lettres, et de

l'institut de France, député de la vil
aux Etats-Généraux, fut nommé mi
police générale lors de la création de
ment; mais il refusa d'exercer et dc
mission deux jours après sa nomin
janvier

2. PHILIPPE-ANTOINE MERLIN, con
pire, succéda à M. Camus, au dépa
la police générale, et en donna sa
pour passer à celui de la justice, le 3

3. M. COCHON DE LAPPARENT, rem
comte Merlin, et exerça jusqu'au 16

4. M. LENOIR-LAROCHE, comte d
sénateur, fut porté au ministère de l
nérale le 3 juillet 1797, se retir
même mois.

5. PIERRE-JEAN-MARIE SOTTIN, ren
comte Lenoir-Laroche, et exerce j
février

6. M. DONDEAU, administre ce d
jusqu'à l'époque de sa démission, 15

7. M. LECARLIER, est nommé mi
police générale le 16 mai 1798; il dc
mission le 29 octobre suivant.

. M. Duval, exerce depuis le 29 octobre
8, jusqu'à l'époque de sa démission, donnée
2 juin 1799.

. M. Bourguignon, conseiller en la cour
périale de Paris, magistrat-officier du parquet
la haute-cour impériale, fut nommé ministre
la police générale, en remplacement de
Duval. Il exerça jusqu'à l'époque de sa dé-
ssion, donnée le 20 juillet 1799.

10. S. Ex. Monseig. Fouché, duc d'Otrante,
nd aigle de la légion d'honneur, grand'croix
l'ordre royal de l'aigle d'or de Wurtemberg, au-
ard'hui ministre d'état et sénateur, fut porté
département de la police générale, le 20 juil-
1799, et l'administra jusqu'au 15 sept. 1802.

A cette époque ce ministère fut supprimé et toutes ses attributions réunies au département du grand juge ministre de la justice.

Mais le 10 juillet 1804 le département de la police générale fut rétabli par un décret spécial de l'empereur Napoléon.

S. Ex. Monseigneur Fouché, duc d'Otrante, ateur, fut remis en exercice lors de la réinsti-tion de ce ministère; il l'administra jusqu'au juin 1810.

† II. S. Ex. Monseigneur Savary, duc
vigo. grand aigle de la légion d'honneu
de-camp de l'Empereur, grand'croix d
grand ducal de la Fidélité de Bade, gé
division, ministre de la police générale, l
cice depuis le 3 juin

Il porte d'azur, au chevron d'or accost
de deux molettes d'éperon d'argent;
d'un sabre de cavalier posé en pal
chef de duc qui est de gueules, sem
d'argent.

INISTRES DES CULTES.

MPEREUR Napoléon a institué ce minis-
le 9 juillet 1804. Il a, dans ses attributions,
ésentation des projets de loi, réglemens,
ets et décisions touchant la matière des
s; la proposition à la nomination de S. M.,
ujets propres à remplir les pláces de mi-
es des différens cultes; l'expédition des or-
ances pour le paiement de ces ministres;
ssociations religieuses et de charité; la cir-
cription des paroisses, succursales et églises
istoriales; les séminaires, et enfin tout
ui concerne l'administration des différens
es.

istres des cultes, depuis leur institution.

JEAN-ETIENNE-MARIE DE PORTALIS, mem-
de l'institut de France, ancien avocat au
ement d'Aix, fut nommé ministre des cultes
0 juillet 1804. Les vertus dont il avait fait
ession toute sa vie se manifestèrent avec

emportant les regrets de ses contempora
25 août

a. S. Ex. Monseigneur le comte Bic
Préamenеu, grand officier de la légion
neur, chevalier de l'ordre royal de la Cou
de fer, membre de l'institut, ministre des
en exercice.

Il porte de sable, à trois têtes de léopar
languées de gueules, posées deux et une
quartier de comte-ministre, qui est d'a
tête de lion arrachée d'or.

MINISTRES

DES

MANUFACTURES ET DU COMMMERCE.

Ce département a été institué le 22 juin 1811, par S. M. l'empereur Napoléon.

Il a, dans ses attributions, la direction et l'administration du commerce ; son mouvement dans les ports et dans les diverses places de l'intérieur ; les manufactures et les réglemens de police qui y sont relatifs ; la formation et l'administration des manufactures de produits indigènes ; l'examen des divers procédés d'amélioration des fabriques ; la nomination des commissionnaires, courtiers et agens de change ; la correspondance avec les consuls, près les puissances étrangères, pour les affaires qui concernent le commerce ; le rapport de toutes les affaires soumises et à soumettre au conseil des prises, et dont il y a lieu à rendre compte à l'Empereur.

seil, et sans qu'il fût besoin qu'ils eus
patentes ou commissions. Il suffisait qu
fît l'honneur à celui qu'il y appelait de l'
avertir de s'y trouver, pour qu'il fût,
seul, *ministre d'état;* et ce titre honorab
perdait point, quand même on cessai
appelé au conseil.

Le titre et les fonctions de ministre d
rent supprimés en 1791; mais l'empereu
léon-le-Grand, depuis son avénement au
a rétabli ce titre en 1809, et l'a conféré
sieurs grands fonctionnaires de l'empir

Ministres d'Etat, nommés depuis le r
sement de ce titre.

1. S. Ex. Monseig. Emmanuel Cretet
de Champmol, et ministre de l'intérieur,
28 novembre 1809. *Voyez* page 112.

2. S. Ex. Monseig. le comte Lacuée
sac, depuis ministre-directeur de l'adm
tion de la guerre. *Voyez* page 168.

3. S. Ex. Monseig. le comte de La
grand chancelier et grand aigle de la
d'honneur, membre du sénat conservat
l'institut de France.

Il porte écartelé, au premier de comte-sénateur, au deuxième de gueules à trois barres d'or, au chef cousu d'azur, chargé de trois étoiles d'or ; au troisième bandé d'azur et d'or de six pièces à la bordure de gueules, au franc-canton d'argent ; au quatrième d'or, à une bande de gueules chargée de trois alérions d'argent, sur le tout un abîme, d'or à la croix de gueules, au chef de sinople, à la bande d'argent, chargée de trois roses de gueules.

S. Ex. Monseigneur Michel-Louis-Etienne naud de Saint-Jean-d'Angely, comte de pire, grand procureur général près la haute-r, secrétaire de l'état de la famille impériale, id officier de la légion d'honneur, grand'croix 'ordre royal de Wurtemberg, membre de titut de France.

Il porte d'azur, chargé en abîme d'un coq d'argent, la patte droite posée sur un 4 de sable, surmonté en chef d'une étoile d'argent, avec bordure componée or et sable ; quartier de comte-ministre.

S. Ex. Monseigneur le comte Defermon, d officier de la légion d'honneur, conseiller at, intendant général du domaine extraor-ire de la couronne.

S. Ex. Monseigneur Jean-Baptiste Treil-), comte de l'empire, grand officier de la

légion d'honneur. président de la section de législation du conseil d'état. Mort le 1 décembre 1810.

7. S. Ex. Monseig. le duc D'OTRANTE, grand aigle de la légion d'honneur, ancien ministre de la police générale, membre du sénat conservateur. *Voyez* page 183.

8. S. Ex. Monseig. JEAN-BAPTISTE NOMPÈRE, comte DE CHAMPAGNY, duc DE CADORE, ex-ministre de l'intérieur et des relations-extérieures, aujourd'hui ministre d'état, grand aigle de la légion d'honneur, grand chancelier de l'ordre impérial de la Réunion, intendant général de la maison de l'Empereur. *Voyez* pages 96 et 111.

NOTA. *Pour les anciens ministres d'état, voyez le chapitre intitulé* CONSEIL DU ROI *ou* CONSEIL D'ÉTAT *proprement dit.*

CONSEIL D'ÉTAT.

L'INSTITUTION du conseil d'état est aussi ancienne que la monarchie. Nos rois, ne pouvant remplir par eux-mêmes tous les objets du gouvernement de leurs états, ont dans tous les temps appelé près d'eux quelques uns de leurs sujets, en qui ils ont reconnu le plus de capacité, d'expérience et d'affection à leur service, pour les consulter, et même se reposer sur eux d'une partie de l'administration publique.

Pharamond avait son conseil, composé seulement de quatre personnes, par l'avis desquelles il rédigea les lois saliques en un seul corps de lois.

Mérovée augmenta ce conseil de plusieurs graves et doctes personnages, et le chef de cette assemblée fut créé grand référendaire, c'est-à-dire chancelier du royaume.

Pepin, voulant partir pour faire la guerre aux Lombards, laissa en France quelques personnes de son conseil pour veiller en son absence à

l'administration des affaires publiques, et tint les autres auprès de sa personne.

Charlemagne avait constamment auprès personne deux ou trois gens de son conseil se relevaient successivement, pour être tou prêts lorsqu'il jugeoit à propos de les consi

Ce même monarque assemblait souven conseil, et y faisait discuter devant lui l faires les plus importantes.

Les autres rois de la seconde et ceux de la sième race en ont tous usé de même pour conseil, lequel a toujours eu pour objet to qui peut avoir trait à l'administration de l'

C'est du sein du conseil du roi ou du co d'état qu'est sorti le parlement, lors de so stitution par Philippe-le-Bel, en 1302.

Sous la troisième race le conseil d'éta d'abord appelé le petit conseil ou l'étroit seil, ensuite le conseil secret ou privé, et le conseil d'état ou privé.

L'étroit conseil était composé de cinq g officiers de la couronne, savoir :

Le sénéchal,

Le connétable,

Le bouteiller,

mbrier,
ncelier.

iq personnages étaient, à proprement
s ministres du roi; ils signaient tous ses
il leur adjoignait, quand il jugeait à
quelques autres personnes distinguées,
vêques, barons, ou sénateurs.

l'an 1413, le nombre des conseillers
pendait de la volonté du roi; sous le
Philippe-le-Long, en 1316, on trouve
composé ainsi qu'il suit :

s de France, comte de Valois, prince
oncle de Philippe-le-Long;

de France, comte d'Evreux, prince du
re du précédent;

s de France, comte de la Marche,
u sang, et depuis roi, sous le nom de
V, dit le Bel;

le France, comte de Clermont, et duc
on, prince du sang;

e France, baron de Charolais, prince
frère du précédent;

de France, comte d'Artois, troisième
prince du sang;

Gui IV, de Chatillon, comte de Saint-Paul;

Amédée le Grand, comte de Savoie;

Jean II, dauphin de Viennois;

Robert VII, dit le Grand, comte d'Auvergne et de Boulogne;

Jean I, comte du Forez;

Berault X, sire de Mercœur;

Gaucher de Chatillon, connétable de France

Mile des Noyers, sire de Vandœuvre;

Le sire de Sully;

Guillaume d'Harcourt, seigneur d'Elbœuf queux de France;

Le *sieur* de Reynel;

Le *sieur* de Trie, père;

Messire de Machy;

Jean de Beaumont, maréchal de France;

Jean de Corbeil, *id.*;

Le *sieur* Herpin d'Erquéry;

L'archevêque de Rouen;

L'évêque de Saint-Malo;

Gilles Aycelin de Montagu, chancelier France;

ce qui fesait en tout vingt-cinq conseillers. C pendant Guillard, dans son Histoire du cons du roi, dit qu'un grand nombre de persona

onsidérables, dont il ne peut rapporter les oms, étaient admises dans ce conseil.

En 1350, le conseil était beaucoup moins ombreux, et se trouvait composé seulement e cinq personnes; savoir:

Le chancelier,

Le sieur de Trie,

Le sieur de Beaucou, chevalier,

Enguerrand du petit collier,

Et Bernard Fermant, trésorier.

Dans la suite, le nombre de ceux qui avaient entrée au conseil varia beaucoup; il fut tantôt augmenté, tantôt diminué (1). En 1413, Charles VI,

(1) Plusieurs familles illustres de France ont donné des conseillers d'état dès les quinzième et seizième siècles, indépendamment de ceux qui se trouvent mentionnés depuis 1680. Ces familles sont celles de Savary, Jubert, Lignon, Séguier, de l'Aubespine, de Neufville-Villeroi, Hurault, de Marbeuf, Phelyppeaux, Gilbert de Voisins, Danglois de Motteville, de Machault, Méliand, Lefèvre de Caumartin, d'Ormesson, Lebret, Defortia, Devoyer d'Argenson, Amelot, Menardeau, de Montholon, Mesmin de Toucheprés, Courtin de Tanqueux et de Monthl, Maignart, d'Escoubleau-d'Alluye, Le Camus, Le Dubois, de Berulle, de Frémont, Canaye de Fresne, de Marais de la Prade, Boyslève de la Grillière, Pibrac, Maisson, Du Puy, Forget, de Ryantz, Le Charron, de Barmes, Le Coigneux, de Nesmond, Talon, etc. etc.

dit le bien-aimé, fixa à quinze le
gens de son conseil; mais ce nombr
tellement dans la suite, que Lou
obligé, en 1657, de réduire à vingt
lers de judicature les gens de son co
douze *ordinaires* pour servir toute
les quatorze autres partagés égalem
semestres. Il y ajouta trois conseille
trois d'église. En 1664, 1667, 167
y eut encore des changemens dans le
tat, qui firent varier le nombre des

En 1799, l'empereur Napoléon fi
des conseillers d'état de trente à qu
l'augmenta quelques années après,
soins du service ordinaire hors des
du service extraordinaire.

Le grand nombre et la diversité
qui étaient de nature à être portée
d'état, avaient engagé nos rois à le
différentes séances ou sections, dc
avait pris le nom de la matière qui y

Louis XI fut le premier qui partag

a forma deux; et sous Louis XIII et ses succes-
:urs, il y en avait cinq; savoir :

1° Le conseil des affaires étrangères ou con-
il d'état proprement dit;

2° Le conseil des dépêches;

3° Le conseil royal des finances;

4° Le conseil royal de commerce (1);

5° Le conseil d'état privé ou des parties.

Cependant cette organisation subit parfois
rtains changemens, tant par rapport à l'objet
chaque séance, que pour la dénomination
s conseils.

Mais de nos jours, l'empereur Napoléon a di-
é son conseil d'état en cinq sections; savoir :

1° La section de législation;

2° De l'intérieur;

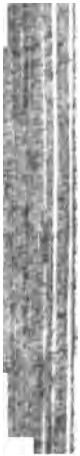
3° Des finances;

4° De la guerre;

5° De la marine.

Et outre les conseillers d'état désignés pour
ervice ordinaire de chacune de ces sections,
a des conseillers d'état chargés du service

(1) Chacun de ces conseils a un article spécial, qui
rouve un peu plus avant.



La liste de l'un et de l'autre service
par l'empereur, et lorsqu'un memb
seil d'état a été porté pendant cinq an
liste du conseil en service ordinaire
conseiller d'état à vie, et en reçoit le
lorsqu'il cesse d'être porté sur la liste
d'état en service ordinaire ou extraor
n'a droit qu'au tiers du traitement de
d'état.

Le conseil d'état développe le sen
sur le renvoi qui lui en est fait par l'
des objets en litige ou des questions

Il prononce également d'après le
lui est fait par l'empereur :

1° Sur les conflits qui peuvent s'é

e présentées au corps législatif, et des
ıs d'administration publique qui doi-
: arrêtés par l'empereur.
ERREUR préside le conseil d'état quand il
propos.
INCES DE LA FAMILLE IMPÉRIALE,
INCES de L'EMPIRE, grands dignitaires,
INISTRES, sont membres du conseil
:t peuvent assister à ses séances.

'ers d'état créés depuis l'an 1680 *jus-qu'en* 1813.

:s-Maurice le Tellier, archevêque et duc
s, pair de France.
; de Bethoulat de Fromenteau, ambassa-
Espagne.
ıs Lefevre d'Ormesson, seigneur de Le-
yen des maîtres des requêtes, conseiller
l conseil, et président aux requêtes du

Jacques Renouard, sieur de Villayer,
: de l'académie française, et maître des
s.
: Poncet de la Rivière, comte d'Ablys,
les requêtes.

Ferdinand de Neuville de Villeroy, é
de Chartres.

François Rouxel de Médavy de Grancé
chevêque de Rouen.

Michel de Marillac, maître des requête

Louis Boucherat, seigneur de Compan
tre des requêtes, depuis chancelier de Fr

Louis le Tonnelier, seigneur de Br
contrôleur général des finances.

Louis l'Aîné, seigneur de la Margueri
mier président du parlement de Dijon.

Claude Bazin, seigneur de Bezons,
général au grand conseil.

Henri Pussort, conseiller au grand con

Daniel de Voisins, seigneur de Cérisy
vôt des marchands de la ville de Paris.

Honoré Courtin, seigneur des Menu
Chanteraine, maître des requêtes, fils d
cureur général du parlement de Rouen.

Cyprien Bénard, sieur de Rezé, mai
requêtes.

Gaspard Fieubet, chancelier de la rein

Louis-François Lefevre de Caumartin
fils du garde des sceaux.

s Barrin, seigneur de la Galissonnière,
:s requêtes.
Bouchu, maître des requêtes.
arillon, seigneur d'Amoncourt et de
, ambassadeur en Angleterre.
s d'Aligre, conseiller au parlement,
fils du chancelier de France.
-André Jubert, seigneur de Bouville,
: d'Alençon.
le Pelletier de Morfontaine, prévôt
hands, depuis contrôleur général des

de Pommereu, président au grand
prévôt des marchands.
is d'Argouges, premier président du
t de Bretagne.
: Bignon, avocat général au parlement

le Pas, marquis de Feuquières.
: Desmarets, marquis de Maillebois,
ntrôleur général des finances.
aptiste Colbert, marquis de Seignelay,
de l'académie française, surintendant
les bâtimens du roi, arts et manufac-
rance, contrôleur général des finances.

Vincent Hotman, seigneur de Fontenay, intendant des finances.

François de Clermont-Tonnerre, évêque comte de Noyon, et depuis évêque de Langres.

Gabriel-Nicolas de la Reynie, maître des requêtes, lieutenant général de police de la ville de Paris.

Claude-Charles Voisin du Plessis de la Noraye, intendant de Hainault.

Jean Rouillé, comte de Meslay.

Le marquis de Villars.

Michel le Pelletier de Souzy, avocat du roi au Châtelet.

Henri d'Aguesseau; il fut père de l'illustre chancelier.

Antoine de Ribeyre, président au grand conseil.

Jacques de Mesmes, comte d'Avaux, seigneur de Roissy.

M. de Pommereuil, intendant de Bretagne.

Chrétien-François de Lamoignon, marquis de Basville, ancien avocat général, et président à mortier au parlement de Paris.

Nicolas-Auguste de Harlay, seigneur de Bonneuil, intendant de Bourgogne.

Dreux-Augustin Dugué de Bagnols.

Louis Phelyppeaux de Pontchartrain, devint
ancelier de France en 1699.

Jean Phelyppeaux de Pontchartrain, frère du
écédent, intendant de Paris.

Nicolas Heudebert du Buisson, intendant des
nces et président au grand conseil.

Jacques Amelot de Chaillou, doyen des maî-
es des requêtes, aïeul du ministre des affaires
rangères.

Michel de Chamillart, secrétaire d'état et con-
rôleur général des finances.

Louis-Urbain Lefevre de Caumartin, marquis
Saint-Ange, intendant des finances

Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenon-
, depuis ministre de la marine et garde des
ux.

nri de Fourcy, comte de Chessy, prévôt
archands de la ville de Paris.

uis de Chauvelin, seigneur de Grisenoy,
ant de Picardie et de Franche-Comté; il
e du garde des sceaux.

el-François Voisin, seigneur de la Noraie,
chancelier de France.

d'Argouges, marquis de Rannes.

Michel Amelot, marquis de Gournay,

Philippe de Courcillon, marquis de Dangeau

Michel-André Jubert de Bouville, avocat général en la cour des aides.

Achille de Harlay, quatrième du nom, comte de Beaumont, avocat général au parlement de Paris, fils du premier président.

Henri Thiard de Bissy, évêque de Meaux.

Jérôme Bignon, troisième du nom, intendant de Picardie, prévôt des marchands de la ville de Paris, et fils de l'avocat général au parlement de Paris.

Jérôme Bignon, quatrième du nom, seigneur de Blanzy, membre honoraire de l'académie des inscriptions et belles-lettres, intendant de la Rochelle, et neveu du précédent.

Jean-Paul Bignon, oncle du précédent, l'un des quarante de l'académie française, abbé de Saint-Quentin, et connu sous le nom de l'abbé Bignon.

Louis Bechameil, marquis de Nointel, intendant de Bretagne.

Michel-Robert le Pelletier des Forts, depuis contrôleur général des finances et ministre d'état.

Gabriel, comte de Briord

Hilaire Rouillé du Coudray; procureur général en la chambre des comptes, et directeur des finances.

Marc-Antoine Bosc du Bouchet, intendant de Limoges.

Pierre Cardin Lebret, premier du nom, seigneur de Flacourt et de Pantin, premier président du parlement d'Aix.

Jean-Etienne Bouchu, seigneur de Lessart, intendant de Grenoble.

Nicolas-Joseph Foucault, intendant à Caen.

Hercule Boucaud.

Hardouin Fortin de la Hoguette, archevêque de Sens.

Raymond-Balthazar Phelyppeaux d'Herbault, lieutenant général des armées du roi.

François Guyet, seigneur de la Faye, intendant des finances.

Alexandre le Rebours, intendant des finances.

Roger Brulart, marquis de Puysieux et de Berny, ambassadeur de France en Suisse.

Félix le Pelletier de la Houssaye, intendant d'Alsace, et depuis contrôleur général des finances.

Jacques Poulletier, intendant des finances.

Charles Boucher, seigneur d'Orsay, intend de Grenoble.

Jean-Baptiste Desmarets de Vaubourg, int dant de Besançon.

Marc-René de Voyer de Paulmy, marq d'Argenson, depuis garde des sceaux et c trôleur général des finances.

Charles-Henri Malon, seigneur de Bercy, tendant des finances.

Charles Trudaine, seigneur de Montigny, tendant de Dijon.

Henri-Charles-Arnaud de Pomponne, a de Saint-Médard de Soissons.

Nicolas Frémont d'Auneuil, marquis Rosay, doyen des doyens des maîtres des quêtes.

Yves-Marie de la Bourdonnaye, seigneu Cotyon.

Louis Fagon, intendant des finances.

Louis le Goux de la Berchère, comte Rochepot, maître des requêtes et conseill parlement de Paris.

Guillaume Dubois, depuis cardinal et mier ministre.

François-Dominique de Barberie de S

ıtest, depuis ministre des affaires étran-
ɜs.

Jrbain-Guillaume de Lamoignon de Courson.
ndant de Bordeaux.

ierre-Hector le Guerchois, seigneur de Sainte-
ombe, intendant de Besançon.

ouis de Bernage, seigneur de Saint-Maurice,
ndant d'Amiens.

ouis de Clermont-Montglat, comte de Che-
ny, baron de Rupt, ambassadeur en Allema-
et en Danemarck.

ouis, marquis de Brancas, des comtes de
calquier, depuis maréchal de France, et am-
sadeur extraordinaire en Espagne.

ean-Baptiste-Antoine de Brancas, frère du
cédent, évêque de La Rochelle, puis arche-
ue d'Aix.

hilippe-Claude de Beaufort-Montboissier,
quis de Canillac, brigadier des armées du

ierre-Antoine de Castagnère de Châteauneuf,
vôt des marchands.

ntoine-François Ferrand, seigneur de Ville-
, intendant de Dijon et de Rennes.

harles-François de Vintimille, des comtes

de Marseille, comte du Luc, ambassadeur en Suisse et en Autriche.

Claude Le Blanc, depuis ministre de la guerre.

René-Louis de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, intendant de Maubeuge, fils aîné du garde des sceaux et frère du ministre de la guerre. Il devint ministre des affaires étrangères.

Louis-Charles de Machault, seigneur d'Arnouville, lieutenant général de Police de Paris, puis président du grand conseil ; il est père du garde des sceaux de ce nom.

Nicolas-Prosper Bauyn d'Angervilliers, depuis ministre secrétaire d'état au département de la guerre.

Antoine-François Meliand, intendant d'Amiens et de Pau.

Henri-François de Paule Le Fèvre d'Ormesson d'Amboile, intendant des finances.

Louis-Auguste-Achille de Harlay, intendant de Paris.

Jean-Baptiste de Gaumont, intendant des finances.

Louis de Thésut, abbé de Saint-Martin de Laon.

Jean-Frédéric Phelyppeaux de Pontchartrain,

mte de Maurepas, ministre de la marine et de maison du roi.

Charles-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenonville, comte de Morville, fils du garde des eaux, devint ministre des affaires étrangères.

Bernard Chauvelin de Beauséjour, intendant Amiens, maître des requêtes.

Gaspard-François Le Gendre, seigneur de ormoy, intendant de Tours.

Jean Guynet, seigneur d'Arteil, intendant Caën.

Gabriel-Michel Petit de Ravannes.

Gabriel Taschereau, seigneur de Baudri et de gnières, lieutenant général de police et intenant des finances.

Claude-Félix Le Pelletier de La Houssaye, gneur de Signy, fils du contrôleur général des ances.

Charles-Gaspard Dodun, contrôleur général finances.

Jacques-Joseph Vipart, marquis de Silly, utenant général des armées du roi.

Paul-Esprit Feydeau de Brou, intendant de tagne, puis garde des sceaux.

Pierre-Charles Lambert, seigneur d'Herbigny, maître des requêtes.

Louis Phelyppeaux, comte de Saint-Florentin, connu postérieurement sous le nom de duc de La Vrillière.

Charles-Joseph de Fortia, seigneur de Chailly, président du grand conseil.

François-Victor Le Tonnelier de Breteuil, ministre secrétaire d'état du département de la guerre.

Germain-Louis de Chauvelin, seigneur de Grosbois, avocat général au parlement de Paris, puis garde des sceaux de France et ministre des affaires étrangères.

Jean-Baptiste-Louis Berryer, comte de la Ferrière, doyen des maîtres des requêtes.

Pierre Arnaud de La Briffe de Ferrière, intendant de Dijon.

Louis-Michel Berthelot, seigneur de Moncheone, conseiller d'honneur au parlement et intendant des finances.

Marc-Pierre de Voyer de Paulmy d'Argenson, lieutenant général de police de la ville de Paris, membre honoraire de l'académie royale des sciences et ministre de la guerre, était second

;arde des sceaux, et frère du ministre
res étrangères.

Jacques Amelot de Chaillou, depuis mi-
es affaires étrangères.

Louis d'Usson, marquis de Bonac, am-
ır en Suisse.

-François de Paule d'Aguesseau, avocat
au parlement de Paris.

Hérault, seigneur de Vaucresson, lieu-
énéral de police, puis intendant de Pa-

ırd-César-Charles Lescalopier de Nourar,
ıt de Champagne.

-Guillaume Jubert de Bouville, inten-
Orléans.

-Basile de Bernaye de Saint-Maurice,
des marchands.

Baptiste-Paulin d'Aguesseau de Fresne,
les requêtes.

el-Charles Trudaine, intendant des fi-

e-Hyacinthe-Toussaint de Brancas, comte
ste, plénipotentiaire du roi en Suède.

e Cardin Lebret, deuxième du nom,

comte de Selles, intendant de Provence, et premier président du parlement d'Aix.

Jean-Henri Orry de Fulvy, intendant des finances.

Michel-Etienne Turgot de Sousmons, prévôt des marchands.

Pierre Poulletier, seigneur de Nainville.

Gabriel-Jacques de Salignac, marquis de Fénélon, ambassadeur en Hollande, lieutenant général des armées du roi.

François-Victor Le Tonnelier de Breteuil, ministre de la guerre.

Pierre-Gilbert de Voisins, avocat général.

Julien-Louis Bidé de La Granville, intendant des finances.

Jean-Baptiste de Félix, comte de Muy, conseiller au parlement d'Aix, commandant en Provence.

Gaspard-Moïse de Fontanier, premier président du grand conseil.

Jean-François Dufour de Villeneufve, maître des requêtes.

Jean-François de Creil de Bournezeau, intendant des finances.

an Moreau de Séchelles, depuis contrôleur
ral des finances.

abbé de Saint-Cyr, sous-précepteur du dau-

ntoine de Chaumont de La Galaisière, in-
ant en Lorraine.

ierre-Paul Gilbert de Voisins, premier pré-
nt du parlement, fils de l'avocat général.

an de Boullongne, intendant des finances.

enri-François de Paule d'Ormesson d'Am-
e, premier du nom, intendant des finances,
l du contrôleur général.

laude-François Poncher, seigneur de Fouin-

ntoine-Louis Rouillé, depuis ministre de la
ine et des affaires étrangères.

ntoine-Louis Lefèvre de Caumartin, pre-
r président du grand conseil.

ean-Baptiste de Machault d'Arnouville, con-
eur général des finances, et depuis ministre
a marine et garde des sceaux.

ouis-Philogène Bruslart, marquis de Pui-
x et de Sillery, ministre des affaires étran-
s.

Claude-Henri Feydeau de Marvi
général de police.

Jacques-Dominique Barberie c
ambassadeur en Suisse.

Jean-Joseph Languet, archevê

Jean Le Nain, intendant de La

Dreux-Augustin Dugué, doye
des requêtes.

Charles-Etienne Le Pelletier de
seiller au parlement, intendant d

Bertrand-René Pallu, intendan

Louis-François de La Bourdon
ler au parlement, intendant de Ro

Barthélemy de Vanolles, inten
sillon, maître des requêtes.

Nicolas-René Berryer, lieuten
police, puis ministre de la ma
des sceaux.

Guillaume Castanier d'Auriac,
dent au grand-conseil.

Marie-François de Paule Lefèvr
frère du contrôleur général des fi

Jacques-Bernard Chauvelin d
intendant des finances, et anc
d'Amiens et maître des requêtes.

nçois-Dominique Barberie de Saint-Con-
ministre des affaires étrangères.

toine-René de Voyer d'Argenson, marquis
ulmy, ministre de la guerre.

n-Baptiste-Elie Camus de Pontcarré de
ıes, intendant de Bretagne.

bbé de Marbeuf, aumônier de la reine.

ôme d'Argouges de Fleury, lieutenant ci-
. châtelet de Paris.

ınçois de Baschi-Saüssan, comte de Cailar,
ıssadeur en Portugal.

ude-François de Canillac, abbé de Fé-
, commandeur de l'ordre du Saint-Esprit.

uis-Urbain-Aubert de Tourny, intendant
ırdeaux.

ınçois-Marie Peirenc de Moras, contrôleur
al des finances, puis ministre de la marine.

ın-Antoine Olivier de Senozan, président
ınquêtes.

ın-Louis Moreau de Beaumont, intendant
nances.

ınçois-Joachim de Pierre, comte et cardinal
rnis, ministre d'état et des affaires étrangères.

Louis-Jean Bertier de Sauvigny, intendant de Paris.

Trudaine de Montigny.

Jean-Nicolas de Boullongne, intendant des finances, fils du contrôleur général.

Louis-Charles-Vincent de Salaberry, abbé de Sainte-Croix de Bordeaux, et conseiller en la grand chambre.

Louis Cardevaque, marquis d'Havrincourt, ambassadeur en Suède.

Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bertin, comte de Bourdeilles, premier baron de Périgord, lieutenant général de police, puis contrôleur général des finances et ministre d'état.

Charles-Amable-Honoré Barentin, père du garde des sceaux de France.

Jean-François de Joly de Fleury, contrôleur général des finances.

Jean-Baptiste-Paulin d'Aguesseau de Fresne, comte de Compans, fils du chancelier.

Nicolas de Bouillé, doyen des comtes de Lyon, évêque d'Autun.

Louis-Augustin Bertin, dit l'abbé Bertin, ancien conseiller au parlement de Bordeaux.

Jacques Pineau de Lucé, intendant d'Alsace.

enne-François Bourgéois de Boynes,
la marine.

ul, marquis d'Ossun, grand d'Es-
assadeur en Espagne, et ministre

anuel Guignard, vicomte de Saint-
ndant de Languedoc, père du mi-
maison du roi.

Jérôme Bignon, avocat général au
il, prévôt des marchands.

Charles-François de l'Averdy, con-
ral des finances.

mmanuel Langlois.

laise Méliand, seigneur de Thoisy,
e Soissons.

e-François-Jérôme d'Argouges de
utenant civil au châtelet de Paris.

obert Boutin, intendant des finances.

nçois Ogier, président honoraire au
le Paris, ambassadeur en Danemarck.

sile de Bernage de Vaux, fils du pré-
chands.

illaume de Blair de Boisdemont, in-
Strasbourg.

Maynon d'Invault, président au

grand conseil, depuis contrôleur
finances.

Henri-Joseph Bouchard d'Espar
san, vicomte d'Aubeterre, lieuter
des armées du roi, ambassadeur à B

Jean-Armand de Bussuejouls de
évêque de Senlis.

Antoine-Raymond-Jean-Gualber
Sartine, lieutenant général de poli
nistre de la marine.

Pierre-Jean-François de La Porte
Cochin, intendant des finances.

Jean-François-Marie Fargès de P
des maîtres des requêtes.

Jean-Baptiste-François de la Mich
seiller d'honneur au parlement,
marchands.

Denis de Peguilhan Peguillem d
abbé de Saint-Chignan et du Breui
l'oratoire du roi.

Michel Bouvart de Fourqueux,
général des finances.

Bastard, premier président du
Toulouse.

Joseph-Marie Terray, conseiller

le Paris, ministre d'état et contrôleur
les finances.

François de Monteynard, ministre de

.

ı, intendant des finances.

'rançois Poisson de Vandières, marquis
rs et de Marigny, directeur et ordon-
énéral des bâtimens et jardins du roi,
que de la marquise de Pompadour.

Nicolas-Victor de Félix, comte de Muy,
de France et ministre de la guerre.

s Gravier de Vergennes, ministre des
trangères.

François de Paule d'Ormesson-d'Am-
:uxième du nom, contrôleur général
ces.

ıe-Jean Amelot de Chaillou, depuis mi-
la maison du roi.

:-Joseph Clos, lieutenant général civil
et de police de la prévôté de l'hôtel et
évôté de France.

:-François Lizarde de Radonvilliers,
Saint-Loup de Troyes.

laptiste-Claude Dufour de Villeneuve,
:s requêtes.

Chrétien-Guillaume de Lamoignon sherbes, ministre de la maison du r chancelier.

François-Jean Orceau de Fontète, au grand conseil.

Louis-Gabriel Taboureau des Reau leur général des finances.

Jean-Charles-Pierre Lenoir, lieute ral de Police.

Bellanger.

Drouin de Vandeuil.

Jean-Jacques de Vidaud de la cien premier président du parlemen noble.

Louis-Robert, comte de Saint-Ger nistre de la guerre.

Antoine-Jean-Baptiste Auget, Montyon.

François Fargès, intendant des fina tre des requêtes honoraire, ancien de Bordeaux.

Alexandre-Eléonor-Marie de Saint prince de Montbarrey, ministre de la

Jérôme-Frédéric Bignon, conseiller ment, bibliothécaire du roi.

de-Guillaume Lambert, depuis contrô-
néral des finances.

s-Pierre Saunier, doyen des doyens des
des requêtes.

i-François de Cotte, président au grand

laume-Joseph Duplex de Bacquencourt.

les-Eugène-Gabriel de la Croix, marquis
ries, maréchal de France, ministre de la

ppe-Henri, marquis de Ségur, maréchal
ice, ministre de la guerre.

s-Auguste le Tonnelier de Breteuil, ancien
adeur à Vienne et en Russie, ministre de
on du roi, et ministre d'état.

ine-Louis-François Lefevre de Caumar-
évôt des marchands.

fontholon.

ine de Chaumont, deuxième du nom,
s de la Galaisière.

s le Pelletier de Morfontaine, ancien
des marchands.

les-Alexandre de Calonne, contrôleur
des finances, ministre d'état.

Henri-Cardin-Jean-Baptiste d'
fresne.

Jacques de Flesselles, prévôt
Christophe Pajot de Marcheval
Nicolas Dupré de Saint-Maur
dant de Berry.

Charles-René Mérault de Ville
maîtres des requêtes.

Jean-François-Claude Perrin
Chevilly.

Charles-Henri Feydeau de Bro
garde des sceaux.

Denis-François Angran d'Alle
Armand-Marc, comte de Mo
Hérem, ministre des affaires étr
Pierre-Charles-Laurent de Vill
leur général des finances, puis
maison du roi.

Louis-Marie-Anathase de Lom
Brienne, ministre de la guerre,
cipal ministre.

Le comte d'Angivillers.

Le comte de Vintimille.

César-Henri, comte de la Luz
de la marine.

Albert.

Charles-Armand-Augustin, marquis de Pons.

Louis-Pierre de Chastenet, comte de Puygur, ministre de la guerre.

Louis Thiroux de Crosne, lieutenant général de police.

L'abbé Royer.

Dufresne, directeur général du trésor public.

MM. Gérard de Rayneval,
De Semonin,
Durucy,
Du Pont, tous quatre chefs et premiers commis au département des affaires étrangères, furent honorés du titre de *conseillers d'état*.

Une loi du 27 avril 1791 supprime le conseil d'état; mais l'empereur Napoléon le rétablit en 1799.

S. Exc. Mgr. le comte Defermon, depuis ministre d'état, intendant général du domaine extraordinaire de la couronne.

M. le comte du Châtel, directeur général de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

De Vaisnes.

Dufresne, directeur général du trésor public.

Dubois des Vosges, préfet du département de la Gironde.

Le comte Jollivet.

S. Exc. Monseigneur le duc de Massa grand juge ministre de la justice.

Le comte Boulay, chargé du content douanes.

Le comte Berlier, président du co prises.

Le chevalier Moreau de Saint-Méry.

Emmery, comte de Grozyeulx, com de la légion d'honneur, aujourd'hui sé

Le comte Réal, chargé du pre rondissement de la police générale de l

Bartolucci.

S. Exc. Monseigneur le maréchal Br

S. Exc. Monseigneur le comte Dejean grand officier de l'empire, premier in général de l'arme du génie, et ministı partement de l'administration de la

S. Exc. Monseigneur le comte de C puis ministre directeur de l'administı la guerre.

S. Exc. Monseigneur le maréchal M duc de Raguse.

S. Exc. Mgr. Petiet, ancien mini guerre, et depuis sénateur.

S. A. R. le prince de Ponte Corvo, depuis nce royal de Suède.

S. Exc. M. le comte Ganteaume, grand offi- r de l'empire, inspecteur général des côtes l'Océan.

S. Exc. Monseigneur le comte de Champagny, c de Cadore, ministre d'état, ancien ministre l'intérieur et des relations extérieures.

Le comte Cafarelli, grand officier de la légion nneur.

Le comte de Najac, commandant de la légion nneur.

S. Exc. M. le comte Claret de Fleurieu, an- n ministre de la marine.

Le baron Lescalier, préfet colonial à la Gua- loupe.

Le comte Redon, commandant de la légion nneur, depuis sénateur.

Le baron Malouet, commandant de la légion nneur.

Van der Heim.

S. Exc. Le comte Rœderer, aujourd'hui séna- r, et ministre-secrétaire d'état du grand du- é de Berg et de Clèves.

S. Exc. Monseigneur le comte Regnaud de nt-Jean-d'Angely, ministre d'état.

Le comte Dubois, ancien préfet de police.

Benesech, ancien ministre de l'intérieur.

Emmanuel Cretet, comte de Champmol, depuis ministre de l'intérieur.

S. Exc. Monseigneur Chaptal, comte de Chanteloup, sénateur, ancien ministre de l'intérieur.

Le comte Fourcroy, directeur général de l'instruction publique.

S. Exc. Mgr. le comte Barbé-Marbois, depuis ministre du trésor impérial, et aujourd'hui premier président de la cour des comptes.

Le comte Français de Nantes, directeur général de la régie des droits réunis.

Miot, administrateur général en Corse.

S. Exc. le comte Portalis, depuis ministre des cultes.

Gouvion Saint-Cyr.

Le comte Shée, aujourd'hui sénateur, commandant de la légion d'honneur.

Le comte Thibaudeau, préfet des Bouches du-Rhône.

S. Exc. Monseigneur Truguet, ancien ministre de la marine.

Le comte Bérenger, directeur général de la caisse d'amortissement.

Le comte Mathieu Dumas, directeur général
s revues et de la conscription militaire.
Le comte Bruneteau de Sainte-Suzanne,
ral de division, aujourd'hui sénateur, ›
and officier de la légion d'honneur.
Bertin, préfet colonial à la Martinique.
Bourienne, depuis ministre plénipotentiaire
Hambourg.
S. Exc. le comte Bigot de Préameneu, au-
urd'hui ministre des cultes.
S. Exc. le comte Treilhard, ministre d'état.
Le comte Laumond directeur gén. des mines.
Le comte Pelet de la Lozère, chargé du
uxième arrondissement de la police générale
l'empire.
Le comte Galli, commandant de la légion
honneur.
S. Exc. le comte Collin de Sussy, aujourd'hui
inistre des manufactures et du commerce.
Le comte Dauchy, intendant des finances des
ovinces Illyriennes.
Le général Dessoles.
Bruix, ancien ministre de la marine.
Forfait, ancien ministre de la marine.
Le comte Dupuy, depuis sénateur.

Le comte Muraire, premier président de la cour de cassation.

Le chevalier Gau, chargé de la direction de la première section de l'administration de la guerre.

S. Exc. le maréchal Jourdan.

S. Exc. le comte de Ségur, aujourd'hui grand-maître des cérémonies.

Le comte Bourcier, général de division, chargé de la direction de la troisième section de l'administration de la guerre.

S. Exc. Mgr. le comte Siméon, aujourd'hui ministre de la justice de S. M. le roi de Westphalie.

Le comte Begouen.

Le comte de la Valette, directeur général des postes.

De Loë, comte d'Imstenraedt; depuis sénateur.

S. Exc. Monseigneur le comte Mollien, aujourd'hui ministre du trésor impérial.

S. Exc. Monseigneur le duc de Feltre, aujourd'hui ministre de la guerre.

Le comte Frochot, préfet du département de la Seine.

S. Exc. le comte de Montalivet, aujourd'hui ministre de l'intérieur.

)mte Blanc d'Hauterive, garde des archi-
relations extérieures, membre du con-
sceau des titres.
)mte Corvetto, commandant de la légion
:ur.
:c. le comte Beugnot, ministre des finan-
;rand-duché de Berg.
)mte Maret, directeur général de l'admi-
on des vivres de la guerre.
)mte Jaubert, gouverneur de la banque
:ce.
)mte Bergon, directeur général de l'ad-
ation des forêts.
cc. Monseigneur le comte Daru, depuis
e-secrétaire d'état.
)mte Gassendi, général de division.
)mte Merlin, procureur général impérial
cour de cassation, ancien ministre de la
et de la police.
)mte Jullien, général de brigade, préfet
irtement du Morbihan.
:c. Monseigneur le comte Otto, ambassa-
Vienne.
ievalier Albisson.
ievalier Faure.

Le comte de Saint-Martin de la Motte, sénateur.

Le comte de Saint-Marsan, ambassad Prusse.

Le comte de la Forest, ambassadeur pagne.

Le comte Chaban, président de la com de liquidation à Hambourg.

Le comte Molé, directeur général d et chaussées.

Le chevalier Vincent Margnola.

Le chevalier Giunti.

Le comte Neri de Corsini, membre d du sceau des titres.

Le baron Etienne-Denis Pasquier, an cureur général du conseil du sceau de préfet de police, officier de la légion d'h

S. Exc. le comte Andréossi, grand la légion d'honneur, grand chancelier d impérial des trois toisons d'or.

Le comte Portalis, ex-directeur gé l'imprimerie et de la librairie, fils de ministre des cultes.

Le baron de Chauvelin, intendar ronne.

Le chevalier Degérando, baron de Ramthzau-
n, intendant à Barcelonne.
Le chevalier Appelius.
Le baron le Camus de Néville.
Le duc de Dalberg, chevalier de la légion
honneur.
Le baron de Pommereuil, général de divi-
n, directeur général de l'imprimerie et de la
rairie.
Le baron Quinette de Rochemont, chargé de
comptabilité des communes et des hôpitaux,
ès le ministre de l'intérieur.
Le chevalier Gogel, intendant des finances et
trésor en Hollande.
Le chevalier van Maanen, premier président
la cour impériale de la Haye.
Le chevalier de la Malle.
Le comte Chasseloup-Laubat, général de
rision.
Le baron Louis, chevalier de la légion d'hon-
ur.

CONSEIL DU ROI,

DIT AUSSI

CONSEIL D'ETAT

ET DES AFFAIRES ÉTRANGERE

Le conseil du roi, proprement dit, é
premier département du conseil d'état;
occupait de tout ce qui était relatif à la
la guerre, et aux négociations avec le
sances étrangères. Il était composé d'u
nombre de personnes choisies par le r
vant lesquelles le secrétaire d'état cha
département des affaires étrangères
compte au roi des choses sur lesquelles il
lieu à délibérer.

Ceux qui étaient appelés à ce conseil a
à ce seul titre, la qualité de *ministre d'é*
ils la conservaient à perpétuité, même lor
cessaient d'assister à ses séances.

Le roi présidait à ce conseil, quand il le jugeait à propos.

Le dauphin y avait droit de séance.

Le duc de Bourgogne, fils du dauphin, y fut appelé pendant plusieurs années.

Le chancelier de France y représentait toujours le roi.

Conseillers d'État appelés au Conseil du Roi, depuis l'an 1680 jusqu'en 1790.

François de Beauvilliers, duc de Saint-Aignan, pair des quarante de l'académie française, et lieutenant général des armées du roi.

Paul de Beauvilliers, fils du précédent, ministre d'état, chef du conseil des finances, et gouverneur du duc de Bourgogne, père de Louis XV.

Jean-Baptiste Colbert, marquis de Torcy, ministre des affaires étrangères.

Philippe, deuxième du nom, duc d'Orléans, régent de France, pendant la minorité de Louis XV.

Louis-Henri, duc de Bourbon-Condé, depuis premier ministre.

Louis-Auguste de Bourbon, duc du Maine.

Louis-Alexandre de Bourbon, comte d
louse.

Louis de Rouvroi, duc de Saint-Simon

François de Neufville, duc de Villero
réchal de France.

Henri, duc d'Harcourt, maréchal de I

Jacques Bazin de Bezons, maréchal de I

François le Bouthillier de Chavigny,
évêque de Troyes.

Louis Phelyppeaux, marquis de La
lière, comte de Saint-Florentin, sec
d'état.

Louis-Armand, prince de Conty.

Antoine de Grammont, duc de Guich
de France.

Henri-Jacques de Caumont, duc de la
pair de France.

Louis-Antoine de Pardaillan-de-Gondri
d'Antin, pair de France.

Michel le Pelletier de Souzy.

Philippe-Claude de Montboissier-Bea
marquis de Canillac, brigadier des arm
roi.

Guillaume Dubois, depuis cardinal e
mier ministre.

Armand Bazin de Bezons, archevêque de ɔuen.

Claude Leblanc, secrétaire d'état au départe-ɛnt de la guerre.

Félix le Pelletier de la Houssaye, contrôleur néral des finances.

Louis Fagon, intendant des finances.

Charles de Bourbon-Condé, comte de Chalois.

Paul-Hippolyte de Beauvilliers, duc de Saintgnan, pair de France, ambassadeur à Rome.

Jacques de Fitz-James, duc de Berwick, machal de France.

Pierre d'Artagnan de Montesquiou, maréchal France.

Charles-Armand de Gontaut, marquis, puis ıc de Biron, maréchal de France.

Armand Gaston, cardinal de Rohan, grand mônier de France, l'un des quarante de l'acamie française.

Michel Robert le Pelletier des Forts, depuis ntrôleur général des finances.

Michel de Chamillart, contrôleur général des ances.

Daniel-François de Voisin, ministre de la

guerre, puis garde des sceaux et chancel
France.

Nicolas Desmarets, marquis de Maill
contrôleur général des finances.

Louis, premier du nom, duc d'Orléan
mier prince du sang, fils du régent.

Claude-Louis-Hector, maréchal duc
lars.

André-Hercule de Fleury, cardinal, p
ministre.

Charles-Jean-Baptiste de Fleuriau-d
nonville, comte de Morville, minist
affaires étrangères, fils du garde des sea

Nicolas du Blé, maquis d'Huxelles, m
de France.

Camille d'Hostun, duc de Tallard, m
de France.

Jean-Frédéric Phelyppeaux, comte d
repas, principal ministre.

Victor-Maurice, duc d'Estrées, maré
France, connu aussi sous le nom de m
de *Cœuvres*, ministre d'état.

Pierre Guérin de Tencin, cardinal,
vêque d'Embrun, ministre d'état.

René-Louis de Voyer de Paulmy, m

Argenson, intendant du Hainault, fils aîné du
rde des sceaux.

Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, comte d'Ar-
nson, lieutenant général de police, et depuis
inistre de la guerre, deuxième fils du garde
s sceaux.

Jean-Jacques Amelot de Chaillou, ministre-
crétaire d'état au département des affaires
rangères.

Nicolas-Prosper Bauyn d'Angervilliers, mi-
st[illegible] la guerre.

Philibert Orry, comte de Vignory, contrô-
ur général des [illegible]nces.

Louis Philogène Brulart de Sillery, marquis
Puysieux, ministre des affaires étrangeres.

Alphonse-Marie-Louis de Saint-Severin d'A-
gon.

Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville,
rde des sceaux.

Adrien-Maurice, duc de Noailles, maréchal
France, ministre d'état.

François-Dominique Barberie de Saint-Con-
t, ministre des affaires étrangères.

François-Marie Peirenc de Moras, contrôleur
néral des finances, puis ministre de la marine.

François-Joachim de Pierre, comte et car-

chal de Belle-Isle, ministre de la gue

Etienne-François, duc de Choiseul principal ministre.

Louis-Charles-César le Tellier d comte, puis duc d'Estrées, maréchal et ministre d'état

Louis Phelyppeaux, comte de rentin, puis duc de La Vrillière, mi maison du roi.

Nicolas-René Berryer, [redacted]re d et garde des sceaux.

Charles de Rohan, prince de Soub chal de France et ministre d'état.

César-Gabriel, comte de Choiseul de Praslin, secrétaire d'état au dépa la marine.

Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bert de Bourdeilles, ancien lieutenant

Emmanuel-Armand de Wignerod du Plessis-helieu, duc d'Aiguillon, ministre de la rre et des affaires étrangères

oseph-Marie Terray, contrôleur général.

ouis-Nicolas-Victor de Félix, comte de Muy, échal de France et ministre de la guerre.

harles Gravier de Vergennes, ministre des ires étrangères.

nne-Robert-Jacques Turgot, contrôleur gé-al des finances.

hrétien-Guillaume de Lamoignon-Malesher-, ministre de la maison du roi, fils du chan-er de France.

ntoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de ines, ministre de la marine.

exandre-Eléonor-Marie de Saint-Mauris, e de Mont-Barrey, ministre de la guerre.

rre Paul, marquis d'Ossun, grand d'Es-, ministre d'état, ambassadeur à Naples et agne.

les-Eugène-Gabriel de La Croix, marquis tries, maréchal de France, ministre de ne.

ope Henri, marquis de Ségur, maré-France, ministre de la guerre.

dinal de Bernis, ministre d'état et des affaires étrangeres.

Charles-Louis-Auguste Foucquet, duc et maréchal de Belle-Isle, ministre de la guerre.

Etienne-François, duc de Choiseul-Stainville, principal ministre.

Louis-Charles-César le Tellier de Louvois, comte, puis duc d'Estrées, maréchal de France et ministre d'état

Louis Phelyppeaux, comte de Saint-Florentin, puis duc de La Vrillière, ministre de la maison du roi.

Nicolas-René Berryer, ministre de la marine et garde des sceaux.

Charles de Rohan, prince de Soubise, maréchal de France et ministre d'état.

César-Gabriel, comte de Choiseul, puis duc de Praslin, secrétaire d'état au département de la marine.

Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bertin, comte de Bourdeilles, ancien lieutenant général de police, et contrôleur général des finances, depuis ministre d'état.

Etienne Maynon d'Invault, contrôleur général des finances.

nmanuel-Armand de Wignerod du Plessis-
elieu, duc d'Aiguillon, ministre de la
re et des affaires étrangères
seph-Marie Terray, contrôleur général.
uis-Nicolas-Victor de Félix, comte de Muy,
chal de France et ministre de la guerre.
arles Gravier de Vergennes, ministre des
es étrangères.
ne-Robert-Jacques Turgot, contrôleur gé-
l des finances.
rétien-Guillaume de Lamoignon-Malesher-
ministre de la maison du roi, fils du chan-
r de France.
toine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de
nes, ministre de la marine.
exandre-Eléonor-Marie de Saint-Mauris,
e de Mont-Barrey, ministre de la guerre.
erre Paul, marquis d'Ossun, grand d'Es-
e, ministre d'état, ambassadeur à Naples et
spagne.
arles-Eugène-Gabriel de La Croix, marquis
astries, maréchal de France, ministre de
arine.
ilippe Henri, marquis de Ségur, maré-
de France, ministre de la guerre.

Louis-Auguste Le Tonnelier de Breteuil
nistre de la maison du roi, et ministre d'

Charles-Alexandre de Calonne, contr
général des finances, ministre d'état.

Louis-Jules-Barbon Mancini-Mazarini-N
duc de Nivernois, membre de l'académie
çaise, ministre d'état, ancien ambassad
Rome, en Prusse et à Londres.

Etienne-Charles de Loménie de Bri
archevêque de Toulouse, puis de Sens
mier ministre, et cardinal.

Armand Marc, comte de Montmorin
Herem, ministre des affaires étrangères.

Michel Bouvard de Fourqueux, ministre

César Henri, comte de la Luzerne, m
de la marine.

Jacques Necker, contrôleur génér
finances, ministre d'état.

François-Emmanuel Guignard de St.-I
ministre de la maison du roi.

Charles Just, prince de Beauvau, m
de France, ministre d'Etat, membre de
démie française.

Jean-Georges Lefranc de Pompignan,
archevêque de Vienne, ministre d'état.

Jérôme-Marie Champion-de-Cicé, archevêque e Bordeaux, garde des sceaux, ministre d'état.

Jean-Frédéric, comte de la Tour-du-Pin, inistre de la guerre.

Charles-Pierre Claret-de-Fleurieu, ministre e la marine.

Duportail, ministre de la guerre.

Marguerite-Louis-François Duport du Tertre, inistre de la justice.

Claude-Waldec de Lessart, contrôleur général es finances, ministre de l'intérieur.

Tarbé, ministre des contributions et revenus ublics.

Antoine-François Bertrand de Molleville, inistre de la marine.

Benoît Cahier-de-Gerville, ministre de l'inrieur.

Louis-Victor-Théaux-Raphaël-Simon de Narnne, ministre de la guerre.

Ce conseil fut supprimé à la fin de 1792.

CONSEIL ROYAL

DES DÉPECHES.

Ce conseil paraît avoir été établi vers l'an
on y portait les affaires qui concernai
grande police, et l'administration de l'in
du royaume. On le nomma conseil des *Dé*
parceque, dans l'origine, les décisions
émanaient étaient renfermées dans les *dé*
ou lettres signées par un des secrétaires

Le président Hénault dit que, dans l
cipe de cette institution, tous ceux qu
taient à la séance de ce conseil, restaient d
même le chancelier, il n'y avait d'assis
sécretaire d'état lorsqu'il écrivait; m
usage a changé lorsque des particulie
déféré des procès ou des affaires d'un lo
bat à ce conseil, et tous les membres
bérèrent assis, ainsi que cela se pratiqua
les autres séances du conseil d'état.

Le roi présidait ce conseil quand il le
à propos.

Le Dauphin y avait droit de séance.

Le duc de Bourgogne, fils du Dauphin, y t appelé pendant plusieurs années.

Le chancelier de France y représentait le i.

Les 4 ministres secrétaires d'état avaient droit d'y assister, et s'y trouvaient assez comunément.

nseillers d'État appelés au Conseil royal des Dépêches, depuis l'an 1680 *jusqu'en* 1790.

Paul, duc de Beauvilliers, ministre d'état, uverneur du duc de Bourgogne.

François de Neufville, duc de Villeroi, maréal de France.

Nicolas Desmaretz, marquis de Maillebois, ntrôleur général des finances.

Louis, premier du nom, duc d'Orléans, prejier prince du sang, fils du régent.

ouis-Henri, duc de Bourbon, premier ministre,

ouis-Armand, prince de Conti.

Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenonlle, garde des sceaux.

Claude-Louis-Hector, duc de Villars, maréc de France.

Charles-Gaspard Dodun, contrôleur géné des finances.

André-Hercule de Fleury, cardinal, prem ministre.

Camille d'Hostun, duc de Tallard, maréc de France.

Nicolas du Blé, marquis d'Huxelles, ma chal de France.

Michel-Robert le Pelletier Desforts, cont leur général des finances.

Armand de Béthune, duc de Charost, li tenant général des armées du roi, chef du c seil royal des dépêches, en 1740.

Pierre Guérin de Tencin, cardinal, minis d'état.

Adrien-Maurice, duc de Noailles, maréc de France.

Paul-François de Béthune, duc de Béthu Charost, fils du duc Armand, dont il vi d'être question.

Jean-Baptiste de Machault d'Arnouvill contrôleur général des finances, depuis gar des sceaux, et ministre de la marine.

Alphonse-Marie-Louis de Saint-Severin Arragon.

Louis-Philogène Bruslart de Sillery, marquis Puisieux, ministre des affaires étrangères.

Antoine-René de Voyer d'Argenson, marquis Paulmy, ministre de la guerre.

Henri-François de Paule d'Aguesseau, avocat néral au parlement de Paris.

Jean Moreau de Séchelles, contrôleur général s finances.

François-Marie Peirenc de Moras, contrôleur néral des finances, puis ministre de la ma-e.

Charles-Louis-Auguste Foucquet, duc et ma-chal de Belle-Isle, ministre de la guerre.

Pierre-Gilbert de Voisins, conseiller d'état, cien avocat général.

Jean de Boullongue, contrôleur général des ances.

Nicolas-René Berryer, ancien lieutenant géné-l de police, puis ministre de la marine, et rde des sceaux.

Etienne-François, duc de Choiseul-Stainville, incipal ministre.

Louis-Charles-César le Tellier-Louvois, comte

d'Estrées, maréchal de France et ministre d'état.

Charles de Rohan, prince de Soubise, maréchal de France, et ministre d'état.

Henri-Léonard-Jean-Baptiste Bertin, comte de Bourdeilles, contrôleur général des finances, puis ministre d'état.

Jean-Baptiste Paulin d'Aguesseau de Fresne, comte de Compans.

Clément-Charles-François de Laverdy, contrôleur général des finances.

Etienne Maynon d'Invault, contrôleur général des finances.

Jean-François Joly de Fleury, contrôleur général des finances.

Joseph-Marie Terray, contrôleur général.

Emmanuel-Armand de Wignerod du Plessis-Richelieu, duc d'Aiguillon, ministre de la guerre et des affaires étrangères.

Louis Phelyppeaux, comte de Saint-Florentin, duc de La Vrillière, ministre de la maison du roi.

Pierre-Etienne-François Bourgeois de Boynes, ministre de la marine.

Louis François, marquis de Monteynard, ministre de la guerre.

Jean-Frédéric Phelyppeaux de Pontcharain, comte de Maurepas, principal ministre.

Louis-Jean Bertier de Sauvigny, intendant de ris.

Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de rtines, ancien lieutenant général de police, inistre de la marine.

Louis-Nicolas-Victor de Félix, comte de ny, maréchal de France et ministre de la guerre.

Charles Gravier de Vergennes, ministre des laires étrangères.

Anne-Robert-Jacques Turgot, contrôleur néral des finances.

Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malerbes, ministre de la maison du roi, fils du ancelier.

Louis Robert, comte de Saint-Germain, mistre de la guerre.

Antoine-Jean Amelot de Chaillou, ministre la maison du roi.

Louis-Gabriel Taboureau des Reaux, contrôur général des finances.

Alexandre-Eléonor-Marie de Saint-Mauris, ince de Montbarrey, ministre de la guerre.

Pierre Paul, marquis d'Ossun, grand d'Es-

pagne, ministre d'état, ambassadeur à
et en Espagne.

Charles-Eugène-Gabriel de la Croix,
de Castries, maréchal de France, mi
la marine.

Jean-Louis Moreau de Beaumont, i
des finances

Philippe Henri, marquis de Ségur, 1
de France, ministre de la guerre.

Louis-Auguste Le Tonnelier de Bret
nistre de la maison du roi.

Charles-Alexandre de Calonne, co
général des finances, ministre d'état.

Michel Bouvard de Fourqueux, co
général des finances.

Chrétien-François de Lamoignon de
garde des sceaux de France.

Louis-Jules Barbon Mancini-Mazarini
duc de Nivernois, ministre d'état.

Etienne-Charles de Loménie de B
archevêque de Toulouse, puis de Sen
cipal ministre, et cardinal.

Armand Marc, comte de Mont-Mor
Herem, ministre des affaires étrangère

Louis-Marie-Anathase de Loménie, c

ienne, ministre de la guerre, frère du principal ministre.

Pierre-Charles-Laurent de Villedeuil, contrôleur général des finances, puis ministre de la maison du roi.

Claude-Guillaume Lambert, contrôleur général des finances.

César Henri, comte de la Luzerne, ministre de la marine.

Jacques Necker, contrôleur général des finances, ministre d'état.

Albert, conseiller d'état.

Pierre-Louis de Chastenet, comte de Puységur, ministre de la guerre.

François-Emmanuel Guignard de St.-Priest, ministre de la maison du roi.

Le conseil royal des dépêches fut supprimé en 1790.

CONSEIL ROYAL

DES FINANCES.

Ce conseil qui avait été institué par Louis XI, fut réuni au conseil d'état en 1526, puis rétabli sous Henri II. Mais tant que la charge de surintendant des finances subsista, il ne tint aucune séance. Ce ne fut que lors de la suppression de cette charge, en 1661, que ses attributions et ses assemblées furent réglées par une ordonnance du 15 septembre.

C'était dans ce conseil que toutes les affaires qui concernaient l'administration des finances et les revenus de l'état étaient traités. On y portait aussi celles qui intéressaient le domaine, les droits de la couronne, les fermes du roi. On y jugeait les différends qui survenaient entre les fermiers et les traitans. Les affaires y étaient rapportées par le contrôleur général.

Les arrêts rendus dans les autres conseils du roi sur ces différentes matières, ne servaient pas toujours de règle, et l'on pouvait se pourvoir

. royal des finances en opposition de

présidait ce conseil quand il le jugeait

JPHIN y avait droit de séance.
: DE BOURGOGNE, fils du dauphin, y
é pendant plusieurs années.
NGELIER de France y représentait le roi.

ers d'Etat appelés au Conseil royal
ances, depuis 1680 *jusqu'en* 1790.

duc de Beauvilliers, ministre d'état,
eur du duc de Bourgogne, chef du con-
inances.
l de Chamillard, contrôleur général des

l le Pelletier de Souzy, avocat du roi au

-François d'Aguesseau, depuis chan-
e France.
René de Voyer de Paulmy, marquis
son, garde des sceaux de France, et
eur général des finances.
)h-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenon-
garde des sceaux.

Felix le Pelletier de la Houssaye, seigneur d Signy, contrôleur général des finances.

Hilaire Rouillé du Coudray, directeur d finances.

Nicolas Desmarets, marquis de Mailleboi contrôleur général des finances.

Henri-Jacques de Caumont, duc de la Fore pair de France.

Le marquis d'Effiat, vice-président.

Daniel-François Voisin, seigneur de la Nora garde des sceaux.

Armand Bazin de Bezons, archevêque Rouen.

Louis, premier du nom, duc d'Orléans, pr mier prince du sang, fils du régent.

Louis Henri, duc de Bourbon, premier n nistre.

Louis Armand, prince de Conti.

François de Neufville, duc de Villeroy, ma chal de France, ministre d'état, chef du c seil des finances.

Jean-Baptiste de Gaumont, intendant finances.

Louis Delavergne de Tressan, évêque Nantes.

:an-Jacques Amelot, ministre des affaires ngères.

ierre Gilbert de Voisins, avocat général.

abriel Taschereau, seigneur de Baudry, tenant général de police, et intendant des ices.

laude-Louis-Hector, duc de Villars, maré- de France.

ichel-Robert le Pelletier des Forts, contrô- général des finances.

ouis Fagon, intendant des finances.

harles-Gaspard Dodun, contrôleur général finances.

ndré-Hercule de Fleury, cardinal, premier istre.

milie d'Hostun, duc de Tallard, maréchal 'rance.

icolas Dublé, marquis d'Huxelles, maréchal 'rance.

rbain-Guillaume de Lamoignon de Courson.

ilibert Orry, comte de Vignory, contrôleur ral des finances.

rmand de Béthune, duc de Charost, lieu- nt général des armées du roi, fut fait chef onseil des finances en 1730, après la mort naréchal de Villeroy.

Paul-Esprit Feydeau de Brou, depuis garde des sceaux.

Paul-François de Béthune, duc de Béthune-Charost, fils du duc Armand dont il vient d'être question, fut déclaré chef du conseil royal des finances en 1745.

Henri-François de Paule Lefevre d'Ormesson d'Amboile, premier du nom, intendant des finances.

Jean-Baptiste de Machault d'Arnouville, contrôleur général des finances, depuis garde des sceaux, et ministre de la marine.

Daniel-Charles Trudaine, intendant des finances.

François-Dominique Barberie de St.-Contest, ministre des affaires étrangères.

Jean Moreau, seigneur de Sechelles, contrôleur général des finances.

François-Marie Peirenc, seigneur de Moras, contrôleur général des finances, puis ministre de la marine.

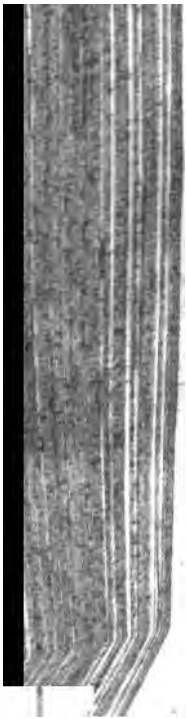
Jean de Boullongne, conseiller au parlement de Metz, contrôleur général des finances.

Henri-Leonard-Jean-Baptiste Bertin, comte de Bourdeilles, contrôleur général des finances, puis ministre d'état.

s-Dominique Barberie de Courteilles,
eur en Suisse.
nt-Charles-François de l'Averdy, con-
énéral des finances.
-Henri Feydeau de Marville, lieute-
éral de police.
icolas de Boullongne, intendant des

e Maynon d'Invault, contrôleur géné-
nances.
François de Paule Lefèvre d'Ormesson,
contrôleur général des finances.
ouis Moreau de Beaumont, intendant
ces.
-Marie Terray, contrôleur général des

nuel-Armand de Wignerod du Plessis-
u, duc d'Aiguillon, ministre de la guerre
faires étrangères.
rédéric Phelyppeaux de Pontchartrain,
Maurepas, principal ministre.
-Robert-Jacques Turgot, contrôleur
des finances.
Gabriel Tabourcau des Reaux, contrô-
éral des finances.



contrôleur général des fi

Charles Gravier de Ve
affaires étrangères.

Charles-Alexandre de
général des finances, mi

Jean-Charles-Pierre Le
ral de police.

Charles-Louis-Franç
garde des sceaux de Fran

En 1787, le conseil roy
au conseil royal des f

Louis-Jules Barbon Ma
duc de Nivernois, minis

Etienne-Charles de Lo
chevêque de Toulouse, p
ministre, et cardinal.

Chrétien-François de
sherbes, ministre de la m
nistre d'état.

Armand-Marc, comte d
Herem, ministre des affa

Henri-François de Paule d'Ormesson d'Amboile, deuxième du nom, contrôleur général des finances.

Louis-Auguste Le Tonnelier de Breteuil, ministre de la maison du roi.

Pierre-Charles-Laurent de Villedeuil, contrôleur général des finances, puis ministre de la maison du roi.

Charles-Guillaume Lambert, contrôleur général des finances.

Michel Bouvard de Fourqueux, contrôleur général des fianances, ministre d'état.

Antoine-Jean-Baptiste Auget, baron de Montyon.

César-Henri, comte de la Luzerne, ministre de la marine.

Jacques Necker, contrôleur général des finances, ministre d'état.

François-Emmanuel Guignard de St.-Priest, ministre de la maison du roi.

Le conseil royal des finances fut supprimé en 1790.

CONSEIL ROYAL

DE COMMERCE.

Toutes les affaires qui concernaien
périté du commerce et son adminis
nérale de terre et de mer, étaient
ce conseil.

Le Roi le présidait quand il le
propos.

Le Chancelier de France y repr
roi.

Le secrétaire d'état qui avait le
dans son département devait toujours

Le contrôleur général des finan
portait les affaires comme au conseil
finances.

*Conseillers d'Etat appelés au Con
de Commerce, depuis l'an* 168
1790.

Henri-François d'Aguesseau, de
celier de France.

Michel de Chamillart, contrôleur général des ances.

Joseph-Jean-Baptiste Fleuriau d'Armenon-le, garde des sceaux.

Louis Phelyppeaux, premier du nom, comte Pontchartrain, ministre de la marine, puis ncelier de France

Michel Amelot, marquis de Gournay, con-ller d'état.

Hilaire Rouillé Ducoudray, directeur des ances.

François-Joseph d'Hernothon, maître des quêtes.

Etienne-Hyacinthe Foullé de Martangis, aître des requêtes.

Nicolas Desmarets, marquis de Maillebois, ntrôleur général des finances.

Louis Bechameil, marquis de Nointel, in-ndant de Bretagne.

Marc-René de Voyer de Paulmy, marquis 'Argenson, lieutenant général de police, depuis rde des sceaux.

Jean-Jacques Amelot de Chaillou, maître des equêtes, depuis ministre des affaires étran-ères.

Louis-Urbain Lefevre de Caumartin de Boissy, maître des requêtes.

Louis-Charles de Machault, maître des requêtes.

Jean de Rouillé, seigneur de Fontaine-Guérin, maître des requêtes.

Charles Boucher d'Orsay, maître des requêtes.

Gaspard-Cesar-Charles Lescalopier de Nourar, maître des requêtes.

Louis Fagon, intendant des finances.

André-Hercule de Fleury, cardinal, premier ministre.

Louis, premier du nom, duc d'Orléans, premier prince du sang.

Jean-Frédéric Phelyppeaux de Pontchartrain, comte de Maurepas, depuis principal ministre.

Nicolas-Prosper Bauyn d'Angervilliers, ministre de la guerre.

Philibert Orry, comte de Vignory, contrôleur général des finances.

Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, comte d'Argenson, depuis ministre de la guerre.

uis-Charles de Machault, seigneur d'Arlle, lieutenant général de police.

n-Baptiste de Machault d'Arnouville, conır général des finances, et depuis garde ceaux, fils du précédent.

uis-Philogène Bruslart de Sillery, marquis isieux, ministre des affaires étrangères.

rre Guerin de Tencin, cardinal, ministre t.

rien-Maurice, duc de Noailles, maréchal ance.

niel-Charles Trudaine, intendant des fics.

toine-Louis Rouillé, ministre de la marine s affaires étrangères.

ançois-Dominique Barberie de Saint-Con ministre des affaires étrangères.

an-Moreau de Sechelles, contrôleur génées finances.

ançois-Marie Peirenc de Moras, contrôleur ral des finances, puis ministre de la marine.

an de Boullongne, contrôleur général des ces.

uis Phelyppeaux, comte de Saint-Florin, ministre de la maison du roi.

Henri-François de Paule d'Aguesseau, conseiller d'état, avocat général au parlement de Paris.

Henri-Leonard-Jean-Baptiste Bertin, comte de Bourdeilles, contrôleur général des finances, puis ministre d'état.

César-Gabriel, comte de Choiseul, puis duc de Praslin, ministre de la marine.

Marie-François de Paule Lefevre d'Ormesson, père du contrôleur général des finances.

Clement-Charles-François de l'Averdy, contrôleur général des finances.

Jean-Louis Moreau de Beaumont, intendant des finances.

Etienne Maynon d'Invault, contrôleur général des finances.

Joseph-Marie Terray, contrôleur des finances.

Pierre-Etienne-François Bourgeois de Boynes, ministre de la marine.

Jean-Frédéric Phelyppeaux de Pontchartrain, comte de Maurepas, principal ministre.

Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de Sartines, ancien lieutenant général de police, ministre de la marine.

Anne-Robert-Jacques Turgot, contrôleur général des finances.

Michel Bouvard de Fourqueux, intendant depuis contrôleur général des finances.

Chrétien-Guillaume de Lamoignon de Malesherbes, ministre de la maison du roi, fils du chancelier.

Antoine-Jean Amelot de Chaillou, ministre de la maison du roi.

Louis-Gabriel Taboureau des Reaux, contrôleur général des finances.

Jean-François de Joly de Fleury, contrôleur général des finances, ministre d'état.

Charles-Eugène-Gabriel de la Croix, marquis de Castries, maréchal de France, ministre de la marine.

Antoine-Jean-Baptiste Auget, baron de Montyon.

Charles Gravier de Vergennes, ministre des affaires étrangères.

Louis-Auguste Le Tonnelier de Breteuil, ministre de la maison du roi.

De Montholon.

Charles-Etienne le Pelletier de Beaupré, ancien intendant de Champagne.

Charles-Alexandre de Calonne, contrôleur général des finances, ministre d'état.

Jan-Baptiste-François de la Michodière, prévôt des marchands.

Chrétien-François de Lamoignon de Basville, garde des sceaux de France.

En 1787, le conseil royal de commerce fut réuni au conseil royal des finances.

RAND CONSEIL.

l conseil était dans l'origine le con-
: et privé du roi ; il connaissait prin-
ıt des affaires d'état, du domaine et
es ; de la guerre, de la marine, et de
ıi avait rapport aux tailles et au com-
ı y portait peu d'affaires contentieuses,
qu'elles ne fussent de nature à être
par le tribunal suprême, tel que les
, les réglemens de juges, et toutes les
que le roi évoquait à soi.

dans le grand conseil que se traita,
la question importante de rendre le
t sédentaire à Paris, et ce fut en vertu
lonnance émanée de cette cour souve-
e le parlement fut établi d'une manière
la capitale du royaume.

mière institution des cours des aydes a
par *ordonnances rendues* par le *grand*
t la cour des aides de Paris a eu, dans
ɔe de sa formation, recours au grand

conseil, pour avoir un réglement de discipline intérieure.

Le roi Charles VIII, par un édit du 2 août 1497, ordonna que le grand conseil serait présidé par le chancelier de France, et à son absence par les maîtres des requêtes ordinaires de l'hôtel. Louis XII fixa, par un autre édit du 13 juillet 1498, le nombre des conseillers au grand conseil, à vingt-quatre, qu'il distribua en deux semestres. Ce nombre a depuis été porté à cinquante-quatre. Ce tribunal, ainsi organisé, continua de connaître des contrariétés et nullités d'arrêts, des évocations, des indults des cardinaux, archevêques, évêques, abbayes, sentences des présidiaux et des prévôts des maréchaux, droits de francs-fiefs, oblats, réformations des hôpitaux, police de la chirurgie, les usures et banqueroutes.

Ce tribunal a souvent suppléé les cours souveraines pour le jugement de certaines affaires qui en ont été évoquées; ce qui arriva au mois de février 1659, qu'on lui attribua tous les procès du ressort du parlement de Dijon.

Le grand conseil fut supprimé en 1771; mais on le rétablit en 1774, et on le composa d'un

nseiller d'état commis par lettres patentes du
, pour y présider pendant un an, sous le
ancelier de France, qui en était toujours pré-
lent né; de huit maîtres des requêtes, qui en
aient aussi présidens pendant quatre années,
n semestre; de conseillers d'honneur, dont le
mbre n'était pas fixé, et de cinquante-quatre
nseillers; de deux avocats généraux et d'un
ocureur général, qui comptait jusqu'à douze
bstituts.

Mais ce tribunal fut définitivement supprimé
1791, et la majeure partie de ses attributions
unies à la cour de cassation, qui devint alors
tribunal suprême de l'Empire.

Chronologie des Premiers Présidents du Grand Conseil.

Le Chancelier de France.

Le Garde des sceaux de France.

Thierry Bignon, d'abord conseiller au parle-
ent de Paris, puis maître des requêtes, créé
emier président le 7 avril 1690.

François-Michel de Verthamont, le 28 fé-
ier 1697.

Après la mort de M. de Verthamont, arrivée en

1738, les deux charges de premier président, créées en 1690, furent supprimées. Le roi nomma alors un conseiller d'état, pour en remplir annuellement les fonctions.

Charles-Joseph de Fortia, conseiller d'état, nommé en 1738.

Pierre-Marc de Voyer de Paulmy d'Argenson, 1739.

Louis-Charles de Machault, 1740.

Michel-Etienne Turgot, 1741.

César-Charles Lescalopier, 1742.

Pierre Poulletier, 1743.

Il fut réélu pour la deuxième fois en 1749.

Pierre Gilbert des Voisins, 1744.

Gaspard Moïse de Fontanieu, 1745.

Jean-Louis Bidé de la Grandville, 1746.

Antoine-Louis-François Le Fèvre de Caumartin, 1747.

Claude-Henri Feydeau de Marville, 1748.

Charles-Etienne Le Pelletier de Beaupré, depuis 1750 jusqu'en 1754.

Il fut réélu en 1769, 1770 et 1771.

Guillaume Castanier d'Auriac, père, depuis 1754 jusqu'en 1765.

Joseph Avoye de la Bourdonnaye de la Bretè-

·éé premier président lors du rétablisse-
u grand conseil en 1774, jusqu'en 1777.
ırd-Charles-François de Nicolaï, jus-
1788.
é Duval de Montmillan, en 1788.
les-Fran. Martin de Vaucresson en 1789,
la suppression définitive, en 1790.

ılogie des Présidens au Grand Conseil.

de Breslay, reçu 4 novembre 1540.
Coutel, 11 juin 1544.
de Saint-Marcel d'Avançon, 22 sep-
1551.
ul Boucher d'Orsay, 22 mai 1557.
ɔois de l'Aubespine, 7 janvier 1558.
ɔert Barjot, 24 mai 1558.
de Bourgneuf, 22 décembre 1558.
de Selve, 1558.
le Barjot, 30 octobre 1570.
el Vialart, 30 décembre 1572.
Jacques de Mesmes, 27 février 1573.
é de Hacqueville, 23 avril 1576.
es Boucher d'Orsay, 10 février 1580.
Chandon, 29 août 1585.
d Cotton, 21 mars 1587.
; de Riantz, 3 avril 1587.

Présidens créés en charge

Le même Auguste Macé Le Bou
Le même Denis Feydeau de Brou
Le même Mathias Poncet de
avril
Charles du Tillet de la Bussière,
Antoine Joly de Blisy, 7 avril
Louis Thomas de l'Isle, 7 avril
René Rouillé de Marbeuf, 25 avri
Charles Pinon, avril
Alexandre Tarteron de Montillet, 4
Ant. Dacquin de Châteaurenard, 15
François Duret, 18 février
Charles-Guillaume Bailly, 21 juin
Jacques de Fortia, 4 mai
Gédéon-Antoine Le Menestrel de M
septembre
Claude-Nicolas Romanet, 27 octobre
Jean Sabot de Luzan, 23 juin
Nicolas du Bois-Baillet, 15 mai
J.-Bapt. Durey de Vieuxcourt, 22 mai
Pierre-Antoine Rouillé, 13 juillet
Louis de Mascrani de Paroy, 23 février
Jean-Baptiste de la Michodière, 21 fév.

Amelot de Mauregard, 1633.
Henry Maslon de Berei, 1636.
Le Lièvre de la Grange, 5 nov. 1637.
de Bordeaux, 1642.
Lottin, 1 avril 1644.
ne Briçonnet, 11 mai 1644.
Amelot de Gournay, 10 avril 1645.
Garibal de Saint-Sulpice, 1653.
Honoré Barentin, 13 mars 1655.
Aguesseau, juillet 1661.
-Robert Pommereu de la Bretèche, 1662.
Le Rebours, 12 septembre 1667.
)ubois de Guedreville, 24 sept. 1667.
Hue de Miroménil, 1671.
Bignon, 1671.
Brun, 17 février 1674.
Macé Le Boulanger de Viarme, 1674.
Poncet de la Rivière, 11 sept. 1676.
de Ribeire, 1676.
iaud de la Briffe, 1683.
Heudebert du Buisson, 14 mai 1689.
:ydeau de Brou, 19 novembre 1689.

Jacques Pineau de Lucé, 1
Nicolas-Charles Maslon de
Charles-Jean-Baptiste des
de Glené, 20 mai
Antoine-Louis Le Fèvre de
vier
Louis-François Maboul,
Charles-Armand Lescalopi
Michel-Marie-Noël Amelot
Nicolas-René de Berryer, j
Jean-Louis de Bernage de V
Gabriel-Jean de Pleurre de
Etienne-Jean-François-
mai
Jean-Bapt. Gillet de Castel
Guillaume Castanier d'Aur
Jean-Louis Moreau de Bea
Louis-Guillaume de Blair d
Jean-Franç. Joly de Fleury
Charles-René Merault de Vil
Jean-Emmanuel Guignart
juin
Jean-François Dufour de V

s-Jean Orceau de Fontette, 2 janv. 1750.
éonard-Jean-Baptiste Bertin, 1750.
ptiste François de la Michodière, 1750.
Maynon d'Invault, 2 janvier 1751.
-Louis-François Le Fèvre de Caumar-
er 1751.
Étienne Bourgeois de Boynes, 13 fé-
1751.
- Pierre - Thomas de Bérulle, 29
1752.
mon Piarron de Chamousset, 17 no-
1752.
Charles-Sébastien Bernard de Balin-
juillet 1753.
ncent-Claude Le Nain, 2 janvier 1755.
-Jean Amelot de Chaillou, 2 janv. 1755.
Robert Boutin, en 1755.
André de la Corée, en 1756.
nçois-Claude Perrin de Cypière, 1757.
-Louis Rouillé d'Orfeuille, 1757.
abriel Taboureau de Reaux, 1757.
s-Pierre Dedelay de la Garde, 1758.
uillaume de Villevault, 1759.
de Flesselles, 1761.
rançois-Joseph de Gourgues, 1761.

Henri-François de Boullon
Guillaume-Joseph Duplein
n.
Franç.-Marie Bruno d'Agay
Antoine-Jean-Baptiste Rol
thion,
Jules-François de Cotte,
Joseph-Antoine Daniel de
Charles Brochet de Saint-l
Jacq.-Philip.-Isaac Guéau d
Charles-François Hyacinth
Franç.-Anne-Pierre Broche
Augustin-Jean-François
ville,
Jean-Charles-Pierre Lenoi
ral de police,
Armand-Henri Beaudouin

Présidens créés lors du
Grand Conseil e

Auguste-Félicité Le Prestr
Aymard-Charles-François
Louis Basset de la Marelle.
Othon-Louis-Antoine de I
Pierre Arnaud de la Briffe.

iarles-Philibert Poillot de Marolle.
:ques Langelé.
hartier de Rotrou.

Louis Tanneguy Duchâtel, 1777.
uval de Montmillan, 1779.
/ernier, 1780.
tiste de Menardeau du Perray, 1785.

gie des Avocats généraux au Grand Conseil.

ɔujat, 5 juin 1522.
Thomas, 21 octobre 1534.
Calvimont, 30 avril 1543.
nery, en la deuxième charge nouvel-
ɛe en 1552, 9 juillet 1552.
Picard, seig. du Plessis, 6 mai 1559.
e Montcalm, 23 juillet 1571.
harpentier, 26 juillet 1576.
d'Amboise, 15 novembre 1585.
de Clary, depuis premier président
nt de Toulouse, 30 septembre 1587.
utier, 1594.
nt.
Frere, depuis premier président au
de Grenoble.

Jacques Foulé de Prunevaux, 7 janv. 1603.
René Lanier.
François Cazet.
Gilbert Gaulmin de Saint-Georges.
Félix de La Croix de Chevrières de Saint-Vallier, 17 janvier 1613.
François Joly.
Jérôme Bignon, 17 mars 1620.
Jacques Barrin de la Gallissonnière, 22 septembre 1634.
François Salomon, 1638.
Claude Bazin de Bezons, 1639.
Guillaume Bailly, 1646.
Guy Chamillard, 1647.
Pierre Bernage.
André Potier de Novion.
René de Marillac, 1663.
Joseph-Nicolas Foucault de Magny, 1671.
Cl.-Charles Voisin de Bouqueval, 2 mars 1674
Pierre de Maupeou, 6 juin 1674
Augustin de Maupeou, depuis évêque de Castres, et archevêque d'Auch, 1679.
René Le Prêtre de Lezonnet, 5 mai 1683.
Gilles Anjorrant, 1683.
Antoine de Benoist-de-St-Port, 28 mars 1688.

ıe Briçonnet, 19 juillet 1692.
uard-Philibert Olier, août 1697.
icolas de Romanet, 21 février 1705.
homas Dupuis, 27 juin 1708.
ançois de Lâtre d'Oby, nov. 1722.
Jérôme Bignon, 2 septembre 1729.
ırmand Lescalopier de Nourar, 30 1729.
y de Fleury, 10 juillet 1737.
ınçois-de-Paul Le Fèvre d'Ormesson , 15 mars 1741.
rançois-Xavier Le Bret, 29 déc. 1741.
ouis Aubert de Tourny, 6 août 1746.
ıe Pajot de Marcheval, 14 décembre ı'en 1749.
Louis Seguier, 26 février 1751.
ɛ Senozan, en 1756.
d'Auriac, fils du premier préſi- 1756.
reu, en 1759.
iffe, en 1761.
ès, le 12 novembre 1774.
resson, 12 novembre 1774.
Poset, le 5 février 1783.
illet, le 16 août 1786.

Vernier d'Audrecy, 20 mars 178
l'époque de la suppression en

Chronologie des Procureurs géné
Grand Conseil.

Jean Le Meunier, procureur du ro
grand conseil,
Pierre de Sacierges, puis évêq. de Luço
Macé Toustain, 25 novembre
Pierre Bonin, 8 novembre
Charles Bonin, seig. du Corpoy, 2 aoû
Jean Bardon, 15 juillet
Nicolas Bigot, 9 juillet
Jacques Bigot, 11 avril
Pierre Renaud de Montmor.
Germain Rebours de Villiers,
Florent Pasquier de Valgrand, mars
Claude Regnaudin,
Louis-Franç. Hennequin de Charmont, 16
Joseph-Antoine Hennequin de Charmont
octobre
Nicolas-René Berryer, 23 février
Charles-Jean-Baptiste Fleuriau de Morville
14 mars

é Hérault, 16 février 1718.
me Merault, 23 août 1722.
is-François Angran, 2 septembre 1746.
onnaire, 12 novembre 1774.
Montillet, 13 mars 1789, jusqu'à la sup-
n définitive arrivée en 1790.

Vernier d'Audrecy, 20 mars 1789, jusqu'à l'époque de la suppression en 1790.

Chronologie des Procureurs généraux au Grand Conseil.

Jean Le Meunier, procureur du roi en son grand conseil, 1467.

Pierre de Sacierges, puis évêq. de Luçon, 1486.

Macé Toustain, 25 novembre 1497.

Pierre Bonin, 8 novembre. 1501.

Charles Bonin, seig. du Corpoy, 2 août 1522.

Jean Bardon, 15 juillet 1549.

Nicolas Bigot, 9 juillet 1565.

Jacques Bigot, 11 avril 1587.

Pierre Renaud de Montmor.

Germain Rebours de Villiers, 1602.

Florent Pasquier de Valgrand, mars 1622.

Claude Regnaudin, 1635.

Louis-Franç. Hennequin de Charmont, 1668.

Joseph-Antoine Hennequin de Charmont, 1 octobre 1694.

Nicolas-René Berryer, 23 février 1701.

Charles-Jean-Baptiste Fleuriau de Morville, 14 mars 1711.

é Hérault, 16 février 1718.
me Merault, 23 août 1722.
is-François Angran, 2 septembre 1746.
onnaire, 12 novembre 1774.
Montillet, 13 mars 1789, jusqu'à la sup-
n définitive arrivée en 1790.

3. Hugues de *Meulant*, 1196.
4. *Thomas*, 1200.
5. Robert de *Meulant*, 1201.
6. Philippe *Hamelin*, 1217.
7. Nicolas *Harrode*, 1217.
8. Jean *Desvignes*, 1227.
9. *Thilloy*, 1229.
10. Etienne de *Boisleve*, 1235.
11. *Guernes de Verberie*, 1245.
12. *Gaultier le Maître*, 1245.
13. Henri *Dyerres*, 1256.
14. Eudes *Leroux*, 1256.
15. Etienne *Boisleve*, sous le R. s. Louis, 1256.
16. Pierre *Gontier*, 1260.
17. Etienne *Boisleve*, nommé de nouveau, 1261.
18. Renaud *Barbou*, 1270.
19. *Macé de Morées*. 1277.
20. Eudes *Leroux*, 1277.
21. Henri *Dyerres*, 1277.
22. *Guy Dumex*, 1277.
23. Gilles de *Compiegne*, 1283.
24. *Oudart de la Neuville*, 1285.
25. Pierre *Sayneau*, 1287.
26. Jean de *Montigny*, 1289.
27. Jean de *Marle*, 1291.

ıme de *Hangest*,	1291.
ɜ *Saint-Léonard*,	1296.
Mauger,	1297.
ıme *Thiboust*,	1298.
Le Jumeau,	1302.
de *Dicy*,	1304.
Coquerel,	1308.
Le Féron,	1308.
loibaut,	1310.
Tapperel,	1316.
Haquin,	1320.
obert,	1321.
oncle,	1322.
ɜ de *Crusy*,	1325.
'ilon,	1330.
Balagent,	1334.
ıme *Gormont*,	1339.
dre de *Crevecœur*,	1348.
ıme *Staize*,	1353.
ɜ *Bacle de Meudon*,	1358.
ernier,	1361.
ɜ *Aubriot*,	1367.
in *Chauveron*,	1381.
e *Folleville*,	1388.

52. Jean *Jouvenel*,
53. Guillaume de *Tignonville*,
54. Pierre des *Essarts*,
55. Bruneau de *Saint-Clair*,
56. Pierre des *Essarts*, rétabli,
57. Robert de la *Heuze*,
58. *Tanneguy du Chastel*,
59. Robert de la *Heuze*, gouverne
rétabli en
60. André *Marchand*,
61. *Tanneguy Duchastel*, gouver
rétabli en
62. *Guy de Bar*,
63. Jacques *Lamban*,
64. *Guy de Bar*, rétabli,
65. Gilles de *Clamecy*,
66. Jean *Dumesnil*,
67. Jean de la *Baulme*, et gouv
Paris,
68. Pierre de *Marigny*,
69. Pierre *Leverrat*,
70. Simon de *Champluisant*,
71. Jean *Doule*,
72. Simon de *Champluisant*, rétabl

73. Simon *Morhier*, et gouv. de Paris, 1422.
74. Gilles de *Clamecy*, rétabli, 1432.
75. Philippe de *Ternant*, et gouverneur de ris, 1436.
76. *Boulainvillers*, 1436.
77. Ambroise de *Loré*, 1436.
78. Jean d'*Estoutteville*, 1446.
79. Robert d'*Estoutteville*, frère du précé-nt, 1446.
80. Jacques de *Villiers*, et gouverneur de ris, 1461.
81. Robert d'*Estoutteville*, rétabli, 1465.
82. Jacq. d'*Estoutteville*, fils de Robert, 1479.
83. Jacques de *Coligny*, 1509.
84. Gabriel d'*Allègre*, 1512.
85. Jean de la *Barre*, prévôt et gouverneur e Paris, et avant bailli de Paris; en 1522.
86. Jean d'*Estoutteville*, 1533.
87. Antoine *Duprat*, 1540.
88. Antoine *Duprat*, fils du précédent, 1553.
89. Charles de *Neuville*, reçu au parlement ant à Paris, 1592.
90. Jacques d'*Aumont*, reçu au parlement, ant à Tours, 1593.

91. Louis *Seguier*, 1

92. Pierre *Seguier*, neveu du précédent, 1

93. Arm. du *Cambout*, duc de *Coislin*, de France, pourvu et non reçu, 1

94. Charles-Denis de *Bullion*, 1

95. Gabriel-Jérôme de *Bullion*, fils du cédent, 1

96. Alexandre de *Ségur*, 1

97. Anne-Gabriel-Henry *Bernard*, m de *Boulainvilliers*, nommé le 29 juillet 1 exerça jusqu'à l'époque de la suppressio cette charge, en 1

LIEUTENANS CIVILS

E LA PREVOTÉ ET VICOMTÉ

DE LA VILLE DE PARIS.

TTE charge, dont l'origine est fort an-
ne, était une des plus importantes de la ma-
rature. La plupart de ses attributions déri-
nt de celles du *prévôt de Paris*, dont le lieu-
nt civil était autrefois le seul *lieutenant*. Il
édiait, en l'absence du prévôt, toutes les
ses, tant civiles que criminelles.

es lieutenans civils, depuis 1596 jusqu'en
9, et depuis 1613 jusqu'en 1637, furent en
me tems prévôts des marchands.

Mais en 1637, ces deux offices furent séparés,
le lieutenant civil ne fut plus nommé que
ur trois ans, sauf à proroger selon la volonté
roi.

Le lieutenant civil était le second officier du
âtelet, et le premier des lieutenans de la pré-
té et vicomté de Paris; il présidait à toutes
assemblées du Châtelet et à l'audience du

parc civil; toutes les requêtes en ma
viles étaient adressées au prévôt de Pa
magistrat.

Chronologie des Lieutenans civils au
de Paris.

1. Jean *Poicot*, ou *Pacot*, en
2. Pierre de *Lieuvillier*,
3. Pierre de *Tuilliers*,
4. Pierre de *Lieuvillier*, rétabli,
5. Thomas *La Chièvre*,
6. Michel *Brial*, ou *Bricot*.
7. Thomas *La Chièvre*,
8. Jean *Lhuillier*,
9. Pierre de la *Neuville*,
10. Pierre de *Gien*,
11. Jean de *Chatou*,
12. Jean de *Chatou*,
13. Guillaume *Porel*,
14. Jean de *Chatou*,
15. Jean de *Chatou*,
16. Guillaume *Porel*,
17. Jean de *Chatou*,
18. Pierre de *Claye*,
19. Jean du *Drac*,

20. Jean *Turquan*, 1388.
21. Guillaume *Drouart*, 1389.
22. Simon *Bezon*, 1392.
23. Jean *Turquan*, 1395.
24. Simon *Bezon*, 1395.
25. Simon *Bezon*, 1399.
26. Pierre *Drouart*, 1399.
27. Jean *Turquan*, 1399.
28. Jean du *Drac*, 1401.
29. Simon *Bezon*, 1401.
30. Simon *Bezon*, 1402.
31. Jean du *Drac*, 1402.
32. Robert de *Tuilliers*, 1402.
33. Jean *Turquan*, 1402.
34. Robert de *Tuilliers*, 1403.
35. Pierre *Gaiant*, 1404.
36. Robert *Piédefer*, 1404.
37. Simon *Bezon*, 1406.
38. Guillaume *Quanople*, 1406.
39. Jean *Choart*, 1407.
40. Guillaume *Quanople*, 1408.
41. Guillaume *Drouart*, 1408.
42. Jean *Longuejoue*, 1409.
43. Pierre *Leroy*, 1409.
44. Jean *Choart*, 1411.

45. Raoul *Auchier*, 1411.
46. Pierre *Leroy*, 1413.
47. Raoul *Auchier*, 1413.
48. Jean de *Longuejoue*, 1415.
49. Raoul *Auchier*, 1417.
50. Emery *Marchand*, 1417.
51. Jean *Choart*, 1418.
52. Hugues *Rapioult*, 1418.
53. Germain *Rapine*, 1419.
54. Hugues *Rapioult*, 1420.
55. Germain *Rapine*, 1420.
56. Germain *Rapine*, 1421.
57. Jean *Sauvage*, 1427.
58. Jean de *Longeuil*, 1430.
59. *Durefuge*, 1431.
60. Jean *Miron*, 1432.
61. Jean de *Longeuil*, 1433.
62. Jean *Choart*, 1461
63. Pierre *Lamy*, 1471.
64. Jean *Villain*, 1473.
65. Charles *Dubus*, sieur de Lardy, en 1479.
66. Nicolas *Chapelle*, 1481.
67. Christophe de *Carmone*, 1483.
68. Jean *Lhuillier*, 1490.
69. Jean *Alligret*; il fut le premier *lieutenant*

élu en titre, en conséquence de l'ordon-
ce de 1493. Il fut reçu le 6 mai 1496.
). Charles *Guesdon*, 1501.
1. Artus *Deschamps*, 1503.
2. Jean *Dereuil*, 1504.
3. René de *Beaulne*, 1511.
4. Louis *Ruzé*, 1517.
5. Antoine *Du Bourg* (depuis chancelier de
ance en 1535), 1526.
6. Nicolas *Charmoulue*, 1531.
7. Jean-Jacques de *Mesmes*, 1532.
8. Robert *Piédefer*, 1535.
9. Jean *Morin*, prévôt des marchands, 1541.
0. Antoine des *Essarts*, 1548.
1. Jacques *Aubery*, 1551.
2. Jean *Mosnier*, 18 décembre 1556; exécuté
ort le 10 juillet 1558.
3. Michel *Vialard*, 1558.
4. Nicolas *Luillier*, 1558.
5. Gabriel *Miron*, 1567.
6. Pierre *Seguier*. 1572.
7. Antoine *Seguier*, frère du précédent, 1580.
8. Jean *Seguier*, frère des deux précéd., 1586.
9. Mathias de la *Bruyère*, commis par le

parlement séant à Paris, sur la requête de la ligue, 1589.

90. François *Miron*, fils de Gabriel Miron, lieutenant civil et prévôt des marchands, 1596.

91. Nicolas *Le Jay*, depuis premier président au parlement de Paris en 1630, et garde des sceaux des ordres du roi, 1609.

92. Henry de *Mesmes*, arrière-petit-fils de Jean-Jacques de Mesmes, lieutenant civil et prévôt des marchands, 1613.

93. Nicol. de *Bailleul*, prévôt des march., 1621.

94. Michel *Moreau*, prévôt des marc., 1627.

95. Isaac *Laffemas*, 1637.

96. Dreux *Daubray*, 1643.

97. Ant. *Daubray*, fils du précédent, 1667.

98. Jean *Le Camus*, 1671.

99. Antoine de *Ribeyre*, lieutenant civil du nouveau Châtelet. Cette charge a été créée par édit de février 1674, et réunie à celle de lieutenant civil de l'ancien Châtelet par autre édit du mois de septembre 1684.

100. Pierre *Girardin*, dernier lieutenant civil du nouveau Châtelet, en 1675.

101. Jérôme d'*Argouges de Fleury*, en 1710, jusqu'en 1761.

102. Alexandre-François-Jérôme d'*Argouges*, fils du précédent, déjà reçu en survivance, entré en exercice en 1763.

103. Jean-François *Dufour* de *Villeneuve*, le 21 juin 1766, jusqu'en 1774.

104. Denis-François *Angran* d'*Alleray*, conseiller d'état, nommé le 29 décembre 1774, exerce jusqu'en 1789.

105. Antoine-Omer *Talon*, ancien conseiller au parlement, fut nommé le 16 octobre 1789; il exerça jusqu'à l'époque de la suppression de cette charge, arrivée en 1790.

LIEUTENANS CRIMINELS
AU CHATELET DE PARIS.

L'ORIGINE de cette charge date de l'an 1343; mais ce ne fut que sous le règne de François I, en 1522, qu'elle fut érigée en titre d'office. Le magistrat qui en était revêtu était le lieutenant du *prévôt de Paris*, pour la partie criminelle.

Il jugeait tous les crimes et délits qui se commettaient dans la ville, faubourgs, prévôté et vicomté de Paris.

Chronologie des Lieutenans criminels au Châtelet de Paris.

1. Pierre de *Leuvillier*, ou de *Lieuwitz*, en 1343.
2. Thomas *La Chièvre*, 1348.
3. Jean *Turquan*, 1366.
4. Jean de *Chatou*, 1374.
5. Robert de *Tuilliers*, 1395.
6. Simon *Badelorge*, 1397.
7. Robert de *Tuilliers*, 1403.
8. Félix *Dubois*, 1407.
9. Guillaume *Serveau*, 1409.

10. Robert de *Tuilliers*, 1411.
11. Nicolas *Sureau*, 1418.
12. Jacques *Chardon*, 1421.
13. Jean *Larcher*, 1430.
14. Jean *Delaporte*, 1436.
15. Jean *Bezon*, 1444.
16. Martin *Bellefaye*, 1458.
17. Pierre *Deladehors*, 1461.
18. *Fornier*, 1463.
19. Henri *Mariette*, 1463.
20. Pierre *Deladehors*, rétabli, 1470.
21. Jacques *Delorme*, 1470.
22. Jean *Delaporte*, fils de celui dont il est question à l'article 14, 1483.
23. Jean *Pillois*, 1497.
24. Jean *Papillon*, 1497.
25. Jean *Poncet*, 1501.
26. Gilles *Maillard*, 1501.
27. Jean *Morin*, 1529.
28. Pierre *Seguier*, 1544.
29. Jean *Mosnier*, 1554.
30. Jean *Bertrand*, 1556.
31. Thomas de *Bragelongue*, 1563.
32. Guillaume *Gellée*, 1571.
33. Thomas *Gellée*, fils du précédent, 1587.

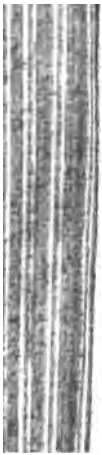
34. Pierre *Lugolly*, 1597.
35. Gabriel *Lallemant*, 1600.
36. Antoine d'*Aguesseau*, 1619.
37. Michel *Moreau*, 1624.
38. Benigne *Blondeau*, 1627.
39. Jacq. *Tardieu*, en 1635, assassiné en 1665.
40. Jacques *Deffita*, 1666.
41. Antoine *Le Féron*, 1674.
42. René *Choppin*, 1682.
43. Nicolas *Leconte*, 1701.
44. Claude-François-Nicolas *Leconte*, fils du précédent, 1731.
45. Gabriel-François *Nègre*, 1735.
46. Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de *Sartine*, 1755.
47. Jean-Charles-Pierre *Lenoir*, 1759.
48. Augustin *Testard du Lys*, exerce depuis le 20 juillet 1765, jusqu'en 1774.
49. Charles-Simon *Bachois* de *Villefort* nommé le 1 mars 1774, exerce jusqu'à la suppression de cette charge, arrivée en 179

LIEUTENANS PARTICULIERS

AU CHATELET DE PARIS.

Il y avait deux offices de *lieutenant particulier* au Châtelet de Paris, l'un créé par édit du mois de mai 1544, l'autre qui fut créé pour le nouveau Châtelet en 1674, et qui a été conservé nonobstant la réunion faite des deux Châtelets en 1684.

Les lieutenans particuliers, jusqu'en 1586, avaient été également assesseurs civils et criminels, et en cette qualité ils substituaient et remplaçaient les *lieutenans* criminels, aussi bien que les *lieutenans* civils. Mais Henri III donna un édit par lequel il démembra des offices de *lieutenant particulier*, la connaissance des matières criminelles, et créa des assesseurs criminels pour connaître des crimes, et substituer et remplacer les *lieutenans* criminels. Ces offices d'assesseurs furent supprimés en 1588, puis rétablis en 1596; mais en 1604 et 1605, ils furent définiti-



en l'absence des *lieutenans* civil
criminel, ils les remplaçaient da
tions.

Chronologie des Lieutenans p
Châtelet de Paris

1. François *Boileau*, ou *Boilève*
2. Martin de *Bragelongue*, lie
culier de la prévôté de Paris et p
chands,
3. Jean de *Bragelongue*, fils du
4. Mathias de la *Bruyère*,
5. Antoine *Ferrand*,
6. Antoine *Ferrand*, fils du pré
7. Antoine *Ferrand*, fils du pré

11. Louis de *Vienne*, 1675.
12. Franç.-Ant. *Ferrand*, fils de Michel, 1683.
13. Jean-Baptiste *Proust-Dumartray*, 1684.
14. Louis *Pasquier*, 1690.
15. Jean-Charles-Joseph *Lenoir*, 1718.
16. Jean-Baptiste-Louis *Proust-Dumartray*, fils de celui dont il est question à l'art. 13, 1719.
17. Etienne-Louis-Jean-Baptiste *Guerey* de *Voisin*, 1730.
18. Louis-Laurent *Guerey* de *Voisin*, fils, en survivance, mort sans avoir exercé, 1750.
19. Jean-Charles-Pierre *Lenoir*, fils de celui dont il est question à l'article 15, 1754.
20. Daniel-Marc-Antoine *Chardon*, 1760.
21. Etienne-Claude *Dupont*, 1764.
22. Armand-Jean *Petit* de la *Honville*, 1768.
23. François-Louis de *Chastelus*, 1771.
24. Angélique-Charles *Bellanger*, 1785.
25. André-Jean *Boucher*, 1790.

Ces offices furent supprimés en 1791.

PREVOTS DES MARCHANDS

DE LA VILLE DE PARIS.

Le prévôt des marchands de la ville de Paris était un magistrat qui présidait le bureau municipal et qui exerçait sa juridiction conjointement avec des échevins.

L'origine de cette magistrature est fort ancienne, et remonte à l'an 1268.

Le prévôt des marchands avait, conjointement avec le prévôt de Paris, la police sur le pain, le vin, le sel, et la marée; il connaissait, avec les maîtres des métiers de la bonté des marchandises amenées à Paris par les marchands forains. Il exerçait une juridiction spéciale sur les gens de commerce et de métiers.

Il était nommé par le roi, et sa commission était pour deux ans; mais il pouvait être continué trois fois, ce qui fesait en tout huit années d'exercice.

Le prévôt des marchands était considéré comme un magistrat du premier ordre; il avait

e de *chevalier,* et portait dans les cérémo-
ubliques la robe de satin cramoisi.
te charge fut supprimée en 1789, et ses
utions passèrent aux maires de Paris, puis
a suite partie au préfet du département, et
au préfet de police.

nologie historique des Prevôts des Marchands de la ville de Paris.

Jean AUGIER, fut nommé prévôt des mar-
s de la ville de Paris, par le roi saint Louis,
1268.
Guillaume PISDOÉ, lui succéda en 1276, et
nommé en 1304.
Guillaume BOURDON, nommé en 1280,
n 1296.
ean ARRODÉ, en 1288.
Guillaume POPIN, en 1289.
Etienne BARBETTE, en 1298, puis en 1314.
Jean GENTIEN, en 1321.
Etienne MARCEL, magistrat sanguinaire,
à son prince, et traître à son pays, fut le
e la trop fameuse faction dite de la *Jac-*
, à la tête de laquelle il commit des cri-
des atrocités, dont le souvenir excite en-

core l'indignation des hommes de bien. assommé par Jean Maillard, d'un coup de l le 1 août

Ronsac, l'un des échevins de Paris, Joss trésorier du roi de Navarre, et un nomm zard, tous partisans de Marcel, fur cutés en place de Grève.

9. Jean Culdoé, nommé en

10. Jean Desmarets, depuis avocat du roi; il fut décapité comme criminel c majesté, en 1382. Mais ce respectable v fut une victime de la vengeance des princ exactions desquels il s'était opposé, et perdirent lorsque Charles VI entra dans main armée, en

11. Jean Fleury,

12. Audouyn Chauveron,

Le 27 janvier 1382, le roi Charles VI, punir l'audace et la révolte des Parisie prima les charges de prevôts des marc d'échevins de la ville de Paris. Cepend 1 mars 1388, le même monarque les

13. Jean de Folleville, nommé en

14. Jean Juvenel des Ursins, avocat au parlement de Paris, homme de probi et courageux, fut mis en exercice en

harles de Culdoé, en 1404.
ierre Gentien, 20 janvier 1411, puis 9
re 1413.
ndré d'Espernon, 16 mars 1412.
hilippe de Brebant, 10 octobre 1414.
uillaume Ciriasse, 12 sept. 1417.
oël Prevost, 6 juin 1418.
ugues Le Coq, 26 décembre 1419.
uillaume Sanguin, 12 juillet 1420.
ugues Rapioult, en 1421.
ichel Lallier, 23 juillet 1436.
ierre des Landes, 23 juillet 1438.
ean Baillet, conseiller au parlem., 1444.
ean Bureau, trésorier de France, 18
1450.
)reux Budé, audiencier de France, 19
1453.
ean de Nanterre, président des requê-
alais, 16 août 1456.
lenri de Livres, 16 août 1460; puis
1476.
ichel de La Grange, seigneur de Thia-
1466.
icolas de Louviers, Sgr. de Canne, 1468.
)enis Hesselin, pannetier du roi, 1470.

34. Guillaume Le Comte, conseiller du roi, 1470.

35. Guillaume de La Haye, depuis président à mortier, 1484.

36. Jean du Drac, vicomte d'Ay et de Mareuil, 1486.

37. Pierre Poignart, conseiller au parlement, 1490.

38. Jacques Prédeper, en 1492, puis en 1498.

39. Nicolas Viole, correct. des comptes, 1494.

40. Jean de Montmirail, en 1496.

41. Nicolas Potier, général des monnaies, en 1500.

42. Germain de Marle, général des monnaies, en 1502, puis en 1526.

43. Eustache Luillier de S.-Mesmin, 1504.

44. Dreux Raguier de Tummelles, 1506.

45. Pierre Le Gendre, trésorier de Fr., 1508.

46. Robert Turquant, conseiller au parlement, 1510.

47. Roger Barme, depuis président à mortier, 1512.

48. Jean Boulart, conseill. au parlem., 1514.

49. Pierre Clutin, conseill. au parlem., 1516.

50. Pierre Lescot de Lassy, avocat général de la cour des aides, 1518.

51. Antoine Le Viste, depuis président à mortier, 1520.

52. Guillaume Budé de Marli-la-Ville, maître des requêtes et maître de la librairie, 1522.

53. Jean Morin, lieutenant-général du palais en 1524, puis en 1544.

54. Gaillard Spifame, Sgr. de Pisseaux, 1528.

55. Jean Luillier, maître des comptes, 1530.

56. Pierre Viole, conseiller au parlem., 1532.

57. Jean Tronçon, conseill. au parlem., 1534.

58. Augustin de Thou, depuis président à mortier, 1538.

59. Etienne de Mont-Mirail, conseiller au parlement, 1540.

60. André Guillard, maître des req., 1542.

61. Louis Gayant, conseill. au parlem., 1546.

62. Claude Guyot, conseiller du roi, 1548.

63. Christophe de Thou, depuis président à mortier, 1552.

64. Nicolas de Livres, conseill. du roi, 1554.

65. Nicolas Perrot, conseill. au parlem., 1556.

66. Martin de Bragelongne, lieutenant particulier, civil et criminel de Paris, 1558.

67. Guillaume de Marle, seigneur de Versigny, 1560.

68. Guillaume Guyot de Charmeaux, 1564.

69. Nicolas Le Gendre de Neufville-Villeroi, 1566.

70. Claude Marcel, génér. des monn., 1570.

71. Jean Le Charron, président de la cour des aides, 1572.

72. Nicolas Luillier de Boulencourt, président des comptes, 1576.

73. Claude d'Aubray, conseill. du roi, 1578.

74. Augustin de Thou, depuis président à mortier, 1580.

75. Etienne de Neuilly, président de la cour des aides, 1581.

76. Nicolas-Hector de Perreuse-Beaubourg, en 1586.

Il fut dépossédé avec violence le 12 mai 1588, par la faction des *Seize*, qui établit un autre prevôt des marchands et d'autres échevins. Il fut relâché au mois de Juillet.

77. Charles Boucher, seigneur d'Orsay, maître des requêtes et président du grand conseil, 18 octobre 1590.

78. Jean Luillier, seigneur d'Orville et de Visseau, maître des comptes, 9 nov. 1591.

9. Martin Langlois, seigneur de Beaurre, maître des requêtes, 1594.
0. Jacques Danès, Sgr. de Marli-la-Ville, sident en la chambre des comptes, 1598.
1. Antoine Guyot, seigneur de Charmeaux de Danssac, président en la chambre des ıptes, 1600.
2. Martin de Bragelongne, seigneur de ıronne, conseiller d'état, président aux uêtes, 1602.
3. François Miron, seigneur du Tremblay le Lignières, lieutenant civil de Paris, fut nmé prévôt des marchands en 1604. C'est à ertueux magistrat qu'on doit l'achèvement 'hôtel-de-ville de Paris. Il mourut en 1609.
4. Jacques Sanguin, seigneur de Livry, seiller au parlement, nommé en 1606, conié par ordre de la reine-mère, régente, 1610.
5. Gaston de Grieu de Saint-Aubin, conler au parlement, 1612.
6. Robert Miron, frère de François, dont st question à l'article 83, fut intendant de ıguedoc, président des requêtes du palais, seiller d'état, et ambassadeur en Suisse. On ıomma prévôt des marchands en 1614; puis

président de l'assemblée du tiers-état tenue à Paris en 1614 et 1615. Il mourut en 1641.

87. Antoine Boucher, Sgr. de Bouville, conseiller au parlement, nommé en 1616.

88. Henri de Mesmes, seigneur d'Orval, lieutenant civil de Paris, signala son éloquence aux Etats-Généraux de 1614 et à l'assemblée des notables de 1617. Il fut élu prévôt des marchands de la ville de Paris le 6 août 1618, et continué en 1620. Il devint président à mortier au parlement de Paris, le 26 février 1627.

89. Nicolas de Bailleul, baron de Chateau-Gontier, lieutenant civil de la ville de Paris, fut nommé prévôt des marchands en 1622; il devint président à mortier au parlement de Paris en 1627, puis contrôleur général des finances en 1643.

90. Christophe Sanguin, seigneur de Livry, conseiller d'état, président aux enquêtes, fut nommé en 1628.

91. Michel Moreau, conseiller d'état, lieutenant civil au Châtelet de Paris, fut nommé en 1632. Il mourut en 1637.

92. Oudart Le Féron, seigneur de Louvre,

président aux enquêtes, fut élu prévôt des marchands le 26 octobre 1638. Il m. en fév. 1641.

93. Christophe PERROT, seigneur de la MAL-MAISON, conseiller au parlement, fut élu le 25 février 1641. Il mourut au mois d'avril suivant.

94. Macé LE BOULANGER, président aux enquêtes, élu le 22 avril 1641.

95. Jean SCARRON, seigneur de MENDINÉ, conseiller au parlement, élu en 1644.

96. Jérôme LE FÉRON, seigneur d'ORVILLE et de LOUVRE, président aux enquêtes, frère de celui dont il est question à l'article 92, fut élu le 26 février 1646. Il mourut le 8 sept. 1689.

97. Antoine LE FÈVRE, conseiller au parlement, fut élu en 1650.

98. Alexandre de SÈVE, Sgr de CHATIGNONVILLE, maître des requêtes, nommé en 1654.

99. Daniel VOISIN, seigneur de SÉRIZAY, maître des requêtes, élu en 1662.

100. Claude LE PELLETIER, Sgr. de MORTFONTAINE, fut élu en 1668. Il devint contrôleur général des finances en 1683.

101. Auguste-Robert de POMEREU, seigneur de la BRETÈCHE et de RICEYS, ancien intendant d'Auvergne, de Moulins, et de Bourges, fut

élu en 1676. Il mourut conseiller d'état le 7 octobre 1702.

102. Henri de Fourcy, comte de Chessy, président aux enquêtes, conseiller d'état, fut élu en 1684. Il mourut le 4 mars 1708.

103. Claude Bosc, seigneur d'Ivry-sur-Seine, procureur général en la cour des aides, et depuis conseiller d'état, fut élu en 1692.

104. Charles Boucher, seigneur d'Orsay, conseiller au parlement, fut élu en 1700.

105. Jérôme Bignon, avocat du roi au Châtelet, ancien intendant de Rouen, de Picardie et d'Artois, puis conseiller d'état, fut élu en 1708. Il mourut le 25 décembre 1726.

106. Charles Trudaine, intendant des finances, et conseiller d'état, fut élu le 17 août 1716.

107. Pierre-Antoine de Castagnères, marquis de Chateauneuf et de Marolles, conseiller d'état, fut élu le 4 juillet 1720.

108. Nicolas Lambert, président de la seconde chambre des enquêtes, fut reçu le 20 août 1725. Il mourut le 10 juillet 1729.

109. Michel-Etienne Turgot, seigneur de Sousmont, président de la deuxième chambre des enquêtes, fut élu prévôt des marchands le

f juillet 1729. Il fit construire pendant sa pré-
ôté le grand égout au dessus de Paris et le
ıai des Morfondus. Il mourut conseiller d'état
membre honoraire de l'académie royale des
scriptions et belles-lettres, le 1 février 1751.

110. Félix Aubery de Vastan, ancien inten-
ınt de Caen, fut élu en 1740. Il mourut le 20
in 1743.

111. Louis-Basile de Bernage, seigneur de
AINT-Maurice, conseiller d'état ordinaire,
'and'croix de l'ordre royal et militaire de saint
ouis, fut élu prévôt des marchands en 1743.
exerça jusqu'en 1758.

112. Jean-Baptiste-Elie Camus de Pont-
ARRÉ, seigneur de Viarmes, fut élu prévôt
es marchands en 1758. Il exerça jusq. 1764.

113. Armand-Jérôme Bignon, avocat général
ı grand conseil, bibliothécaire du roi, l'un des
ıarante de l'académie française, fut élu pré-
ôt des marchands en 1764. Il exerça jusq. 1772.

114. Jean-Baptiste-François de la Micho-
IÈRE, conseiller d'état, ancien intendant d'Au-
ergne, de Lyon et de Rouen, fut élu prévôt
es marchands en 1772. Il exerça jusqu'en 1778.

115. Antoine-Louis-François Le Fèvre de

CAUMARTIN, ancien président au grand conseil, fut nommé prévôt des marchands en 1778. Il exerça jusqu'en 1784.

116. Louis LE PELLETIER DE MORTFONTAINE, conseiller d'état, fut nommé prévôt des marchands en 1784. Il exerça jusqu'en 1789.

117. Jacques de FLESSELLES, ancien intendant de Moulins, de Bretagne et de Lyon, fut nommé prévôt des marchands de la ville de Paris au commencement de 1789. Il mourut, victime de la fureur populaire, le 14 juillet de cette même année. Sa douceur et son extrême probité doivent lui mériter les regrets de ses comporains,

Les changemens survenus en 1789 firent supprimer la charge de prévôt des marchands, et créer celle de *maire de la ville de Paris.*

Chronologie historique des Maires de la ville de Paris.

1. Jean-Sylvain BAILLY, membre de l'académie française, député du tiers-état aux Etats-Généraux, fut nommé maire de la ville de Paris le 17 juillet 1789; son système de philosophie

lui fit envisager la révolution comme nécessaire; mais avec sa belle ame, son cœur droit, et ses intentions pures, il lui fut impossible d'arrêter le torrent dont il avait ouvert les digues; il fut lui-même englouti dans cette mer de malheurs et de destruction, le 11 novembre 1793.

2. Jérôme Pétion de Villeneuve, avocat à Chartres, et député du tiers-état aux états-généraux, fut élu maire de la ville de Paris le 14 novembre 1791. Ici, l'écrivain doit changer de pinceaux et n'employer que des couleurs de sang, pour transmettre à la postérité les actions de ce fougueux magistrat. Heureusement que le plan de cet ouvrage ne permet pas de prolonger les articles, il suffira de dire que les horribles journées des 2 et 3 septembre ne furent que le complément de son système révolutionnaire. Il fut mis hors de la loi par ses propres sectaires, et trouvé mort dans un champ près de Saint-Emilion en 1794.

Henri-François-de-Paul Lefevre d'Ormesson, ancien conseiller d'état, ancien contrôleur général des finances, fut nommé maire de la ville de Paris le 19 novembre 1792; ce respectable magistrat, voyant la France en proie aux hommes les plus passionnés, refusa d'exercer une charge où la voix de l'honneur, de la raison et

de la justice ne pouvait se faire entendre. Il mourut en 180[illegible].

3. Nicolas Chambon, médecin, est élu maire de Paris le 3 décembre 1792. Il n'exerce que quelques jours.

4. J. N. Pache, Suisse d'origine, et ancien ministre de la guerre, fut nommé maire de la ville de Paris le 13 février 1793. Sa magistrature ne rappelle que des souvenirs odieux et pénibles; entre autres, l'époque du 31 mai, qui a désuni le pouvoir législatif, et ensanglanté plusieurs pages de notre histoire. Il fut remplacé en mai 1794.

5. Jean Baptiste-Edmond Fleuriot-Lescot, Belge d'origine, substitut près le tribunal révolutionnaire, fut nommé maire de Paris le 23 mai 1794. Ses liaisons sanguinaires et son dévouement servile aux ordres de Robespierre, en firent un magistrat partial et féroce. Il fut entraîné dans la chûte de son odieux patron le 27 juillet 1794.

Après cet événement, les diverses commissions exécutives, chacune en ce qui concernait ses attributions, furent chargées d'administrer la commune de Paris, conjointement avec une commission de police administrative, créée par une loi du 31 août 1794; mais en 1800 le territoire de la commune de Paris fut divisé

en douze arrondissemens municipaux, à la tête desquels on plaça un magistrat avec le titre de *Maire*, et auquel on donna deux adjoints.

Premier Arrondissement.

1. M. Huguet de MONTARAN, chevalier de la légion d'honneur, mis en exercice en 1800.

2. M. LE CORDIER, ancien adjoint, officier de la légion d'honneur, fut nommé maire en 1807.

M. *Rendu.*

M. *Roze.*

M. *Le Cordier.*

M. *Monnaye.*

Deuxième Arrondissement.

1. M. Isidor-Simon BRIÈRE de MONTDÉTOUR, chevalier de la légion d'honn., nommé en 1800.

2. M. Denis-André ROUEN, doyen des notaires, et ancien adjoint, officier de la légion d'honneur, nommé en 1808.

M. *Rouen.*

M. Louis *Picard.*

M. Jean-Louis *Boileau*, notaire.

Troisième Arrondissement.

1. M. DELESSERT, banquier, nommé en 180[illegible]

3. M. Louis Doulcet-d'Egligny, chevalier de la légion d'honneur, nommé en 1808.

M. *Arnauld*, notaire.
M. *Guyot*, négociant.
M. *Doulcet-d'Egligny*.
M. *Hemard-Sevran*.
M. *Boulard* fils, notaire.

Huitième Arrondissement.

1. M. Fiefpé, ancien notaire, mis en exercice en 1800.

2. M. Benard de Moussignières, chevalier de la légion d'honneur, nommé en 1804.

M. *Cousin*, notaire.
M. *Bernard*, négociant.
M. *Villemsens*.
M. *Péan-de-Saint-Gilles*.
M. *De la Rue*.

Neuvième Arrondissement.

1. M. D'Ormesson, mis en exercice en 1800.

2. M. Duquesnoy, en 1801.

3. M. Péron, ancien notaire et ancien adjoint, chevalier de la légion d'honn., en 1803.

4. M. Denis-André Rouen, notaire, nommé en 1806.

M. Moreau, chevalier de la légion d'hon-
, nommé en 1808.

M. *Phélipon.*

M. *Péron*, ancien notaire.

M. J. P. *Ledru.*

M. J. M. *Jarry.*

M. *Molinier-Montplaqua.*

M. *Denise.*

M. *Huet.*

Dixième Arrondissement.

M. De Bethune-Charost, mis en exer-
en 1800.

M. Duquesnoy, chevalier de la légion d'hon-
r, en 1801.

M. Piault, chevalier de la légion d'hon-
r, nommé en 1808.

M. *Vignon*, président du tribunal de commerce.

M. *Bonnet*, négociant.

M. *Piault.*

M. *Fabre.*

M. *Des Maisons.*

M. *Baffault.*

M. *Monnaye.*

Onzième Arrondissement.

1. M. Antoine-Marie-Henry Boulard, notaire, mis en exercice en 1800.

2. M. Jean-Philippe-Gaspard Camet de la Bonnardière, chevalier de la légion d'honneur, nommé en 1804.

M. Alexandre-Nicolas *Lemoine*, ex-constituant.

M. Hilaire *Doloret*.

M. Charles-André *Justinart*.

M. Alexandre-Henri-Nicolas [illegible] *Montaleau*.

Douzième Arrondissement.

1. M. Gorneau, ancien jurisconsulte, [illegible] de la légion d'honn., mis en exercice en [illegible]

2. M. Collette, chevalier de la légion d'honneur, nommé en [illegible]

3. M. Dubos, chevalier de la légion d'honneur, nommé en [illegible]

4. M. Buffault, nommé en [illegible]

5. M. Molinier de Montplanqua, [illegible] adjoint du neuvième arrondissement, [illegible] mé maire du douzième arrondiss. en [illegible]

M. Joseph *Salleron*, négociant.

M. *Poulin*, négociant.

LIEUTENANS GENERAUX

DE POLICE

DE LA VILLE DE PARIS.

Un édit du mois de décembre 1666 règle les droits, prérogatives et attributions attachés à cette magistrature, qui, auparavant, avait été remplie par le prévôt de Paris, ou par le lieutenant civil, le lieutenant criminel, ou le lieutenant particulier.

Le lieutenant général de police devait veiller au maintien du bon ordre et à l'exécution des réglemens de police dans la ville de Paris. Il avait le pouvoir de rendre des ordonnances, portant réglement dans les matières de police qui n'étaient pas prévues par les ordonnances, édits et déclarations du roi, ni par les arrêts et réglemens du parlement; il avait encore le droit d'ordonner l'exécution de ces divers réglemens, relativement à la police.

La connaissance de tous les quasi-délits en matière de police, et de toutes les contestations entre particuliers pour des faits de police, lui était

attribuée. Les jeux, le vagabondage, les lieux publics, le nettoiement et l'éclairage des rues, la tranquillité et la sûreté de la ville, le port d'armes, les subsistances et approvisionnemens, la police de la rivière, des halles, marchés, et maisons garnies, l'exécution des statuts des divers corps de marchands et de métiers, les poids et mesures, l'imprimerie et l'impression des livres et libelles défendus, les colporteurs qui les distribuent, les vols, les assassinats, la voierie, la police des marchés de Sceaux et de Poissy, étaient rangés dans ses attributions.

Il devait encore veiller à la sûreté de la vie du souverain et à la tranquillité de l'Etat, lorsque l'une ou l'autre pouvait être exposée par les entreprises de quelques malfaiteurs ou perturbateurs. Il suivait leurs traces d'un œil sévère et vigilant, et prenait toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'exécution de leurs complots, et garantir le roi et l'Etat de tout péril.

On voit que les fonctions de lieutenant général ou de préfet de police sont un mélange de magistrature et d'administration qui exige, de la part de celui qui en est chargé, la réunion de tous les talens d'un grand politique et d'un administrateur habile.

Chronologie historique des Lieutenans généraux de police depuis leur institution.

1. Gabriel-Nicolas de La Reinie, maître des requêtes, fut nommé en 1667, par Louis XIV, lieutenant-général de police de la ville de Paris. Cette vaste et magnifique cité lui est redevable des réglemens de police qui assurent la tranquillité et l'ordre dans son enceinte. L'établissement du guet, des lanternes; la défense aux gens de livrée de porter des épées ni des cannes, une infinité de sages ordonnances pour la salubrité et la sûreté de la ville, et par-dessus tout une probité et un désintéressement sans exemple, sont autant de monumens qui nous inspirent de la reconnaissance pour le zèle et le dévouement de cet intègre magistrat. Il mourut conseiller d'état le 14 juin 1709.

2. Marc-René de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, maître des requêtes, succéda à M. de la Reinie en 1697. Il réunissait au dernier degré tous les talens nécessaires à l'administration de sa charge. Il était *obligeant* et *poli*, sous une écorce raboteuse et une figure de Rhadamante; mais le moment après que ses sourcils et sa perruque noire avaient fait trembler la po-

pulace, les agrémens de sa conversation, et sa gaîté du bon ton apprenaient qu'il était fait pour la bonne compagnie. L'art de l'espionnage, qu'il porta au plus haut degré de perfection, le mettait dans le secret de toutes les familles; mais il usait de ses connaissances avec tant de discrétion, qu'*il ne troublait le repos d'aucune*, et conservait ces mystères dans son sein, pour n'en faire usage qu'à propos, *pour le bien de l'État*, et celui des *particuliers* même. Son génie également sûr et actif suffisait à tout. Il retrouvait toujours le bout de ses fils, quoiqu'il les rompît à tous momens, et saisissait successivement cent objets différens sans les confondre. Il connaissait le parlement, alors en opposition avec la cour, comme les grands généraux connaissent ceux contre qui ils ont toujours fait la guerre, comme le duc de Vendôme pouvait connaître le prince Eugène, et Villars Marlborough; il savait ménager les gens de qualité, sans les offenser ni les *craindre*. Ce portrait de M. d'Argenson est fait par M. son fils, et avoué et reconnu par l'histoire. Je l'ai placé ici tout entier, parce que j'ai pensé qu'il était dans l'intérêt du souverain et de la nation d'offrir un tel modèle aux

agistrats qui doivent lui succéder. M. d'Argen-
n fut fait garde des sceaux en 1718; il mourut
8 mai 1721.

3. Louis-Charles de Machault, Sgr. d'Ar-
ouville, maître des requêtes, fut nommé
utenant général de police de la ville de Paris
28 février 1718. Il devint conseiller d'état en
20, puis président du grand conseil en 1740.
mourut le 10 mai 1750.

Son fils fut garde des sceaux et ministre de la marine.

4. Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, mar-
is d'Argenson, membre honoraire de l'aca-
mie royale des sciences, fils de celui dont il
t question à l'article 2, et frère du ministre des
faires étrangères, fut nommé lieutenant géné-
l de police le 5 juillet 1720; mais il donna sa
mission de cette charge pour passer à l'inten-
nce de Tours, le 18 février 1721.

Son article reviendra.

5. Gabriel Tachereau, seigneur de Baudry
de Linières, maître des requêtes, fut nommé
utenant général de police de la ville de Paris
1721. Il n'administra que jusqu'en 1722, et
ourut conseiller d'état le 22 avril 1755.

Marc-Pierre de Voyer de Paulmy, marquis d'Argenson, obtient de nouvelles provisions de lieutenant général de police de la ville de Paris le 26 avril 1722. Il n'exerça que jusqu'en 1724, devint ministre d'état en 1742, puis ministre de la guerre en 1743.

6. Nicolas-Jean-Baptiste Ravot-d'Ombreval, maître des requêtes, ancien avocat général en la cour des aides, fut nommé lieutenant général de police en 1724. Il n'exerça que quelques mois, et passa à l'intendance de Tours en 1725.

7. René Hérault, seigneur de Fontaine-l'Abbé et de Vaucresson, maître des requêtes, ancien procureur général au grand conseil, et ancien intendant de Tours, devint lieutenant général de police de la ville de Paris en 1725. Ce magistrat, en faisant ses visites d'étiquette lors de sa nomination, se présenta chez le premier président de Harlay, qui, surchargé d'affaires, ne fit qu'entr'ouvrir la porte de son cabinet, et lui dire : *Netteté, sûreté, clarté.* M. Hérault ne voulut pas se renfermer dans ces sages conseils, et crut au contraire bien remplir les devoirs de sa charge, en fatiguant et en opprimant le public de Paris et des provinces, par des armées d'es-

plons, qui arrachaient, sans forme légale, les citoyens de leurs asiles, et portaient la terreur au sein des familles les plus honnêtes et les plus paisibles. Il exerça jusqu'en décembre 1739, et mourut intendant de Paris, le 2 août 1740.

Il fut l'aïeul de M. Herault de Sechelles, dernier avocat général au parlement de Paris. Voyez ce chapitre.

8. Claude-Henri Feydeau de Marville, seigneur de Dampierre et de Gien, maître des requêtes, fut reçu lieutenant général de police le 12 janvier 1740. Il devint conseiller d'état en 1747, premier président au grand conseil en 1748, et directeur général des économats en 1773. Il avait quitté la charge de lieutenant général de police dès 1747.

9. Nicolas-René Berryer, maître des requêtes, ancien intendant de Poitiers, fut nommé lieutenant général de police en 1747. Le zèle et la vigilance qu'il montra dans cette place, eussent été très utiles à l'Etat, si les subalternes qu'il employait n'eussent pas abusé de son pouvoir et commis des actes arbitraires tellement excessifs, qu'ils occasionnèrent en 1750 une révolte, qui ne fut réprimée que par la mort des trois

chefs qui l'avaient excitée, et l'emprisonnement de plusieurs individus qui y avaient pris part. M. Berryer était une des créatures de madame de Pompadour, qui lui fit obtenir successivement le ministère de la marine et la dignité de garde des sceaux. Il mourut le 15 août 1762.

10. Henri-Léonard-Jean-Baptiste BERTIN, comte de BOURDEILLES, seigneur de BRANTOME, premier baron de PÉRIGORD, maître des requêtes et ancien intendant de Roussillon, fut nommé lieutenant général de police le 16 octobre 1757. Il n'administra que jusqu'en octobre 1759, qu'il fut porté au contrôle général des finances. Il devint ministre d'état en . . . . 1762.

11. Antoine-Raymond-Jean-Gualbert-Gabriel de SARTINE, comte d'ALBY, ancien lieutenant criminel au Châtelet de Paris, fut nommé lieutenant général de police le 1 décembre 1759. Ce magistrat, pendant son exercice, rendit des services signalés au souverain et à l'état, et contribua beaucoup à l'embellissement de la ville de Paris. C'est faire le plus bel éloge de ses talens et de sa probité, que de dire qu'il fut choisi pour succéder au grand Turgot, dans le ministère de la marine, en . . . 1775.

12. Jean Charles-Pierre LE NOIR, maître des requêtes, fut nommé lieutenant général de police le 30 août 1774. Son premier exercice ne fut que de peu de durée, ayant été appelé au conseil d'état en 1775.

Son article reviendra.

13. Joseph-Franç.-Ildefonse-Remond ALBERT, maître des requêtes, fut nommé lieutenant général de police de la ville de Paris, le 14 mai 1775. Il n'exerça que jusqu'en juin 1776.

Jean-Charles-Pierre LE NOIR, conseiller d'état, fut nommé de nouveau lieutenant général de police le 19 juin 1776. Les talens, la vigilance et le dévouement de ce célèbre magistrat sont encore présens à la mémoire de ses contemporains. Il se retira en 1785.

14. Louis THIROUX de CROSNE, maître des requêtes, ancien intendant de Rouen, fut nommé lieutenant général de police le 11 août 1785; il administra jusqu'en 1789.

Chronologie historique des Préfets de Police, depuis leur institution.

1. Louis-Nicolas-Pierre-Joseph Dubois, comte de l'Empire, conseiller d'état à vie, commandant de la légion d'honneur, a été nommé préfet de police le 8 mars 1800. Il a cessé d'exercer le 14 octobre 1810.

2. Etienne-Denis Pasquier, baron de l'Empire, officier de la légion d'honneur, conseiller d'état, ancien procureur général du conseil du sceau des titres, a été nommé préfet de police le 14 octobre 1810. Il est en exercice.

Il porte : de gueules au chevron d'or, accompagné en chef, à dextre d'un croissant d'argent, et en pointe d'une tête de licorne de même ; franc quartier des barons pris dans le conseil d'état, qui est échiqueté d'azur et d'or, posé à senestre.

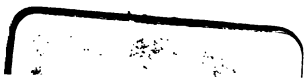
FIN.

TABLE

DES CHAPITRES.

Rois, Lieutenans Généraux du Royaume, premiers et principaux Ministres. Page 4
Chanceliers et Gardes des Sceaux. 30
Ministres de la Justice. 65
Grands Juges. 69
Secrétaires d'Etat. 70
Ministres des Affaires Etrangères. 82
— de la Maison du Roi. 98
— de l'Intérieur. 106
Surintendans, Contrôleurs Généraux, et Ministres des Finances. 113
Ministres du Trésor Impérial. 145
— de la Guerre. 147
— de l'Administration de la Guerre. 167
— de la Marine. 169
— de la Police Générale. 181
— des Cultes. 185
— du Commerce. 187

TABLE DES CHAPITRES.

Ministres d'Etat.	189
Conseil d'Etat.	193
Conseillers d'Etat.	201
Conseil du Roi.	234
— des Dépêches.	244
— des Finances.	252
— de Commerce.	260
Grand Conseil.	267
Prevots de Paris.	284
Lieutenans Civils.	291
Lieutenans Criminels.	298
Lieutenans Particuliers.	301
Prevôts des Marchands.	304
Maires de Paris.	316
Lieutenans Généraux de Police.	326
Préfets de Police.	335

FIN DE LA TABLE.